

KOSOVO Dans une déclaration adoptée le premier jour de son sommet à Washington, l'OTAN a réitéré ses cinq conditions posées au président Slobodan Milosevic, ajoutant

qu'« aussi longtemps que Belgrade (n'y) répondra pas, les opérations aériennes se poursuivront ». L'ALLIANCE a décidé des « mesures supplémentaires » incluant l'intensi-

fication des sanctions économiques contre la Serbie et un « embargo pétrolier », et elle étudie la possibilité d'un « blocus maritime ». L'EMIS- SAIRE RUSSE, Viktor Tchernomyrdine,

revenant sur son « compromis » conclu jeudi 22 avril avec M. Milosevic, a assuré que la « présence internationale » évoquée par cet accord ne peut être constituée que de forces

« bien sûr militaires ». LE PREMIER MINISTRE du Monténégro a mis en garde contre les risques de guerre civile dans son pays. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Les alliés intensifient les frappes et les sanctions contre Belgrade

L'OTAN a confirmé ses conditions posées à M. Milosevic et affirmé le « rôle important » de la Russie « dans la recherche d'une solution politique ». Le général Wesley Clark doit étudier un « système de recherche et de visites » de navires pour renforcer le blocus pétrolier de la Serbie

LES AVIONS de l'OTAN ont bombardé plusieurs localités de Serbie dans la nuit de vendredi 23 à samedi 24 avril. Le sommet marquant le cinquantième de l'OTAN s'était ouvert quelques heures plus tôt à Washington, par une sorte de conseil de guerre sur le Kosovo, qui a permis aux Alliés de réaffirmer leur « unité » et leur « détermination ».

Les dix-neuf pays membres de l'Alliance atlantique ont solennellement rappelé, dans une déclaration sur le Kosovo, les conditions que le président yougoslave, Slobodan Milosevic, doit satisfaire « sans équivoque » pour que l'OTAN arrête sa campagne aérienne. Les alliés refusent tout « compromis sur ces conditions », annoncent qu'ils « intensifient les actions militaires », par des « mesures supplémentaires comprenant une application intensifiée des sanctions économiques et l'imposition d'un embargo pétrolier » et qu'ils coopéreront « avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en l'aidant à enquêter sur les

responsables, jusqu'aux plus hauts niveaux, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ».

Les alliés vont étudier la possibilité d'un « blocus maritime ». Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a été autorisé par les ministres de la défense des Dix-Neuf à travailler sur un « système de recherche et de visites de navires », a indiqué un responsable de l'Alliance. Ce travail devra notamment permettre de déterminer « les règles d'engagement » (ouverture du feu) des équipages des navires alliés qui seront impliqués dans un tel dispositif. La France estime qu'un blocus naval n'a pas de « base légale » et qu'il serait plus efficace de détruire des ponts entre la Serbie et le Monténégro pour couper Belgrade de sa source d'approvisionnement en pétrole.

Les quinze pays membres de l'Union européenne (UE) ont formellement approuvé, vendredi, par procédure écrite, l'interdiction de fourniture de pétrole à la Yougoslavie, sans attendre la réunion de

leurs ministres des affaires étrangères prévue lundi. L'objectif de cette accélération est de rendre la mesure effective le plus rapidement possible et d'adresser un « signal fort » à Belgrade.

Le président français Jacques Chirac n'est fait l'avocat du Monténégro au sommet de l'OTAN. Il a estimé qu'il fallait « être très attentif à la situation très fragile du Monténégro [qui, avec la Serbie, forme la République fédérale de Yougoslavie], qui reste dans l'incertitude de son devenir et qui doit être traité avec beaucoup de respect, compte tenu du régime qui reste aujourd'hui le sien », et qui est resté à la politique de M. Milosevic. Aussi, estime M. Chirac, d'éventuelles actions militaires pour faire respecter un blocus naval doivent tenir compte des conséquences sur le Monténégro.

Le premier ministre monténégrin, Filip Vujanovic, a mis en garde contre un risque de guerre civile si la police monténégrine devait être placée sous le commandement de l'armée yougoslave,

comme l'exige Belgrade. Cette dernière a justifié son exigence par l'état de guerre déclaré le 24 mars, après le déclenchement par l'OTAN de l'opération « Force allée ».

Sur proposition allemande, une conférence sur la stabilité dans les Balkans, associant l'OTAN, l'UE et l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) sera organisée fin mai en Allemagne. Cette conférence, à la préparation de laquelle doivent s'atteler les experts, vise à lancer un processus de coopération en matière de sécurité régionale - dans lequel l'Alliance a un rôle à jouer - dans les domaines économique et financier - qui serait mené principalement par l'UE - et dans le domaine de l'aide civile, à laquelle l'OSCE devrait participer.

Pour garantir une « approche cohérente », selon l'expression de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, l'idée a été évoquée, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères des dix-neuf membres de l'OTAN vendredi, de désigner

une « personnalité internationale » qui soit chargée de coordonner les efforts des différentes institutions. De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a l'intention de désigner un émissaire diplomatique dans les Balkans. Son choix devrait se porter, selon des sources de l'ONU à New York, sur l'une des deux personnalités suivantes : Carl Bildt, ancien haut représentant civil en Bosnie nommé après les accords de Dayton en 1995, ou Franz Vranitsky, l'ancien chancelier autrichien.

Un amiral italien présidera le comité militaire de l'OTAN. La reconduction du général allemand Klaus Naumann au poste de président du comité militaire de l'OTAN, qui est la plus haute fonction hiérarchique militaire à Bruxelles, n'a pas fait l'objet d'un consensus entre les pays alliés, l'Italie votant contre. Le général Naumann, soixante ans, partira à la retraite le 6 mai. Bien qu'il soit de cinq ans son aîné, l'amiral Guido Venturoni, chef d'état-major des armées italiennes, lui succédera.

Qualifié de « légitime » et « justifié » par l'OTAN, le bombardement de la télévision serbe, vendredi à l'aube, a été contesté par des organisations telles que Reporters sans frontières, Amnesty International, la Fédération nationale de la presse italienne et la Fédération internationale des journalistes.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a accusé les forces serbes de nettoyage ethnique, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo. « Les coupables (...) doivent rendre des comptes à la communauté internationale et n'échapperont pas à la justice », averti la commission dans une résolution présentée par les Etats-Unis et parrainée par trente-deux pays.

D'après le général Clark, les bombardements alliés ont permis, au cours de la seule journée du jeudi, de détruire plusieurs cibles, dont six chars, une batterie d'artillerie, vingt-trois véhicules militaires et une colonne de troupes.

Les membres de l'OTAN affichent unité et détermination dans la poursuite de leur stratégie

WASHINGTON Des envois spéciaux Les dirigeants des dix-neuf pays membres de l'OTAN, réunis à Washington pour le 50^e anniversaire de l'Alliance, ont réaffirmé à l'unisson, vendredi 23 avril, leur intention d'intensifier la campagne de frappes aériennes sur la Yougoslavie. Ils ont, d'autre part, s'efforcés de tarifier l'approvisionnement en pétrole de la Serbie : après l'embargo décidé par l'Union européenne et les pays associés, l'OTAN a chargé vendredi les ministres de la défense d'étudier les moyens d'instaurer un blocus maritime.

Dans une Déclaration sur le Ko-

sovo en dix-sept points (voir ci-dessous), les alliés ont rappelé les raisons de la guerre menée contre le régime Milosevic et la manière dont il peut y être mis fin. Ce texte rappelle leurs cinq conditions à la cessation des frappes aériennes (cessez-le-feu, retrait des forces serbes, acceptation par Belgrade d'une force militaire internationale au Kosovo, acceptation du retour des réfugiés, acceptation d'un statut pour la province basé sur les principes de Rambouillet). Il n'y est fait aucune mention de l'éventualité d'une intervention terrestre au Kosovo, dont les dirigeants alliés n'ont pas voulu parler non plus dans leurs déclara-

tions à la presse. « Le problème n'est pas d'actualité. Il n'y a pas lieu d'en débattre, car cela donnerait une information capitale aux autorités serbes », a expliqué Jacques Chirac.

« NOUVELLE SÉRIE DE CIBLES » Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, et le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, ont expliqué que ce débat n'avait pas lieu d'être, l'opération aérienne en cours remportant des succès. Les frappes aériennes doivent se poursuivre et s'intensifier avec, selon le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, « une nouvelle série de cibles ». Son collègue de l'OTAN, Jamie Shea, a expliqué qu'il s'agissait de frapper « le système nerveux central » serbe et que le bombardement de la télévision de Belgrade entraînait dans cette stratégie : « Il s'agit d'un instrument de guerre comme l'armée, qui n'a rien à voir avec le journalisme, c'est une cible militaire légitime ».

Ce n'est pas l'opinion du ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, qui a qualifié ce raid de « terrible et non prévu par les plans », ce qu'a démenté l'OTAN. Pour sa part, le président français a déclaré qu'il était « tout à fait d'accord avec les cibles visées ces derniers jours (...) ».

En matière de cibles, il faut être très pragmatique. En fonction de l'évolution de la situation, j'aurai peut-être la semaine prochaine une idée différente sur les cibles qui doivent être visées ». Le premier ministre grec, Costas Simitis, a fait valoir que des bombardements prolongés pourraient retourner son pays contre l'OTAN et les Etats-Unis : « plus la guerre se prolonge, plus les problèmes deviendront difficiles ».

Les Britanniques, qu'on disait favorables à l'envoi de troupes au sol, ont fait une mise au point. Leur ministre de la défense, George Robertson, a rappelé qu'il faudra envoyer des soldats au Kosovo pour y maintenir la paix une

fois la guerre terminée, ce dont tout le monde convient, et a indiqué qu'il valait mieux qu'ils soient déjà sur place. Le chef d'état-major britannique, Sir Charles Guthrie, a rappelé, lui, que des plans d'intervention au sol avaient été élaborés par l'OTAN en 1998 : « Nous avons pesé le pour et le contre. Nous ne sommes pas restés les bras croisés, cela aurait été totalement irresponsable ».

Les Français ont obtenu satisfaction sur plusieurs points précis, en particulier sur la nécessité de « tenir compte des conséquences possibles sur le Monténégro » d'un embargo pétrolier contre Belgrade (voir page 3) et sur l'affirma-

tion d'une « responsabilité particulière » de la Russie. « Ce qu'a ramené M. Tchernomyrdine, le premier ministre et envoyé spécial du président Boris Eltsine de Belgrade n'est pas négatif », a estimé Jacques Chirac. C'est déjà mieux que les résultats obtenus par M. Primakov. Mais c'est insuffisant ».

La Déclaration de l'OTAN sur le Kosovo reprend dans ses grandes lignes les conclusions du dernier sommet européen en présence du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en y intégrant les propositions faites par l'Allemagne sur les modalités d'un cessez-le-feu. L'Alliance est « prête à suspendre ses frappes aériennes une fois que Belgrade aura accepté sans équivoque les cinq conditions et entamé, de façon manifeste, un retrait rapide de ses forces du Kosovo en suivant un calendrier précis ». Le texte souhaite que le processus du rétablissement de la paix passe par l'ONU. L'hypothèse d'un blocage (c'est-à-dire d'un veto russe) à l'ONU n'est pas explicitement envisagée. Dans ce cas, l'OTAN poursuivrait seule sa stratégie. Mais la porte reste ouverte à une médiation du Kremlin, si elle amène une capitulation déguisée de Slobodan Milosevic.

Patrice de Beer et Luc Rosenzweig

L'Italie « désapprouve » le raid sur la télévision serbe

S'adressant à des agences de presse de son pays à Washington, vendredi 23 avril, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, a condamné le bombardement par l'OTAN du bâtiment de la télévision nationale serbe à Belgrade dans la nuit de jeudi à vendredi. Qualifiant le raid de « désastreux », M. Dini a estimé que « la question de la télévision ne faisait pas partie des plans ». « C'est terrible, et je désapprouve », a-t-il ajouté.

De leur côté, des diplomates français ont indiqué qu'il n'y avait pas de procédures habituelles de choix de cibles ont été respectées. « Il s'agit d'une cible faisant partie des objectifs identifiés dans le cadre de la phase actuelle », a précisé un porte-parole du Quai d'Orsay, et Jacques Chirac a déclaré qu'il était « tout à fait d'accord avec les cibles visées ces derniers jours ». Néanmoins, les propos de M. Dini pourraient présager d'autres difficultés entre alliés, lors des frappes aériennes à venir.

« Aucun compromis » de l'Alliance sur le Kosovo

VOICI les principaux points de la déclaration sur le Kosovo adoptée au sommet de l'Alliance, vendredi 23 avril à Washington.

« La crise du Kosovo remet fondamentalement en cause les valeurs que l'OTAN défend depuis sa fondation (...). Nous ne laisserons pas cette campagne de terreur réussir. »

« (...) Le président Milosevic doit : » - mettre un terme de façon vérifiable à toute action militaire et mettre fin immédiatement à la violence et la répression au Kosovo ; » - retirer ses forces militaires, paramilitaires et de police du Kosovo ; » - accepter une présence militaire internationale au Kosovo ; » - accepter le retour sans conditions et dans un climat de sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées et permettre aux organisations d'aide humanitaire d'accéder sans entraves à ces personnes ; » - donner des preuves crédibles de sa volonté de travailler à l'établissement d'un accord-cadre politique s'appuyant sur les accords de Rambouillet. »

« Il ne peut y avoir aucun compromis sur ces conditions. Aussi longtemps que Belgrade ne répondra pas à ces exigences légitimes (...), les opérations aériennes de l'Alliance (...) se poursuivront (...). »

« Les gouvernements alliés mettent en place des mesures supplémentaires (comprenant) une application intensifiée des sanctions économiques et l'imposition d'un embargo pétrolier sous l'impulsion de l'Union européenne. Nous avons demandé à nos ministres de la défense de déterminer les moyens par lesquels l'OTAN peut

contribuer à mettre fin à la livraison de matériel de guerre, notamment en lançant des opérations maritimes, en tenant compte des conséquences possibles sur le Monténégro. »

« L'OTAN est prête à suspendre ses frappes aériennes une fois que Belgrade aura accepté sans équivoque les conditions mentionnées ci-dessus et entamé (...) de façon manifeste un retrait rapide de ses forces du Kosovo suivant un calendrier précis. »

« Cela pourrait faire suite à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant le retrait des forces serbes et la délimitation du Kosovo en couvrant le déploiement d'une force internationale pour garantir le prompt retour de tous les réfugiés et (de toutes les) personnes déplacées, ainsi que l'établissement d'une administration provisoire internationale du Kosovo, permettant à son peuple de jouir d'une autonomie substantielle à l'intérieur de la RFY (République fédérale de Yougoslavie). L'OTAN reste prête à former le noyau d'une telle force internationale (...). »

« La Russie (...) a un rôle important à jouer dans la recherche d'une solution politique au Kosovo. Cette solution doit reposer sur les conditions énoncées ci-dessus. »

« (...) Nos gouvernements coopéreront avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en l'aidant à enquêter sur les responsables, jusqu'aux plus hauts niveaux, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. »

« Nous ne tolérerons pas que le régime de Belgrade menace la sécurité de ses voisins (...). Toute action de Belgrade à l'encontre du gouvernement du président Djukanovic aura de graves conséquences. »

Malgré ses réticences, Bonn n'exclut pas l'envoi de troupes

« LE DÉBAT sur l'envoi de forces terrestres n'est plus à l'ordre du jour », a déclaré à Washington le chancelier allemand Gerhard Schröder. Comme il n'avait jamais été officiellement à l'ordre du jour, la situation n'a pas radicalement changé. Mais le fait que la déclaration des Dix-Neuf sur le Kosovo évite toute allusion à une intervention terrestre de l'OTAN était essentiel pour la coalition sociale-démocrate-Verts, qui n'aurait sans doute pas survécu à un changement radical de la stratégie de l'OTAN.

Dans tous les partis politiques allemands, y compris au sein de l'opposition chrétienne-démocrate, l'hostilité est très vive à une participation de la Bundeswehr à un engagement qui amènerait les soldats de l'OTAN à combattre au Kosovo contre les troupes yougoslaves. Le chancelier et son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, veulent donc éviter de se retrouver dans une situation où ils seraient à choisir entre la solidarité avec l'OTAN pour l'envoi de troupes au sol, et une position singulière de l'Allemagne au sein de l'Alliance (le fameux Sonderweg).

En revanche, les Allemands sont disposés à participer à une force internationale chargée de surveiller la mise en œuvre d'un accord au Kosovo, après qu'une solution politique aura été trouvée.

Dans les milieux gouvernementaux de Bonn, on souligne toutefois que la question d'envoi de troupes au sol ne devrait pas rester taboue et que la discussion mériterait d'être nuancée. Entre la stratégie du tout-aérien, appliquée actuellement par l'OTAN, et une force de maintien de la paix avec l'accord de Belgrade, comme prévu dans le texte de Rambouillet, de nombreuses situations intermédiaires peuvent se présenter.

« ENVIRONNEMENT PERMISSIF »

Le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, a défini « l'environnement permissif » dans lequel les soldats de l'OTAN ne seraient pas obligés de combattre, par exemple dans l'hypothèse où « les Serbes n'opposent aucune résistance à l'entrée de la force » si, à la suite des bombardements de l'OTAN, les Serbes perdaient la volonté ou la capacité de se battre, faute de munitions ou de carburant.

L'acceptation par Belgrade d'une intervention terrestre des alliés peut d'ailleurs prendre différentes formes. Ce ne serait pas nécessairement la signature de Slobodan Milosevic au bas d'un document. A Dayton, ce n'est pas le président de la Fédération yougoslave, mais celui de la Serbie (à l'époque, il s'agissait de Milosevic) qui a signé les accords sur la Bosnie. Pour le Kosovo, Milosevic pourrait très bien mettre en avant le président serbe, son comparse Milutinovic, afin de ne pas perdre la face en signant un texte qu'il trouverait humiliant.

Une autre possibilité serait de renoncer à un accord explicite de Belgrade (« une invitation », comme indiqué dans le texte de Rambouillet) pour se contenter d'une acceptation tacite (tacit consent). Autrement dit, sans prouver l'envoi d'une force militaire internationale, les Serbes ne s'y opposeraient pas. C'est une voie que la diplomatie russe est en train d'explorer (lire page 3 l'article de François Bonnet) et qui permettrait aux Allemands de sortir de leur dilemme.

Daniel Vernet



L'OTAN cherche à tarir l'approvisionnement des forces serbes en pétrole

LES DIRIGEANTS occidentaux ont demandé, vendredi 23 avril à Washington, aux responsables militaires de l'OTAN de « déterminer les moyens par lesquels l'OTAN peut contribuer à mettre fin à la livraison de matériel de guerre, notamment en lançant des opérations maritimes ».

Ce « matériel de guerre » inclut le pétrole, dans l'esprit des Occidentaux, qui contournent ainsi le fait que Belgrade ne fasse l'objet d'aucun embargo de l'ONU sur le pétrole mais seulement d'un embargo sur les armes.

Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a été autorisé par les ministres de la défense des dix-neuf pays membres de l'OTAN à travailler sur un « système de recherche et de visites » de navires, a précisé un responsable de l'alliance.

L'OTAN est aux prises avec un paradoxe : depuis le début, sa campagne de frappes aériennes vise systématiquement les réservoirs de carburant et les ponts sur le Danube, ainsi que les raffineries yougoslaves, mais le ravitaillement continue de se faire.

Vendredi dans l'après-midi, les dirigeants de l'Union européenne avaient annoncé s'être mis d'accord sur « l'interdiction de la four

Reste le problème du ravitaillement par voie maritime, c'est-à-dire par les ports du Monténégro

niture de produits pétroliers à la Yougoslavie » et avoir obtenu des pays associés à l'Union européenne voisins de la Yougoslavie qu'ils se joignent à cette position commune. Parmi ces pays associés, la Hongrie était spécialement visée pour les livraisons terrestres de pétrole russe.

« La Hongrie a arrêté toute livraison de pétrole et de carburant à la RFY (République fédérale de Yougoslavie) quelques jours après le déclenchement de l'offensive aérienne menée par l'OTAN. De tels produits n'y parviennent plus, ni via un oléoduc ni par d'autres moyens », a assuré au Monde le porte-parole du ministère hongrois des affaires étrangères, Gabor Horvath.

Restait le problème de l'approvisionnement par voie maritime, c'est-à-dire par les ports du Monténégro. La France n'était pas favorable à un blocus maritime qui, selon elle, n'avait pas de base légale et qui risquait d'asphyxier le Monténégro, déjà en difficulté, alors que ce sont les forces serbes qui sont visées.

Jacques Chirac a obtenu que cette préoccupation figure dans le communiqué de Washington. Dans ce texte les dirigeants de l'OTAN demandent aux ministres de la défense de « tenir compte, dans les opérations maritimes qui seront lancées, des conséquences possibles sur le Monténégro ».

Moscou presse Belgrade d'accepter une force militaire au Kosovo

MOSCOU

de notre correspondant L'émissaire russe pour les Balkans, Viktor Tchernomyrdine, se serait-il fait « doubler » par Slobodan Milosevic, lors de leur entretien du jeudi 22 avril à Belgrade ? De cette rencontre, l'ancien premier ministre ne veut retenir qu'un résultat : la Yougoslavie accepte la présence au Kosovo de « forces étrangères, bien sûr militaires, avec la participation de la Russie », alors que Belgrade n'a cessé, vendredi 23 avril, de démentir cet accord. Les pays de l'OTAN ont jugé que M. Tchernomyrdine n'avait rien obtenu qui permette un arrêt des bombardements.

Au premier abord, la nouvelle mission russe à Belgrade, après la médiation sans succès du premier ministre, Evgueni Primakov, le 30 mars, se solda donc par un échec. Pourtant, elle paraît augurer d'un mouvement de Moscou pour accentuer sa pression sur la Yougoslavie. Le texte en six points, co-signé jeudi par MM. Tchernomyrdine et Milosevic, parle d'une « présence internationale au Kosovo, sous l'égide de l'ONU ». Pour le dirigeant russe, il s'agit bien d'une présence militaire : « Il s'agit de militaires. Bien sûr que nous avons parlé de militaires. De quels civils pourraient-ils s'agir ? La guerre continue là-bas », a-t-il répété vendredi soir. Dans le même temps, Slobodan Milosevic le démentait, ne parlant que d'une « mission ci-

vile », sans participation des pays de l'OTAN. « Nous n'avons pas abordé la question d'une présence militaire internationale », expliquait Zivadin Jovanovic, ministre des affaires étrangères yougoslave.

Moscou a indirectement confirmé ce démenti. L'agence Interfax a cité, vendredi, des « sources diplomatiques », formule désignant généralement le ministère russe des affaires étrangères, expliquant que Belgrade n'acceptait qu'une présence civile. Ajoutant que les propositions de M. Tchernomyrdine, « sont sur la table des Yougoslaves, dans l'attente d'une réponse positive ». La Russie « ne rejette pas par principe une composante militaire » puisque l'application d'un éventuel accord au Kosovo est « impossible sans contingents armés ».

GLISSEMENT SÉMANTIQUE

La mission russe a permis d'adresser plusieurs signaux à l'Occident. La Russie confirme qu'elle est favorable au déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo, sous mandat de l'ONU et avec participation russe. Moscou avait jusqu'alors posé plusieurs conditions : cette force ne peut intervenir qu'après un règlement politique ; elle doit être déployée avec l'accord de Belgrade ; l'intégrité de la Yougoslavie doit être préservée. Depuis plusieurs jours, cette position a évolué, à en juger par le vocabulaire utilisé : il

ne peut y avoir de force internationale qu'à « la demande » de Belgrade, affirmait-on tout d'abord ; par la suite, on a parlé simplement « d'accord » de la Yougoslavie. Enfin, le chef de la diplomatie russe Igor Ivanov évoquait, dans un point de vue publié par Le Monde le 22 avril, une force qui « doit pouvoir être acceptée par tous ». Il ajoute surtout qu'« une position constructive de la part de Belgrade, dictée par l'intérêt national à long terme, aidera sans nul doute à trouver une solution dans le cadre de l'ONU ».

Ce glissement sémantique n'est pas anodin. Progressivement, Moscou envisage un scénario qui l'amènerait à accepter une résolution de l'ONU sur le déploiement d'une force internationale. Il lui faut pour cela forcer la main de M. Milosevic... ou se résoudre à passer outre.

Au début de la semaine, Boris Eltsine a demandé à Viktor Tchernomyrdine de trouver de nouveaux moyens de pression sur la Yougoslavie. Ce dernier a expliqué vendredi que M. Milosevic mentait ou se déjouait en revenant sur un accord qu'il affirme avoir arraché aux Yougoslaves. Il a fait la démonstration, aux yeux de l'opinion publique russe, que M. Milosevic est « un partenaire difficile ». Un partenaire que la Russie pourrait ne pas soutenir indéfiniment.

François Bonnet

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

« Le peuple doit être parfaitement informé »

CHACQUE JOUR, la télévision serbe - lorsque ses émissions ne sont pas interrompues comme ce fut encore le cas dans la nuit de vendredi à samedi - se transforme en chaîne d'information non-stop, répondant ainsi au vœu du gouvernement pour lequel, « dans une telle situation, il est primordial que le peuple soit parfaitement informé ». Les bulletins s'enchaînent, entrecoupés de clips patriotiques, d'images des concerts de protestation, de quelques sketches humoristiques et d'interludes de variétés, dominés par les chants à la gloire du pays.

Les informations sont quasiment entièrement consacrées aux événements liés à la guerre. Les qualificatifs « criminel », « fasciste », « agresseur », « ignobles » marquent les opérations de l'OTAN, face au peuple serbe et à l'armée yougoslave « courageux, héroïques et dignes ». La télévision accorde une large place aux souffrances imposées à la population, mais elle veille également à la rassurer : l'approvisionnement est toujours suffisant grâce à l'action du gouvernement.

Quant à l'opposition démocratique, ses représentants n'apparaissent plus depuis longtemps à l'écran et leurs rares communiqués repris par la télévision se limitent à des morceaux patriotiques soigneusement

choisis. La même sélection rigoureuse s'applique aux émissions de variétés. Animateurs, artistes et autres invités sont ceux dont la fidélité au régime leur vaut d'occuper les écrans des chaînes d'État depuis une dizaine d'années.

La télévision semble ainsi vouloir transformer une réprobation générale de l'action de l'OTAN en union sacrée autour du parti au pouvoir. C'est d'ailleurs ce qu'affirme un nouveau clip : « Aujourd'hui nous sommes tous un seul parti, son nom est : Liberté ». Et après le bombardement de la résidence présidentielle, de nombreux représentants du régime ont déclaré : « Nous sommes onze millions de Milosevic ». Quoi qu'il arrive au Kosovo, le peuple serbe devra donc défendre son chef de la façon prescrite.

Et gare aux contestataires ! Fait unique depuis le début du conflit : la télévision a annoncé la semaine dernière l'existence d'un « vilain petit canard » et la sanction prise à son encontre. Le chef d'orchestre de la Philharmonie de Belgrade, Emil Tabakov, a été illogé pour avoir « foulé au pied son honneur » en acceptant « de diriger un concert lors d'une cérémonie du cinquantenaire de l'OTAN devant le criminel Solana ».

Hector Forest

En France, le plan « Vigipirate » a été renforcé

LE GOUVERNEMENT Jospin a décidé de réactiver le plan « Vigipirate », à partir de samedi 24 avril, en raison de la poursuite de la guerre dans les Balkans. Pour justifier ce renforcement du dispositif de sécurité autour des bâtiments et des sites sensibles, le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a évoqué des « lettres anonymes de menaces contenant des mises en garde » reçues ces derniers jours par des personnalités. Selon d'autres sources, un membre du gouvernement aurait reçu ce genre de courrier. « Il ne faut pas tomber pour autant dans une psychose », a ajouté M. Chevènement. Le ministère de l'Intérieur n'a pour le moment enregistré aucune menace d'attentat visant la France. Il s'agit seulement, selon lui, d'être prudent.

La réactivation du plan « Vigipirate » permettra de renforcer la présence visible des policiers, des gendarmes et des militaires à Paris, Lyon, Marseille, et dans les grandes villes. Le contrôle aux frontières sera plus minutieux et le recours aux fouilles des personnes et des sacs plus fréquent. La garde statique des bâtiments publics et des sites touristiques sensibles, comme la tour

Eiffel, sera améliorée. La surveillance sera renforcée dans les aéroports. Ces mesures correspondent à la phase 2 du plan « Vigipirate », celle de l'« alerte renforcée », qui prévoit la participation de l'armée au dispositif.

1100 HOMMES À PARIS

À Paris, des mesures particulières vont être prises. Le préfet de police Philippe Masson devait réunir, samedi 24 avril, les responsables des grands magasins et des bâtiments publics. Sont également concernés la SNCF, EDF-GDF, la RATP, La Poste, France Télécom, la Ville de Paris, le rectorat, la Fédération hospitalière, ainsi que les représentants des théâtres, des cinémas et des musées.

Le préfet de police devait faire cinq recommandations à ses interlocuteurs : assurer une bonne surveillance des entrées du public ou du personnel ; contrôler le flux des véhicules et marchandises pénétrant dans les établissements ; faire attention à l'environnement ; prendre des mesures de précaution exceptionnelles en cas de découverte d'objets abandonnés ; s'adresser aux commissaires cen-

traux de chaque arrondissement de la capitale pour demander conseil si nécessaire. Par ailleurs, les forces de sécurité parisiennes recevront le renfort de deux cents militaires, encadrés par des gendarmes mobiles. Au total 1100 hommes seront mobilisés à Paris dans le cadre des missions « Vigipirate ».

A ce jour, les services de renseignement français n'ont cependant pas recueilli d'informations probantes faisant état de menaces réelles et imminentes visant le territoire français, où résident peu de Kosovars. La surveillance de la communauté serbe a été renforcée. Une réunion rassemblant des policiers de la direction de la surveillance du territoire et de la direction centrale des renseignements généraux doit avoir lieu très vite pour établir un bilan. Depuis les attentats de septembre 1995, le plan « Vigipirate » n'avait jamais été complètement abandonné. Il avait été allégé jusqu'à la Coupe du monde de football, en juin 1998, puis renforcé et maintenu jusqu'à ce jour, au prix de quelques allègements.

Pascal Ceaux

THEMA DIMANCHE
La grande soirée thématique
de toute la famille

arte

Dimanche 25 avril à 20.45

Hugh!
Les Indiens
d'Amérique
sont toujours là.

20.45 Little Big Man,
avec Dustin Hoffman, Faye Dunaway
Le film culte qui a changé la face du western.

23.00 «Au Pays des totems»
suivi de «Un beau jour pour mourir»
deux documentaires sur
l'identité indienne retrouvée.

3615 ARTE (125F) www.arte-tv.com

مركز الأمل

Le pari risqué d'une intervention serbe au Monténégro

PODGORICA
de notre envoyé spécial
Slobodan Milosevic s'apprête-t-il à écraser le Monténégro ? A cette question, un politicien de Podgorica répond d'abord : « Il frappera au Monténégro si cela peut lui être bénéfique. » Puis il ajoute : « A moins qu'il regarde autour de lui en se disant : "Peu importe, que tout brûle !" » A supposer que l'homme fort de Belgrade base ses actes sur une certaine rationalité, quels sont les éléments qui pourraient le pousser à déclencher une mise au pas radicale de la petite république dont les dirigeants, perçus comme pro-occidentaux et réformateurs continuent à lui tenir tête ? Qu'est-ce qui, à l'inverse, devrait logiquement l'inciter à la retenue sur ce dossier ?

Il faut « faire très attention » à la situation de Podgorica, estime M. Chirac

Le président français, Jacques Chirac, a estimé, vendredi 23 avril à Washington, que les Alliés devaient « être très attentifs à la situation très fragile du Monténégro qui reste dans l'incertitude de son devenir et qui doit être traité avec beaucoup de respect compte tenu du régime qui reste aujourd'hui le sien », a dit Jacques Chirac au cours d'une conférence de presse. Cela « exige qu'on fasse très attention avant d'exercer des pressions sur des objectifs serbes du Monténégro », a-t-il ajouté en précisant qu'il va de soi que, s'il y avait une action de nature à changer la situation au Monténégro, il y aurait certainement un changement d'approche de la part de l'OTAN et des pays qui la composent en ce qui concerne les frappes contre le Monténégro. Jacques Chirac a notamment justifié ses « réserves » sur d'éventuelles actions militaires contre des navires ou des terminaux pétroliers par la nécessité d'évaluer « les conséquences que de telles actions auraient sur le Monténégro ». — (AFP)

Le Monténégro est la plus petite des six républiques de l'ancienne Yougoslavie de Tito. Elle est aussi la seule à avoir accepté, au moment de l'éclosion du pays, de rester au sein d'une fédération aux côtés de la Serbie. Le Monténégro ne représente qu'une portion de la superficie de la Serbie. Avec un peu plus de six cent mille habitants, il est environ douze fois moins peuplé. L'armée fédérale est déployée sur son territoire et ses côtes abritent la flotte yougoslave. Le Monténégro commande l'accès de la Yougoslavie à la mer.

UN « SECOND FRONT »
Beaucoup de Monténégrins (la proportion est difficile à évaluer) se sentent très proches, voire identiques aux Serbes : comme eux slaves orthodoxes et parlant la même langue. Les autorités du Monténégro narguent Milosevic en ne reconnaissant pas les institutions fédérales qu'il coiffe et en dénonçant sa politique de confrontation avec l'Occident. Tout cela peut plaire en faveur d'un scénario d'intervention, le rapport de force apparaissant, a priori, favorable à Belgrade.

Mais Milosevic doit aussi peser les risques. Se lancer maintenant dans une confrontation armée avec les autorités de Podgorica impliquerait d'ouvrir un « second front » pour ses troupes, après le « premier », celui du Kosovo. Or les forces yougoslaves ont été sensiblement affaiblies par les frappes aériennes.

Un autre élément est l'issue des événements autour du Kosovo : si Milosevic pense qu'il a des chances de rester au pouvoir quand la crise s'achèvera, il ne brusquera pas la question du Monténégro. « Il la gardera pour plus tard », estime un observateur à Podgorica. Le Monténégro constituera alors une carte de

réserve. De même, une offensive contre le Monténégro scellerait sans doute la fin de la Fédération yougoslave, ce qui représente un risque politique pour Milosevic. Certains à Podgorica affirment aussi que le Monténégro est en mesure d'opposer une résistance armée plus tenace qu'on ne le croit face à une tentative de « reconquête » par Belgrade. La police de la république serait, selon cette version, « bien entraînée et équipée ». Elle aurait bénéficié d'aides occidentales. Aussi, s'attaquer au Monténégro signifierait s'en prendre à une direction politique locale élue démocratiquement, disposant d'une légitimité indéniable, même si la société est divisée en deux camps, « pro » et « anti »-Milosevic, radicalisés par les frappes de l'OTAN. Cela pourrait provoquer un sursaut de la population contre le coup de force. De même, il n'est pas certain que toutes les unités de l'armée stationnées dans la république, parmi lesquelles figure une proportion non négligeable de Monténégrins, accepteraient d'ouvrir le feu sur des « concitoyens ».

DIVISIONS INTÉRIEURES
Un conflit civil au Monténégro serait assurément sanglant. Le pays est grosso modo divisé en deux zones : le nord, tourné vers Belgrade (à l'exception des quelque quatre-vingt mille musulmans du Sandjak, qui seraient pris en tenaille) ; et le sud, attaché à la ligne politique monténégrine libérale et autonome, où certains « bastions » de résistance seraient déjà mis sur pied. Les armes ne manquent pas, en tout cas, de part et d'autre, et la ligne de division passe souvent au milieu des familles. C'est la perception de ce danger de dégradation générale, « où l'on se batrait frère contre frère, où se serait la folie ! », dit une députée locale pro-Milosevic, Zorica Tajić, qui expliquerait le statu quo actuel ainsi que le maintien d'un certain dialogue entre l'armée fédérale et la police monténégrine.

Mais, comme le dit un ancien membre des Jeunesses communistes yougoslaves qui a suivi de près, à la fin des années 80, l'ascension politique de Milosevic, « il est très difficile de comprendre ce genre de cerveau : un cerveau qui regarde calmement, jour après jour, comment son pays est en train d'être détruit, et qui continue de proclamer que les dégâts sont minimes... » Milosevic, selon cette source, cherchera à faire déborder le conflit du Kosovo hors de la province. « Ce serait pour lui une façon de faire monter les enchères, de défier l'OTAN ». Le cas du Monténégro s'insérerait ainsi dans la litane des conflits qui ont pu porter Milosevic (Serbie, Croatie, Bosnie, Kosovo, OTAN).

Des facteurs personnels pourraient-ils entrer en ligne de compte ? Né en Serbie, le maître de Belgrade est issu de parents monténégrins. Mais il n'a jamais publiquement revendiqué cette identité, préférant l'unique étiquette de serbe. Il est vrai aussi que son épouse, Mira Markovic — dont on dit qu'elle l'a toujours fortement influencé — nourrit une antipathie féroce pour le président du Monténégro, Milo Djukanovic, avec lequel elle a échangé des noms d'oiseaux dès 1995.

A en croire un analyste, il est peu probable que la « trahison » de Djukanovic — sorti du cercle intérieur du pouvoir pour bafouer publiquement Milosevic, son ancien protecteur — donne lieu à une vengeance par les armes. Selon lui, « Milosevic n'est pas du genre à prendre les choses sur un plan personnel ». La violence, si elle éclate (et nombreux sont ceux qui pensent que cela dépend uniquement de Milosevic), sera basée sur d'autres considérations.

A Podgorica, où tous ses aspects font l'objet d'innombrables discussions, on résume la situation : « Je ne suis pas certain que quelque chose se produira ici. Mais ce serait un miracle que le Monténégro soit épargné par la tourmente. »

Natalie Nongayrède

À LA FRONTIÈRE AVEC L'ALBANIE

L'exode continue. Ici, des réfugiés kosovars ayant été séparés de leurs femmes et de leurs enfants se dirigent, vendredi 23 avril, vers le camp de Kukës, au nord-est de l'Albanie. Ils ont été chassés de leur village, situé près de Prizren, par des militaires serbes.



Les témoignages se multiplient sur les viols et les disparitions de jeunes filles au Kosovo

MORINA, TIRANA (Albanie)
de notre envoyé spécial
Elle est jeune, elle est belle. Elle a de grands yeux bleus et de beaux cheveux blonds. Adossée à une

REPORTAGE
« Quand elles revenaient, elles étaient choquées. Puis ça a été mon tour »

guérilla au poste-frontière de Morina, au nord de l'Albanie, elle semble indifférente à tout. Au froid, à la pluie, au flot d'expulsés du Kosovo qui défilent tassés sur les tracteurs, aux caméras qui se braquent sur elle. Elle a un regard fixe, des larmes qui coulent sur son visage et une plaie rouge au front. Mais on dirait qu'elle souffre d'un mal plus intérieur. Que quelque chose en elle est brisé. Elle sanglote, ne parle pas. « On ne la connaît pas. C'est une fille que l'on a trouvée sur la route. Elle est restée quatre ou cinq jours aux mains des Serbes », dit une réfugiée du Kosovo qui l'a recueillie.

Elle était jeune, elle était belle. Elle s'appelait Shpresa Halime. Elle avait vingt-deux ans. Même les garçons du village de Slatina (Kosovo) qui ne la connaissent que de vue l'avaient remarquée. Dans une remorque tirée par un tracteur, elle se dirigeait avec sa famille vers l'Albanie. Le convoi des déportés s'est arrêté. Un soldat serbe lui a demandé de descendre. Elle a refusé de le suivre. « Le Serbe lui a tiré une rafale dans le dos », raconte, dans la ville albanaise frontalière de Kukës, Sefer Bazel, un des nombreux réfugiés témoins de la scène. Le drame s'est passé à l'entrée de la ville de Djakovica.

Luljeta Berisha, dix-huit ans, se souviendra toute sa vie de la nuit du 2 au 3 avril 1999. Le bus dans lequel elle avait été expulsée avec sa famille, en compagnie de Kosovars d'autres bourgades, s'est arrêté pour la nuit dans le village

de Malishevo. Alors, raconte Luljeta dans un camp de réfugiés de Tirana, « des militaires serbes en armes sont montés dans le bus. D'abord ils ont demandé de l'argent. Puis ils ont commencé à prendre des jeunes filles, une par une. Cela a duré toute la nuit. Quand elles revenaient, après un long sommeil, elles étaient choquées, presque évanouies. Elles pleuraient. Puis ça a été mon tour. » Un Serbe l'a attrapée par le bras. Son père, Hajdar Berisha, a proposé de l'argent. Mais, raconte-t-elle un peu honteuse : « J'étais la seule femme dans le bus. Je n'ai rien pu faire. » Luljeta a dû suivre le policier : « Je me suis retrouvée entourée par une dizaine d'hommes. Ils m'ont proposé une cigarette. J'ai refusé. Je me suis évanouie. Ils m'ont remis dans le bus. » Luljeta a demandé à une jeune fille, assise non loin d'elle, ce que les Serbes lui avaient fait. Elle a répondu : « Maintenant la vie ne vaut plus rien. Tout ce que je veux, c'est mourir. »

DES CAMPS
« Nous avons trois témoignages mais il est sûr qu'il y a eu beaucoup plus de cas : les femmes ne veulent pas parler », explique Anne-Marie Guilleux, médecin-réanimateur à Médecins du monde, au poste de secours à la frontière de Morina. L'OTAN a accusé les Serbes d'avoir établi des camps de viols. Comme ils l'avaient fait lors de la guerre de Bosnie dans la ville de Foča. « Nous recevons des informations très dérangeantes selon lesquelles des jeunes femmes kosovares ont été rassemblées dans un camp d'entraînement de l'armée serbe près de la ville de Djakovica, non loin de la frontière, où elles ont été violées par les soldats et jusque vingt d'entre elles ont été tuées », a ainsi déclaré, le 9 avril, le porte-parole du Pentagone.

Après que ses envoyés eurent interviewé deux cent cinquante réfugiés du Kosovo, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a fait état, ven-

dredi 23 mars, d'« une augmentation de déclarations sur des sévices sexuels, y compris des viols collectifs de groupe de femmes ». Le porte-parole de l'OTAN avait auparavant accusé les Serbes de « détruire une centaine de femmes kosovares à l'usine ferro-nickel de Glogovac, plusieurs dans un camp militaire de Djakovica et d'autres dans un hôtel de Pec (ouest du Kosovo). »

« JE N'EN AI REVU AUCUNE »
Pakize Kelmendi, quarante-deux ans, tenait un magasin à Pec. Dans un camp de réfugiés de Tirana, elle raconte : « Je suis restée enfermée pendant dix jours dans la cave avec ma famille car il y avait des rafales, des explosions en ville. Le 28 mars, les policiers serbes ont regroupé des habitants de la ville sur la place centrale. Ils nous ont dit : "Vous partez en Amérique, chez l'OTAN, vos protecteurs !" Puis les policiers ont choisi dans la foule les plus jolies filles. J'en connaissais certaines de vue, mais aucune de nom. Elles n'étaient ni de mon quartier, ni de mon âge. Ils les ont arrachées à leur famille. Ils en ont pris une vingtaine. Les gens protestaient. Mais ils ne pouvaient rien faire. Les policiers les braquaient avec leurs mitraillettes. Ils ont enfilé les filles dans la banque, construite il y a deux ans. En face, se trouve l'hôtel Metohija. Les parents n'ont pas voulu dire leurs noms. Je pense que c'est une façon pour eux de cacher la honte, si leur fille revient. On ne sait pas ce qu'elles sont devenues. J'ai cherché, je n'en ai revu aucune depuis. »

Hospitalisée à Tirana, Hatije Rusha, paysanne du petit village de Velika Krusa, situé non loin de Djakovica, a raconté que, le 27 mars, « après avoir bombardé et mitraillé les maisons, les soldats serbes (avaient) séparé les hommes des femmes. Ils ont également pris un groupe de quatre jeunes filles. On ignore ce qu'elles sont devenues ».

Ferida Rushiti, une jeune médecin originaire de la région de Pristina, qui assiste les réfugiés au sein de l'association Kozara, affirme : « Le 25 mars, premier jour d'arrivée des réfugiés à la frontière de Morina, des familles de la ville de Pec m'ont raconté que plusieurs jeunes filles avaient été arrachées des camions, des tracteurs, près de la frontière albanaise. Pour des raisons de tradition et de religion, les familles refusent de parler de la disparition de leurs filles. Même pour moi, qui suis femme et kosovare, cela a déjà été très difficile. Elles m'ont raconté que les Serbes avaient sélectionné les jeunes filles, qu'elles disaient : "Prends celle-là, elle est mieux." »

Jean-Baptiste Naudet

DÉPÊCHES

NETTOYAGE ETHNIQUE
■ La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté, vendredi 23 avril, une résolution accusant les forces du président yougoslave Slobodan Milosevic de nettoyage ethnique, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo. Le texte condamne aussi, mais en termes beaucoup moins vifs, les actions de l'armée de libération du Kosovo (UCK) pour des meurtres, des enlèvements de personnes, des viols et des pillages. — (AFP)

DÉPÔT D'ARMES
■ La police macédonienne a découvert 35 armes automatiques et 56 000 pièces de munitions cachées près du village de Radolista (sud-ouest de la Macédoine), a indiqué, vendredi 23 avril, la radio nationale. Un important arsenal a été découvert la semaine dernière dans une cache installée par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dans une mine désaffectée près de la frontière yougoslave. Skopje craint que ces armes ne servent à approvisionner des unités de l'UCK. — (AFP)

AMNESTY INTERNATIONAL
■ Amnesty International a demandé, vendredi 23 avril, des « explications de toute urgence » à l'OTAN après le bombardement, la veille, du siège de la télévision serbe à Belgrade, qui aurait fait au moins dix morts et une vingtaine de disparus. « Nous ne voyons pas ce qui justifie cette attaque », déclare l'organisation de défense des droits de l'homme dans un communiqué. — (Reuters)

ÉMISSAIRE DE L'ONU
■ Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, devait choisir entre l'ancien premier ministre suédois, Carl Bildt, et l'ancien chancelier autrichien, Franz Vranitzky, pour être son émissaire diplomatique dans les Balkans, selon des sources onusiennes. Cette nomination pourrait intervenir en début de semaine. — (AFP)

CONSEIL DE L'EUROPE
■ Les ministres de la santé de trente-trois pays membres du Conseil de l'Europe ont exprimé, vendredi à Athènes, « leurs profondes préoccupations concernant l'impact de la crise du sud-est de l'Europe sur la vie et la santé des réfugiés, des personnes déplacées et de toutes les populations dans la région ». Ces mêmes ministres recommandent au Conseil de l'Europe d'apporter « son expertise spécifique en tant qu'organisation ayant pour vocation la promotion des droits de l'homme et des droits sociaux ». Le fonds de développement social du Conseil de l'Europe a accordé 2 millions d'euros (15 millions de francs) pour les actions d'urgence à entreprendre vis-à-vis des réfugiés du Kosovo.

Me Vincent GLADEL Administrateur Judiciaire SA DESCOURS

Unité de fabrication et vente d'écharpes, foulards et tous articles de textiles
CA HT au 31/12/98 : 27.028 KF
Effectif : 25 personnes après restructuration
La date limite de dépôt des offres tendant au maintien de l'activité de l'entreprise entre les mains de l'Administrateur Judiciaire est fixée au 07 mai 1999
Un dossier de présentation peut être obtenu auprès de Me GLADEL
11, Cours Victor Hugo - 43000 LE PUY EN VELAY
Tél : 04.71.09.22.22 - Fax : 04.71.09.78.33

Aujourd'hui
à quelle

Aujourd'hui pour réaliser ses rêves,
à quelle étoile faut-il se fier ?

les viols
à Kosovo

DEPÊCHES

مكذبا من الأصل

La répression politique à Cuba de nouveau condamnée aux Nations unies

Le marasme économique explique le durcissement du régime castriste

La commission des droits de l'homme des Nations unies a approuvé de justesse - 21 voix contre 20, avec 12 abstentions -, vendredi

23 avril à Genève, une résolution présentée par la République tchèque et la Pologne critiquant la répression politique à Cuba et demandant la

libération de tous les prisonniers politiques. L'île de Fidel Castro avait, l'an dernier, échappé à cette condamnation voulue par Washington.

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Le Malecon, ce long bord de mer qui sert de lieu de rencontre, est désert, et les ruelles de la vieille Havane sont sous haute surveillance. Des policiers, parfois accompagnés de chiens, sont postés à toutes les intersections. Difficile d'engager la conversation avec un jeune Cubain, surtout s'il a le profil d'un « antisocial potentiel ». « Mieux vaut ne pas parler à un étranger, car on risque une amende de 30 pesos (9 francs) et cinq heures au poste », dit Jorge, un Noir qui, malgré les médailles gagnées sous le feu ennemi en Angola, n'arrive pas à joindre les deux bouts avec son salaire de peintre en bâtiment. « Je gagne 160 pesos (48 francs) par mois. Si je ne trouve pas de clients, je ne peux pas nourrir mes trois enfants ».

Malgré une situation budgétaire extrêmement tendue, les autorités consentent d'importants efforts en faveur de la police. Grâce à différentes primes, les policiers sont aujourd'hui les fonctionnaires les mieux payés de l'Etat cubain. Ils gagnent deux fois plus qu'un ministre et roulent dans des Peugeot flamboyantes. Depuis le début de l'année, Fidel Castro a déclaré la guerre à la délinquance, à la prostitution, aux négoceurs illégitimes et aux « comportements antisociaux » qui ont accompagné le développement du tourisme et la dollarisation de l'économie.

Les mesures sécuritaires semblent plutôt bien accueillies par une population choquée par quelques crimes spectaculaires et la montée des inégalités liées au degré d'accès

au billet vert. « Les jinetes (prostituées) étaient devenues le groupe le mieux rémunéré de cette société, gagnant en deux ou trois nuits l'équivalent de six mois de salaire d'un cadre », souligne le sociologue Aurelio Alonso.

SÉRIE DE PROCÈS

Pourquoi avoir accompagné ces mesures d'un durcissement de la répression à l'égard des dissidents et des journalistes indépendants ? Avec la promulgation de la loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie - qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison pour les personnes reconnues coupables de « collaborer » avec les Etats-Unis - et la série de procès visant des dissidents, les autorités ont pris le risque de sacrifier les succès diplomatiques remportés l'an dernier. La condamnation de Cuba, vendredi 23 avril, par la commission des Nations

unies sur les droits de l'homme à Genève résulte directement de ce regain de tension politique.

« Le message [des autorités] est clair : nous avons été contraints d'une ouverture économique, mais pas question de changement politique », analyse Enrique Lopez, un journaliste catholique. Les « orthodoxes » n'ont accepté qu'à contrecoeur les mesures d'ouverture économique imposées par l'effondrement du bloc soviétique. Or ces réformes n'ont pas ramené durablement la croissance.

L'effondrement des cours mondiaux du sucre et du nickel, les deux principaux produits d'exportation, accentue les difficultés de trésorerie. Exclue des circuits de financement multilatéraux à long terme, condamnée aux crédits bancaires à taux élevés, l'économie accumule les arriérés et les impayés. S'y ajoute une forte contraction du secteur informel liée à la lutte contre la

prostitution. C'est « un coup fatal à toute une économie parallèle de taxis plus ou moins clandestins, de loueurs de chambres et de paludares (restaurants privés) », explique Enrique Lopez. Echappant au contrôle de l'Etat, ce secteur risquait à terme de poser une menace politique.

UNE ATTITUDE MACHIAVELIQUE

« Tout est prémédité. Il s'agit d'une tension artificielle dont le seul but est le maintien du pouvoir absolu, une nouvelle manifestation de l'attitude machiavélique du gouvernement cubain », estime pour sa part le journaliste indépendant Ricardo Gonzalez Alfonso. Au siège de l'agence Cuba Press - un modeste appartement en ville -, il dresse un parallèle entre la situation actuelle et la crise de février 1996. La chasse cubaine avait alors abattu deux petits avions pilotes par des exilés, précipitant l'adoption de la loi Helms-Burton, qui a renforcé l'embargo imposé par les Etats-Unis.

Pour le député Lazaro Barredo, la relation conflictuelle avec les Etats-Unis est une nouvelle fois au cœur de la crise. « Les mesures annoncées début janvier par l'administration Clinton ne constituent pas un assouplissement de l'embargo. Elles visent au contraire à intensifier l'appui à la dissidence et à la subversion interne », affirme-t-il. En refusant de réexaminer sur le fond la politique américaine envers Cuba, Bill Clinton aurait renforcé les adversaires du dialogue des deux côtés du détroit de la Floride et accéléré le durcissement du régime castriste.

Jean-Michel Caroit

La Chine absoute, la Birmanie condamnée

Une nouvelle fois, la Chine a échappé à une condamnation à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, vendredi 23 avril à Genève : une motion dite de « non-action », interdisant l'examen d'un texte proposé par les Etats-Unis, a été adoptée par 22 voix (en majorité africaines et asiatiques, plus la Russie et Cuba) contre 17 (pays occidentaux, Pologne et République tchèque) avec 14 abstentions. Le représentant de Pékin a déclaré que la situation des droits de l'homme s'est « rapidement améliorée » pour la population chinoise, y compris la « population tibétaine ». Xia Qiang, observateur chinois et directeur de Human Rights in China, a qualifié cette motion d'« irresponsable et injustifiable ».

La Birmanie, elle, a été condamnée pour des « violations de plus en plus graves et systématiques des droits de l'homme » dans une résolution présentée par l'Union européenne et adoptée par consensus par les 53 membres de la Commission.

Les deux tueurs de Littleton appartenaient aux « gothiques » d'Internet

LITTLETON (Colorado)

de notre envoyé spécial

C'étaient donc des « goths ». Eric Harris, dix-huit ans, Dylan Klebold, dix-sept ans, les deux tueurs du lycée Columbine à Littleton qui ont tiré

REPORTAGE

Au lycée Columbine, tout le monde savait que Dylan et Eric étaient « goths ». Habillés en noir, marginalisés et moqués

sur leurs camarades, tuant treize d'entre eux avant de retourner les armes contre eux-mêmes, appartenaient à cette « tribu » d'ados reliés par Internet. Membres de la « trench coat mafia » du lycée, ils avaient, eux aussi, glorifié la mort, la violence, l'enlèvement et l'effacement. Dylan Klebold, pourtant, était d'origine juive.

Joe Stair, lui aussi, est un « goth ». Habillé en noir, marginalisé, mais il n'a pas tué. Dans un entretien avec le quotidien local, le Rocky Mountain News, il se dit « choqué, écorché, malade, navré » par le massacre. « Oui, nous étions isolés, moqués par les autres. Oui, nous voulions nous venger, mais

pas comme ça. » « Fondateur » de la bande de jeunes en impénétrables noirs, Joe Stair explique que le groupe s'était créé afin de « protéger les parcs » du lycée. Ces quelques étudiants que l'on dit maintenant « brillants, intelligents et bizarres ». Selon lui, le surnom de « trench coat mafia » leur a été « imposé » par les « jocks », c'est-à-dire les sportifs, toujours très populaires dans les lycées américains. « Ce surnom, nous l'avons accepté, et nous l'avons porté avec fierté. » Il poursuit : « C'est vrai que nous sommes en colère, que nous sommes toujours ensemble, que nous écoutons la musique des groupes allemands et que nous visitons les sites Internet des goths. Mais nous ne sommes pas les seuls. Des centaines de milliers de teenagers dans le monde font la même chose. Ouvrez vos yeux ! »

Qui sont les « goths » ? Que disent-ils ? Seuls les jeunes, les adolescents, semblent savoir, et ce depuis plusieurs années déjà. « Mais oui, ils étaient « goths », Eric et Dylan, on savait tous qu'ils étaient « goths ». Un interlocuteur semble réellement surpris par notre incompréhension : « Des « goths », répète-t-il, vous savez, comme « gothique » : les jeunes qui s'habillent en noir, qui se peignent les ongles en noir et le visage en blanc... Des « goths », quoi ! » Des « goths » à Littleton ?

« Mais oui, ils sont parties. » Ici, seize ans, est serveur dans un petit restaurant de la ville, mais il est aussi élève au lycée Columbine. « On ne les prenait pas au sérieux, et il est vrai que nous nous moquions d'eux. »

IL FAUT METTRE FIN À CETTE MISÈRE

Pour tenter de comprendre les « gothiques », il faut visiter leurs sites sur Internet. « Nés dans la douleur, nous tentons d'échapper ce dont nous avons besoin, cet appétit vorace qui nous ronge, mais la pression s'accumule, et bientôt explosera, avec toute la force de notre fureur », lit-on sur l'un. Sur un autre, cette affirmation : « Nous rentrons dans l'immortalité et dans l'obscurité, nous souffrons, dans le pèlerinage de la vie, nous devons faire face à trop de chemins. C'est trop dur, trop dur... Notre douleur est insoutenable. Nous savons une seule chose, il faut mettre fin à cette misère... »

Mardi dernier, Eric Harris et Dylan Klebold ont donc « mis fin à leur misère » par la terreur. Vendredi 23 avril, Littleton, de plus en plus sous la neige, a enterré la première des victimes de leur folie, John Tomlin, dix-huit ans. Samedi, c'est à la petite Rachel, seize ans, que la ville disait adieu.

Afsané Bassir Pour

L'Afrique du Sud assied sa position de puissance militaire régionale

LOHATLA

de notre envoyé spécial

« Blue Crane » constitue l'exercice de maintien de la paix le plus important jamais réalisé en Afrique. Beaucoup pensaient que nous ne serions pas capables de l'organiser, nous leur avons donné tort. » Le général André Bestbier ne cache pas sa fierté. L'opération « Blue Crane » (Grue bleue) doit continuer jusqu'au 30 avril, mais pour l'officier sud-africain qui le coordonne, l'exercice est un succès.

Depuis plusieurs jours, quelque cinq mille hommes venus de douze pays d'Afrique australe sont rassemblés sur la base de Lohatla, grande comme un département français, à l'écart de Johannesburg et du Cap, en direction de la Namibie, manœuvrant ensemble sans incident majeur. A un mois des élections qui doivent marquer la fin de l'ère Mandela, l'Afrique du Sud réaffirme sa stature de superpuissance régionale et se prépare, bon gré mal gré, à son rôle de gendarme du continent africain.

Soudcues de ménager ses voisins, Pretoria se défend de toute intention hégémonique. « Blue crane », précise le gouvernement

sud-africain, est une initiative régionale, organisée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'exercice, insiste-t-on à Pretoria, ne préfigure nullement une éventuelle intervention en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), et il ne fait référence à aucun théâtre d'opérations.

Même si « Blue Crane » constitue un pas significatif dans ce sens, Pretoria préfère ne pas évoquer la création d'une force de la paix régionale dans l'immédiat. « Il y a encore beaucoup à faire et c'est une décision politique que doivent prendre les chefs d'Etat de la région », affirme le général Bestbier. La récence de l'Afrique du Sud à assumer le rôle de gendarme africain s'explique par l'hostilité que suscite souvent ses initiatives, comme l'a montré le fiasco de l'intervention au Lesotho. En volant au secours, en septembre 1998, du gouvernement de ce petit royaume enclavé en territoire sud-africain, Pretoria pensait consacrer sa montée en puissance sur le continent.

Pour la première fois depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud intervenait hors de ses frontières pour rétablir l'ordre dans un pays

voisin. Les autorités sud-africaines avaient ménagé les apparences, en agissant à la demande du gouvernement du Lesotho et sous l'égide de la SADC. Mais, en dépit de ces précautions, l'Afrique du Sud a été accusée d'agir de manière autoritaire et uniquement pour protéger ses intérêts. Les dégâts causés par l'opération ont renforcé l'image d'une puissance dominante et maladroite.

LES MOYENS DE SON AMBITION

L'idée d'une force de la paix à dominante sud-africaine est d'autant plus délicate à faire accepter que la région est profondément divisée à propos de la RDC. Le conflit dans l'ex-Zaïre et la reprise de la guerre civile en Angola déstabilisent la SADC, considérée jusqu'à présent comme un modèle d'intégration régionale pour l'Afrique.

Le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie forment désormais, au sein de l'organisation, un bloc qui soutient le régime de Laurent-Désiré Kabila et s'oppose à Pretoria sur le plan diplomatique. Depuis le début de la crise, les alliés de M. Kabila miment les efforts de médiation de l'Afrique du Sud, favorable

aux rebelles soutenus par l'Ouganda et le Rwanda. La signature, début avril, d'un pacte d'assistance militaire liant l'Angola, la RDC, la Namibie et le Zimbabwe consacre le clivage au sein de la SADC.

Dans ce contexte, l'opération « Blue Crane » apparaît comme un exercice de coopération ambitieux. A l'exception de la RDC et des Seychelles, tous les pays de la SADC participent à l'exercice. En accueillant l'opération, l'Afrique du Sud rappelle son importance sur la scène régionale et montre qu'elle est prête à jouer son rôle pour résoudre les crises au sein de la SADC, voire ailleurs en Afrique. Elle est la seule puissance du continent à avoir les moyens de son ambition. Même si les pays occidentaux ont fourni une aide financière et logistique importante pour l'organisation de « Blue Crane », l'Afrique du Sud a organisé seule l'exercice, fournissant la majorité des soldats déployés. Son budget est en baisse, mais l'armée sud-africaine reste la plus opérationnelle du continent. « Blue Crane » est aussi chargée de le rappeler.

Frédéric Chambon

Sonia Gandhi ne parvient pas à former le gouvernement indien

NEW DELHI. Sonia Gandhi a subi son premier revers sérieux en échouant, vendredi 23 avril, à réunir les 272 voix nécessaires à la formation d'un nouveau gouvernement. Avec le soutien de seulement 233 députés, la présidente du Parti du Congrès a toutefois affirmé qu'elle allait poursuivre ses efforts, en consultation avec les autres partis opposés aux nationalistes hindous du Parti du peuple indien (BJP), en vue de former un cabinet laïc. Elle n'a pas exclu de voir le Congrès s'engager dans un gouvernement de coalition qu'elle ne conduirait pas elle-même.

En cas de désaccord persistant, le président Narayanan, qui se refuse à toute décision hâtive, pourrait appeler à de nouvelles élections, les troisièmes en trois ans. - (Corresp.)

La politique d'Israël à Jérusalem-Est suscite l'inquiétude occidentale

LONDRES. Le gouvernement britannique s'est dit, vendredi 23 avril, « profondément préoccupé », après la décision du gouvernement israélien de fermer des bureaux de la Maison d'Orient à Jérusalem-Est. « Jérusalem fait partie des questions qui doivent être négociées lors des discussions sur le statut définitif » des territoires palestiniens, a déclaré le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Derek Fatchett dans un communiqué. « Toute action préalable [à ces discussions] est très malvenue car elle va, inévitablement, à la fois accroître la tension et rendre plus difficile le processus de négociation », a-t-il ajouté.

La France, de son côté, a exprimé son « inquiétude » après l'annonce de la décision israélienne. « Il importe d'éviter toute mesure inconsidérée de nature à provoquer une tension dangereuse », a déclaré François Rivasseau, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay. « Ce qui importe est que la Maison de l'Orient puisse continuer à fonctionner comme elle le faisait jusqu'à maintenant. » - (AFP/Reuters.)

La compagnie d'aviation libyenne a repris ses vols commerciaux

TRIPOLI. La compagnie d'aviation libyenne, la Libyan Arab Airlines (LAA), a inauguré, jeudi 22 avril, par un vol vers Amman, la capitale jordanienne, la reprise de ses vols commerciaux, après la suspension de l'embargo aérien en vigueur depuis 1992. La remise à l'ONU le 5 avril des deux suspects libyens de l'attentat de Lockerbie, qui a fait 270 morts en décembre 1988, a permis la suspension des sanctions internationales contre la Libye. L'ONU avait décrété en avril 1992 un embargo aérien interdisant tout vol ou survol à destination ou en provenance de la Libye, ainsi que la livraison d'avions, de pièces détachées ou de matériel d'entretien aéronautique. Seuls les vols intérieurs libyens se sont poursuivis, de façon irrégulière.

Selon Tripoli, les sanctions ont entraîné un manque à gagner de 3 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) pour la compagnie dont la flotte compte 27 avions, notamment des Boeing 727 et des Fokker. Plusieurs représentants de l'industrie aéronautique se sont précipités à Tripoli pour obtenir des commandes, après la suspension des sanctions. - (AFP.)

Un Sénégalais, Pape Sow Thiam, est le nouveau PDG d'Air Afrique

OUAGADOUGOU. Directeur commercial d'Air Afrique depuis 1994, Pape Sow Thiam, a été nommé, vendredi 23 avril, président-directeur général de la compagnie multinationale qui opte pour la première fois pour un dirigeant issu de la maison. Les ministres des transports des onze pays francophones propriétaires de la compagnie ont approuvé par consensus la nomination de M. Thiam - un Sénégalais âgé de 57 ans né à Abidjan en Côte d'Ivoire - lors d'un conseil extraordinaire à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. M. Thiam a déclaré que ses priorités seraient la réorption de la dette de la compagnie - qui est estimée à environ 117 milliards de francs CFA (195 millions de francs, soit 30 millions d'euros) - sa préparation à la privatisation et la « stabilisation » de sa flotte et sa modernisation. - (Reuters.)

DÉPÊCHES

■ AFGHANISTAN : l'une des deux statues géantes de Bouddha du 5^e siècle qui dominent la ville de Bamyan, récemment reprise par l'opposition afghane aux Talibans, aurait été sérieusement endommagée, selon une source de l'opposition afghane. La moins grande des statues en pierre, qui mesure 37 mètres de haut, aurait été détruite à 70 % et la tête aurait disparu, a affirmé cette source. On ignore s'il s'agit d'une conséquence de combats récents ou d'une dégradation volontaire, opérée durant la présence des Talibans à Bamyan. - (AP.)

■ CAMBODGE : le premier ministre Hun Sen a déclaré, vendredi 23 avril, que Khieu Samphan et Nuon Chea, deux anciens collaborateurs de Pol Pot, feraient « très probablement » l'objet de poursuites criminelles devant des tribunaux cambodgiens. Pour l'instant, le seul dirigeant khmer rouge inculpé est Ta Mok, le dernier à avoir été arrêté, et qui est détenu depuis le 6 mars. - (AFP.)

■ NIGER : les partisans du président Ibrahim Baré Maïnassara, assassiné lors d'un coup d'Etat le 9 avril, ont demandé vendredi 23 avril, l'ouverture d'une enquête internationale sur les circonstances du drame. Sur l'aéroport militaire de Niamey, le président Maïnassara avait été décapité par des tirs d'armes de calibre 14,5 mm, vraisemblablement tirés par des éléments de la garde présidentielle, alors dirigée par le nouvel homme fort du pays, le commandant Daouda Malam Wanké. Le commandant Wanké continue de soutenir que le président a été victime d'un « accident ». - (AFP.)

En 1998, 19 journalistes ont été tués selon Reporters sans frontières

LE RAPPORT annuel de l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières (RSF) a été rendu public, vendredi 23 avril. Il note que, pour la cinquième année consécutive, le nombre de journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions est en recul. Dix-neuf journalistes ont été tués en 1998, contre 26 l'année précédente. Ils avaient été 51 en 1995 (22 en Algérie), 300 en 1994 (dont 48 au Rwanda et 18 en Algérie). RSF souligne que la mort de ces journalistes est souvent liée à des enquêtes sur « des affaires de corruption ou des liens entre les autorités et les groupes mafieux ». Une centaine de journalistes sont actuellement emprisonnés et 487 ont été interpellés en 1998, « la Syrie et la Turquie rivalisant pour le plus grand nombre de journalistes torturés pendant leur détention ». Enfin, l'Afrique sub-saharienne est « la région du monde où le plus grand nombre de journalistes ont dû quitter leur pays (...) par peur de représailles ou à la suite de menaces ».

Gandhi ne parvient pas
à convaincre le gouvernement indien

Attitude d'Israël à Jérusalem
et l'inquiétude occidentale

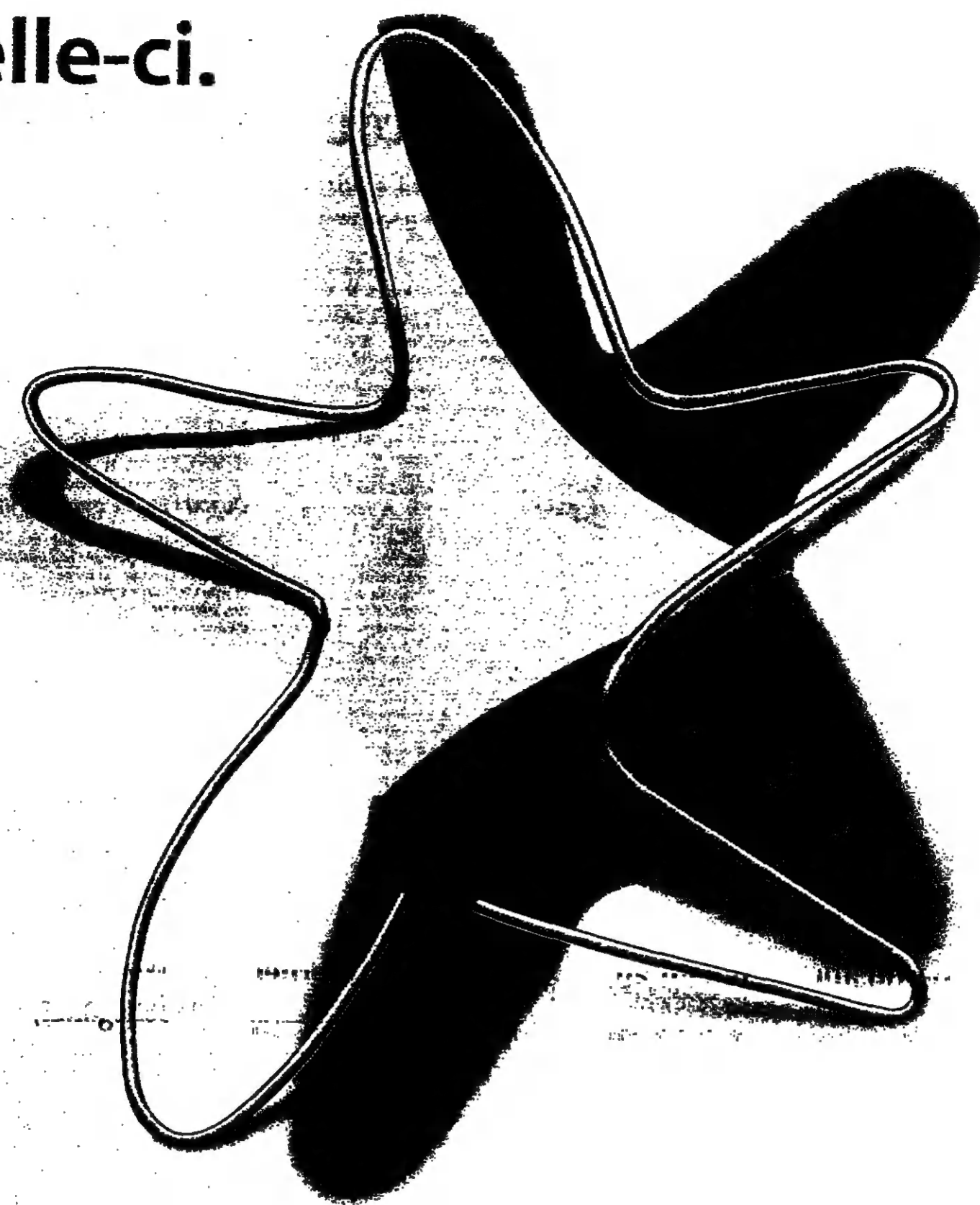
Empaquetage d'aviation libérée
des services commerciaux

Le monde...
en 1999

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AVRIL 1999 / 7

À celle-ci.



Aujourd'hui, chacun veut être l'artisan de sa vie. Aujourd'hui, dans une même vie, on peut avoir de nombreuses vies. Aujourd'hui, une vie agréable, ce n'est pas seulement posséder, c'est aussi être bien dans sa peau. Aujourd'hui, être raisonnable, c'est savoir se faire plaisir... Parce que nous sommes conscients que vos rêves et votre réalité évoluent, chaque jour chez Sofinco, nous faisons évoluer les solutions de crédit. Parce qu'aujourd'hui un organisme de crédit doit d'abord être un partenaire au quotidien. Parce qu'aujourd'hui, il existe de véritables stratégies pour bien acheter. Parce que les temps ont changé, le crédit change.

Appel gratuit
N°Vert 0 800 101 102

SOFINCO 
construisons vos rêves

S.A. au capital de 745.300.000 F - 50.000.000 F

مَكُونَا مِنَ الْأَمَلِ

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AVRIL 1999

DROITE Alors que l'UDF réunit, dimanche 25 avril, son conseil national pour donner le coup d'envoi de la campagne de François Bayrou pour les élections européennes du

13 juin, le RPR organisait, samedi à Paris, une « grand-messe » en présence des cadres et des parlementaires du mouvement, pour surmonter la crise que celui-ci traverse

depuis le retrait de Philippe Séguin. **NICOLAS SARKOZY**, nouveau président par intérim du parti gaulliste et chef de file de la liste RPR-DL, qui cristallisait hier la haine des chira-

quiens, doit aujourd'hui prendre soin de composer avec les différentes sensibilités du parti. Il s'est entouré d'un conseil politique restreint qui regroupe les fidèles du

chef de l'Etat, dont Alain Juppé. **LES MILITANTS** gaullistes, interrogés par *Le Monde*, sont encore sous le choc du départ de M. Séguin, qu'ils ne comprennent pas.

Nicolas Sarkozy, président sous surveillance du RPR, entre en campagne

La réunion des cadres et des parlementaires du mouvement gaulliste, samedi 24 avril, est destinée à manifester l'union du RPR après la démission de Philippe Séguin. Le nouveau président par intérim du parti veut mener une campagne européenne « turbo et très politique »

« IL N'EST PAS interdit de vieillir. » A quarante-quatre ans, en effet, il est des erreurs de jeunesse que l'on ne commet plus, comme celle, par exemple, qui aurait consisté à occuper sans tarder, au quatrième étage de la rue de Lille, le grand bureau d'angle du président du RPR. Nicolas Sarkozy a appris à connaître sa principale faiblesse, sa propre ambition. Il a préféré rester dans son bureau du troisième, avec sa bibliothèque emplies de quelques livres offerts et ses placards bourrés de paquets de biscuits coupe-faim.

De l'élection à la présidence du RPR, prudemment renvoyée à l'automne, il ne parle d'ailleurs, aujourd'hui, que fort peu. Il sait que si la liste RPR-DL qu'il conduira aux élections européennes fait un mauvais score, ses chances seront compromises. Qu'il obtienne, au contraire, un bon résultat, et il risque, alors, de « faire peur », explique-t-il en substance. « Responsable du parti du président », selon la formule employée, vendredi 23 avril, par Eric Raoult, cela présente des contraintes. Aussi, depuis une semaine, M. Sarkozy s'est efforcé de mener une chose après l'autre : l'adoubement par Jacques Chirac, la préservation de l'alliance passée avec Alain Madelin, et, surtout, la sauvegarde de la cohésion du mouvement, que la « grand-messe » gaulliste du samedi 24 avril à Paris devait célébrer. Les parlementaires, les présidents de conseils généraux et régionaux et les maires de grandes villes ont été



conviés à se joindre aux cadres du RPR. Un message de Jacques Chirac était attendu, dans lequel le président veut, selon l'Elysée, « témoigner de son affection à tout le mouvement gaulliste dans un moment qu'il considère comme important ».

TRAVAIL, MÉRITE, FAMILLE

A la veille de la réunion, certains redoutaient toutefois un éventuel double impair : des sifflets à l'évocation du nom de Philippe Séguin et une trop belle ovation pour célébrer le retour d'Alain Juppé. Prudemment, M. Sarkozy s'est entou-

ré, dès le premier jour, d'un conseil politique restreint, composé du président du Sénat, Christian Poncelet, de l'ancien premier ministre, M. Juppé, des présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan. Lui objecte-t-on que cela doit lui faire drôle, à lui, ancien porte-parole d'Edouard Balladur, d'être cerné par tous ces chiraquiens ? Il répond tout de go : « Ça me fait moins drôle qu'à eux. » Lui dit-on qu'il y a peut-être quelque chose de vexant à se trouver placé sous une pareille tutelle ? Il ajoute, imperturbable : « En quoi

serais-je vexé de voir tous ces éphémères qui me poussent ? » Pour n'oublier personne, M. Balladur pourrait s'ajouter prochainement à ce conseil politique. Seuls, à ce jour, les séguinistes en sont exclus, mais Roger Karoutchi, secrétaire national aux élections, a été nommé à la direction du cabinet du nouveau président, François Fillon confirmé dans sa fonction de porte-parole et Étienne Pinte dans celle de trésorier.

Par deux fois, lorsqu'en avril, puis en octobre 1998, M. Séguin avait menacé de tout plaquer, M. Sarkozy avait su s'interposer, en menaçant, lui aussi, de partir. Mais vendredi 16 avril, le député des Vosges n'a utilisé aucun intermédiaire pour rédiger et transmettre lui-même par fax à l'AFP l'annonce de son départ. Agacé de n'avoir pas été mis dans la confidence, M. Sarkozy s'en est plaint : « Il me laisse tout, du jour au lendemain, la présidence, la liste et l'émission de dimanche sur TF1, alors que je devais partir à La Baule avec ma femme et mes enfants ! », soupire-t-il.

Mais à tous, il a donné pour consigne de ne pas commenter la décision prise par son prédécesseur. « Le contenu de son message est le résultat d'une longue histoire à laquelle je n'ai pas été mêlé », a-t-il fermement expliqué. Dans le premier éditorial qu'il signe dans *La Lettre de la nation* du 23 avril en tant que président par intérim du RPR, il écrit à propos de M. Séguin : « Ma façon de lui dire qu'il

reste mon ami, qu'il est mon ami, que nous avons besoin de lui, qu'il a toute sa place dans la famille gaulliste, c'est de m'abstenir de commenter les raisons qui sont les siennes. »

Militant dans cette famille gaulliste depuis 1974, M. Sarkozy connaît beaucoup de monde. Depuis qu'il s'est mis en tête de parcourir la France - 114 déplacements en vingt mois -, il ne cesse de répéter aux journalistes qui l'ac-

compagnent qu'il est « comme ces chandails qui rétrécissent au premier passage en machine à laver ». Le premier passage en machine de l'ancien lieutenant de M. Balladur date de l'élection de M. Chirac à la présidence de la République. Il a dû attendre septembre 1997 pour que le chef de l'Etat le reçoive à nouveau.

Quand l'Elysée opposait un veto au maire de Neuilly

« Le président de la République, en charge de l'essentiel, n'a pas à se préoccuper du détail de l'organisation d'un mouvement politique, qui a été le sien pendant de longues années », expliquait Nicolas Sarkozy, le 15 juin 1997, au « Club de la presse d'Europe 1 ». Après le second tour des élections législatives, la nomination de l'ancien porte-parole d'Edouard Balladur au poste de secrétaire général du RPR, envisagée par Alain Juppé, s'était vue opposer un veto formel du président de la République (Le Monde du 5 juin). M. Sarkozy avait alors préféré mettre cet épisode au compte des proches du chef de l'Etat : « Qu'il y ait, dans les entourage des uns et des autres, des gens qui me considèrent un peu comme le japonais qui ne s'est pas aperçu que, depuis vingt-sept ans, la seconde guerre mondiale était terminée, c'est possible. Moi, je considère que la division a fait beaucoup de mal. »

Durant sa traversée du désert, M. Sarkozy a appris à brider ses impatiences. Lundi 19 avril, à Chambéry, il lançait encore, publiquement cette fois, cette question à son auditoire : « Mais est-ce que vous imaginez, une minute, que la tête me tourne parce que je me retrouve président du RPR ? » Non, modeste, il n'est là que pour « donner à Jacques Chirac la majorité législative dont il a un urgent besoin ».

A ce moment-là, M. Sarkozy redoute encore de devoir être tête de liste aux élections européennes. Il ne veut pas « donner le sentiment d'être candidat à tout ». Il n'a guère envie d'aller siéger à Strasbourg. Tout son discours de Chambéry, très droitier, reste centré sur la défense des valeurs : le travail, le mérite, la famille. « J'aurais bien voulu vous parler de l'Europe, mais je ne veux pas abuser de votre patience », conclut le futur candidat.

Dès le lendemain, pourtant, l'affaire est faite. M. Chirac le pousse à se déclarer, Alain Madelin accepte de reconstituer avec lui le tandem qu'il formait avec M. Séguin. L'accord entre les deux

cun moment, il n'a envisagé de laisser le champ libre au président de l'UDF. C'était inacceptable pour le mouvement. « L'arragance de François Bayrou bloquait toute possibilité de libérer la tête de liste », explique l'un de ses proches.

UN POINT D'ÉQUILIBRE

Outre Valéry Giscard d'Estaing, dont il fut avec M. Madelin le directeur de campagne lors des européennes de 1989 - tandis que M. Bayrou dirigeait celle de Simone Veil -, le député des Hauts-de-Seine a décidé de rencontrer méthodiquement à peu près tous ceux qui comptent ou ont compté dans la galaxie gaulliste - Olivier Guichard, les anciens premiers ministres Maurice Couve de Murville et Pierre Messmer -, sans oublier de téléphoner à Jacques Chaban-Delmas. C'est à peine s'il n'a pas fait fleurir la tombe du général de Gaulle...

« Sarko, petit salaud », comme criaient certains militants chiraquiens, en juillet 1997, aux assises du mouvement, est devenu un point d'équilibre au sein du Rassemblement. Dans la perspective d'une réélection de M. Chirac, il compte désormais parmi les « premiers ministres ». Sans illusion sur le cruauté du métier d'homme politique et pour mieux se protéger de ses rivaux, il a choisi de les garder au plus près de lui.

Jean-Louis Saux

Alain Juppé, si pressé d'être à nouveau aimé

DEUX ANS, ou presque. Voilà bientôt deux ans qu'avec un léger temps de retard dans le déroulé du film, il avait dû se retirer, évidemment meurtri, peu après l'échec de la droite aux élections législatives de 1997, de la présidence du RPR. Vendredi 16 avril, en revanche, quelques heures seulement après l'annonce de la démission de Philippe Séguin de la présidence du RPR et de son retrait de la bataille des élections européennes, il est réapparu. L'ancien président du RPR, Alain Juppé, venait d'être nommé membre d'un conseil politique restreint qui, pour le moment, entoure de sa sagesse le nouveau président - par intérim - du mouvement gaulliste, Nicolas Sarkozy.

Le mardi suivant, 20 avril, M. Juppé prend place négligemment à la table du petit déjeuner qui réunissait d'ordinaire à l'Elysée, depuis des mois, autour du président de la République, M. Séguin, M. Sarkozy et les présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan. « C'est à la demande expresse de M. Chirac qu'Alain Juppé a participé à cette réunion », dit

l'un des participants. Il n'empêche, le signe est un petit peu trop voyant, pour ne pas dire inconvenant. M. Juppé en est conscient. Son entourage rectifie aussitôt : « Il est là parce que, dans ce moment de crise, tous les institutionnels ont été requis, et il en fait partie. »

L'impatience de l'ancien premier ministre à revenir dans le jeu politique s'était déjà manifestée. Ces derniers mois, il a participé à plusieurs rencontres avec les militants RPR, organisées par ses amis députés, en Seine-et-Marne, en Meurthe-et-Moselle ou encore tout récemment dans l'Oise. Le 22 mars, il s'était affiché aux côtés de son ancien détracteur, Bernard Pons, président des Amis de Jacques Chirac, à l'occasion d'une réunion de l'association à Bordeaux, pour appeler à l'union de l'opposition derrière le chef de l'Etat.

M. Juppé, l'homme pressé, sait pourtant qu'il devra patienter encore. Mis en examen, le 21 août 1998, pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance et prise illégale d'intérêt », dans le cadre d'une enquête en cours sur le financement du RPR, il

a conscience d'être durablement « plombé » par cette affaire. Et d'autant plus qu'à l'époque des faits M. Juppé n'était que secrétaire général d'un mouvement, le RPR, dont le président était M. Chirac. Si cela lui vaut bien des ennuis dans les prétroies, la protection rapprochée qu'il semble assurer auprès du chef de l'Etat lui ouvre, en revanche et à profusion, l'affection des militants du mouvement gaulliste, pour lesquels, en aucun cas, on ne saurait toucher au « Grand ».

A peine installé, par cousinages successifs, dans le fauteuil des héritiers du général de Gaulle, M. Sarkozy n'ignore rien des manœuvres qui pourraient secouer, une nouvelle fois, le RPR. M. Juppé ou, par défaut, M. Debré pourraient-ils, un jour, lui faire de l'ombre ? A la veille du rassemblement à Paris, samedi 24 avril, de la famille gaulliste, M. Sarkozy a simplement laissé filtrer ceci : « Compte tenu de l'état actuel du mouvement, personne ne peut se permettre une opération trop personnelle à son profit. »

J.-L. S.

Paroles de militants peïnés, surpris, mais déjà prêts à repartir

ET les militants dans tout ça ? Que disent-ils, ou sont-ils ? Comment vivent-ils cette nouvelle crise au sein d'un parti gaulliste qui, depuis cinq ans, leur a réservé tant de surprises ? En décembre 1998, à quelques jours de la réélection de Philippe Séguin, *Le Monde* avait publié une longue enquête chez les « compagnons du RPR » (nos éditions datées 13-14 décembre). Après la démission de leur président et son remplacement par Nicolas Sarkozy, certains d'entre eux réagissent à cette nouvelle convulsion du mouvement gaulliste. Le départ de Philippe Séguin les déçoit souvent, les attriste parfois, les surprend, surtout.

Michel Jacomini, cinquante-quatre ans, cadre, militant RPR « depuis toujours » à Grenoble : « J'appréciais l'homme, mais ce n'était pas vraiment ma tasse de thé. Je regrette qu'il soit parti ainsi, sur un coup de tête. Une fois encore, ce sont les militants qui vont faire les fruits de ces querelles parisiennes. De nouveau, tout est à refaire. Mais, vous savez, les gaullistes en ont vu d'autres et, comme d'habitude, les épreuves vont encore ressouder les fidèles, qui vont repartir se bagarrer. »

Philippe Nay, employé à la mairie de Digne, militant depuis 1977 : « On peut penser que ce départ arrange beaucoup de monde dans l'opposition. Je regrette qu'il n'ait pas assez expliqué son geste. Pasqua va sans doute tirer avantage de ce départ. Moi-même, je me demande si je ne vais pas voter pour Pasqua, qui fait toujours partie de la famille gaulliste. »

Bruno Gil, maire du 3^e arrondissement de Marseille, trente-huit ans, militant depuis 1979 : « Personne ne sait très bien ce qui lui est passé par la tête. Il a avalé une série de petites couleuvres, mais de là à se rouler par terre... Nous devons remercier Philippe Séguin pour avoir démocratisé le mouvement, du sommet jusqu'à la base. Il laisse un parti en bon état de marche. Les militants sont tristes, c'est toujours dur de voir partir un homme que l'on aimait bien. Et puis Séguin, lui, travaillait uniquement pour le 13 juin et non pas pour après, comme tous les autres. Sarkozy est bien accueilli chez nous, où on lui a pardonné sa « trahison » balladurienne. »

Alain Jansen, responsable des jeunes RPR de Strasbourg : « Nous avons été un peu surpris, c'est une

épreuve supplémentaire. Philippe Séguin avait fait beaucoup pour nous, les jeunes du mouvement, en ne nous cantonnant pas uniquement dans le rôle de colleurs d'affiches. Si Nicolas Sarkozy a été un peu sifflé au début, il a montré qu'il pouvait remettre de l'ordre dans la boutique. » Josephine Foroni, soixante-neuf ans, militante depuis 1976, ancienne directrice d'école, Grenoble : « Je ne suis pas vraiment surprise. Je n'ai jamais vraiment cru en Séguin. Je m'étais même fait tirer l'oreille pour voter pour lui. Certes, il a un peu requinqué le mouvement, mais Sarkozy aurait fait mieux. Vous voyez que je vous dis : le mien, c'est Sarkozy. Finalement, c'est peut-être un bien, cette démission ! »

« ON REPRENDR ENCORE UN COUP »

Jean-Yves Herbeval, président de la fédération du Nord, enseignant, cinquante ans : « Cette démission a été une grande surprise. Philippe Séguin avait vraiment mouillé sa chemise pour le mouvement qu'il avait démocratisé. Elle pose la vraie question : le RPR peut-il avoir une parcelle d'autonomie par rapport au président de la République ? Cela était, comme chaque

fois que l'on croit que les gaullistes sont KO debout, on se trompe : les militants repartent au combat. »

Edith Godin, licenciée d'histoire, cinquante et un ans, conseillère municipale dans une commune communale, Aulnoy-lez-Valenciennes (Nord) : « Personnellement, j'ai été profondément attristée. Je suis aussi en colère car, chaque fois que l'on relève la tête, badaboum ! on reprend encore un coup. J'ai été aussi étonnée. Quelque... C'était la personne qu'il nous fallait comme président du mouvement mais peut-être pas comme tête de liste aux européennes. On ne peut pas vivre tout le temps dans un tel écartèlement. Quant à Sarkozy, je pense qu'il est allé un peu vite. Il fallait peut-être commencer par vivre une période de deuil, non ? »

Matthieu Chamussy, vingt-huit ans, secrétaire départemental du RPR de l'Isère. « Non, ce n'est pas une bonne nouvelle. Chez nos militants, il y a de la tristesse, car c'est un grand bonhomme qui nous quitte. Il y a aussi une bonne dose d'incrédulité, comme s'il nous manquait une clef pour comprendre qu'un responsable politique abandonne le navire comme cela, dans

un moment aussi crucial. Au-delà de la personne, maintenant, cette démission pose un certain nombre de questions sur le positionnement du RPR. Doit-il garder sa spécificité, en dehors du clivage classique droite-gauche, ou entrer dans un schéma plus classique et prendre un virage libéral ? Il faut bien voir que la démission de Philippe Séguin, c'est le premier échec à la tête du mouvement d'un gaulliste social. Maintenant, il faut servir les rangs derrière Nicolas Sarkozy. »

« LA MORT DU GAULLISME » ?

Bertrand Gasiglia, vingt-six ans, secrétaire de circonscription à Nice : « Quand je pense que, quelques minutes avant d'apprendre la démission de Philippe Séguin, j'étais au téléphone avec Paris pour organiser une réunion ! Les militants ont un peu l'impression d'avoir été lâchés. Soit on s'engage, soit on ne s'engage pas ! Je ne pense pas que, même à Marseille où il a été très populaire, Charles Pasqua va tirer avantage de ce départ. Nous sommes législatistes et les idées un peu rétrogrades de Pasqua, notamment sur l'Europe, ne nous semblent plus adaptées. Quant à Nicolas Sarkozy, il a bien remonte

chez nous. Ses idées passent bien. Nous devons continuer. De toute manière, rien ne pourra être pire que la dissolution de 1987 ! »

Claude Dupont, quarante-six ans, maire de Bousières-sur-Sambre, petite commune rurale du Nord : « J'ai été déçu. Je vois mal qui peut le remplacer à l'heure actuelle, qui peut avoir son charisme. Beaucoup de militants vont se tourner vers Pasqua. Mais il faut dire que cet abandon du navire en pleine mer va encore déstabiliser la droite. On aura du mal à émerger. »

Lionel Luca, député des Alpes-Maritimes, fondateur du Cercle des gaullistes disparus : « Non, je n'ai pas été surpris. Je me suis toujours demandé ce que Philippe Séguin allait faire dans cette galère. Et son initiative me réjouit plutôt. Je parle de la tête de liste aux européennes. En ce qui concerne la présidence du RPR, le geste de Séguin me navre car il incarnait, en dépit des couleuvres qu'il a dû avaler, ce qui pouvait rester du gaullisme. Trente ans après la démission du général de Gaulle, en 1963, nous assistons peut-être à la vraie mort du gaullisme. »

José-Alexis Fralton

JEUNESSE Le mouvement scout français, qui rassemble 200 000 jeunes et 80 associations, tente de remettre de l'ordre dans ses rangs. La Fédération du scoutisme français souhaite émettre une sorte de « label de qualité » qui offrirait des garanties aux familles. Un texte commun devrait être rendu public avant l'été. ● CES PROJETS

font apparaître les divergences entre les Scouts de France (110 000 adhérents) et les Scouts d'Europe (30 000 adhérents). Ces derniers, hostiles aux « maté-

lismes ambiants, qu'ils soient marxistes ou autres », sont accusés d'être proches de l'extrême droite. ● À TOULON, un scout d'Europe avait reçu de la littérature d'ex-

trême droite. Dans une délibération, la CNIL affirme que le fichier qui a permis d'envoyer ces publications est l'annuaire local des chefs et chefs-taines scouts de la région Provence.

Le mouvement scout tente de remettre de l'ordre dans ses rangs

La Fédération du scoutisme français voudrait émettre une sorte de « label de qualité » afin d'offrir de réelles garanties aux familles. Ce projet fait ressurgir les divergences avec les scouts d'Europe, qui sont accusés de connivences avec l'extrême droite

APRÈS UNE ANNÉE 1998 difficile, les scouts tentent, à l'approche de l'été, de réhabiliter leur image. Premier incident en juillet : lors de la mort de quatre jeunes gens et d'un plaisancier disparus en mer, scoutisme avait rimé avec intégrisme. Deuxième coup dur en décembre : après qu'un jeune Scout d'Europe de Toulon eut reçu de la littérature déjà fort étonnée du boy-scout, dont le Petit Robert indique que, au sens figuré, il est « plein de bonnes intentions, mais un peu naïf ».

Comment les familles peuvent-elles faire la part du bon grain et de l'ivraie dans cette nébuleuse qui rassemble deux cent mille jeunes et environ quatre-vingts associations ? La question taraude la Fédération du scoutisme français, qui réunit six mouvements représentatifs de toutes les obédiences. « Parmi les quatre-vingts associations, certaines nous semblent dangereuses pour l'en-

fant », affirme Dominique Gérard, délégué général des Eclaireurs et Eclaireuses de France (laïque), organisation qui fait partie de la Fédération du scoutisme français.

Il faut donc, pour les six mouvements reconnus par les deux organisations mondiales, émettre une sorte de « label de qualité », qui offrirait des garanties aux familles. La Fédération travaille à l'élaboration d'un texte commun, qui devrait être rendu public avant l'été avec la caution du ministère de la Jeunesse et des Sports et avec la collaboration de l'Amicale parlementaire du scoutisme, dont font partie quatre-vingts députés et sénateurs. Des juristes ont été appelés à la rescousse pour, dans un deuxième temps, trouver une solution au casse-tête de la reconnaissance juridique : le mot scout étant tombé dans le domaine public, n'importe qui peut s'en réclamer.

Ces projets de labellisation mettent au grand jour les dissensions entre les deux grands mouvements de scouts catholiques.

Créés en 1962, les Scouts d'Europe (30 000 adhérents) sont le fruit d'une dissidence des Scouts de France (110 000 adhérents). Si l'on caricature, les premiers aiment les messes en latin, les seconds préfèrent les offices au son de la guitare. En septembre 1998, le pape Jean-Paul II a

quarantaine. « Il n'y a pas la volonté d'isoler les Scouts d'Europe, rétorque Philippe da Costa, le commissaire général des Scouts de France. Est-ce qu'ils sont prêts, eux-mêmes, à faire leurs vœux du scoutisme ? Ils doivent accepter de ne pas se mettre en marge des organisations mon-

« A l'âge de l'éducation, on ne peut mettre en contact habituel des jeunes de confessions différentes au risque de les mettre sur la voie du relativisme et du scepticisme »

appelés les uns et les autres à l'unité. En vain.

« Le but ultime de la manœuvre viserait à ne reconnaître qu'un seul grand mouvement de scoutisme en France, véritable monopole d'Etat », s'insurgent, dans un texte envoyé à la presse, les Guides et Scouts d'Europe, qui estiment jouer le rôle « de bouc émissaire plus ou moins mis en

diale, comme ils le font en constituant leur propre organisation internationale ».

Il est vrai qu'un fossé idéologique les oppose. Dans leur directeur religieux, approuvé le 16 novembre 1997 par l'organisation internationale à laquelle ils appartiennent, les Scouts d'Europe écrivent : « A l'âge de l'éducation, qui est celui de l'enfance et de

l'adolescence, on ne peut, certes, mettre en contact habituel, sans nécessité, des jeunes de confessions différentes au risque de les mettre sur la voie du relativisme et du scepticisme (...). Mais aux rotules et guides aînés qui vont entrer dans la vie, le scoutisme d'Europe offre des possibilités de rencontres interconfessionnelles dont le bienfait ne saurait être perdu. Au niveau des chefs, un tel dialogue est non seulement bénéfique mais indispensable face aux divers matérialismes ambiants, qu'ils soient d'origine marxiste ou autres, au développement des sectes, à l'indifférence religieuse. »

Jusqu'au début des années 90, les évêques français se contentaient d'entretenir des relations officielles avec les Scouts d'Europe. Mais plusieurs d'entre eux leur ont clairement apporté leur soutien après l'affaire du fichier de Toulon. « Nous ne pouvons pas accepter qu'une suspicion généralisée et d'injustes amalgames altèrent le témoignage et le développement des Guides et Scouts d'Europe », écrivait, le 18 décembre, Mgr Georges Soubrier, évêque de Nantes et président du Comité épiscopal enfance-jeunesse, au président de l'Association des Guides et Scouts d'Europe. « Le scoutisme est un des rares mouvements catholiques qui parviennent encore à toucher les jeunes, analyse Christian Guérin, historien et auteur de L'Utopie Scouts de France (Fayard, 1997). En soutenant les Scouts d'Europe, l'épiscopat estime sans doute qu'il ne prend que le risque de la mauvaise humeur des Scouts de France, et que ceux-ci n'oseront pas rompre. »

L'affaire du fichier de Toulon a mis à mal l'image des Scouts d'Europe, qui se défendent de tout lien avec l'extrême droite. « Le mouvement n'est pas en cause, nous sommes sûrs de nos dirigeants », affirme Pierre Longchamps, le commissaire général scout. Sommes-nous responsables de nos 30 000 adhérents individuellement ? Nous n'avons pas de police interne. » Comme à la suite du drame de Perros-Guirec, qui a mis en cause l'Association française des scouts et guides catholiques, proche des milieux intégristes, une inspection générale a été diligentée par le minis-

Une fédération, six mouvements et 80 groupuscules

● **Fédération.** La Fédération du scoutisme français réunit six mouvements : les Eclaireurs et Eclaireuses de France (laïque, 34 500 adhérents), les Eclaireurs et Eclaireuses unionistes de France (protestant, 8 000 adhérents), les Eclaireurs et Eclaireuses israélites de France (3 000 adhérents), les Guides de France (laïque, pour filles uniquement, 25 000 adhérents), les Scouts musulmans de France (1 500 adhérents) et les Scouts de France (catholique, 115 000 adhérents).

● **Agrément.** Outre ceux de la fédération, quatre mouvements bénéficient de l'agrément du ministère de la Jeunesse et des Sports : les Guides et Scouts d'Europe, les Scouts unitaires de France, les Eclaireurs neutres de France et la Fédération française des éclaireurs et éclaireuses. Cet agrément permet de valider les formations dispensées et de pratiquer des activités dans la nature, dispensant les camps de vacances de douches ou de réfrigérateurs par exemple.

● **Groupuscules.** La majorité des quatre-vingts mouvements scouts sont des groupuscules, dont certains sont proches des milieux catholiques intégristes. La revue catholique contestataire *Golias* en a fait la recension dans son numéro 62, paru en septembre-octobre 1998.

tère de la Jeunesse et des Sports sur les Guides et Scouts d'Europe, qui devrait aboutir avant le début de l'été. En fonction des résultats, la ministre, Marie-George Buffet, décidera, après avis d'une commission, du maintien ou non de l'agrément dont dispose l'association.

Marie-Pierre Subtil

Les fichiers baladeurs des Guides et scouts d'Europe

TOULON

de notre correspondant Philippe, qui habite Fréjus, est scout chez les Guides et Scouts d'Europe depuis l'âge de huit ans. Tout va pour le mieux jusqu'à ce jour d'octobre 1998 où il reçoit à son nom, par la poste, un catalogue de vente par correspondance diffusé par une société proche du Front national (FN), la Société d'études et de relations publiques (SERP), qui lui propose des livres et des disques, dont les *Voix et Chants des Waffes SS*. Il reçoit ensuite le catalogue *Durandal* dans lequel, voisinent Brasillach, les pensées de Mgr Lefebvre et les ouvrages de Bruno Mégret et de Jean-Marie Le Pen. Dans la foulée, suivent *François d'abord*, le magazine du président du FN, et un courrier émanant des « Légionnaires du Christ ».

Le père du jeune scout, Albert Bonaventure, contacte alors les scouts d'Europe pour avoir des explications. « Au siège national, François Vello, le responsable du réseau des patrouilles libres au sein de l'association, m'a dit au téléphone qu'un des scouts avaient transmis le fichier à son insu. » Dans un courrier adressé le 8 décembre 1998 aux

adhérents de l'association des Guides et Scouts d'Europe, son président, Michel Comboul, admet qu'une « personne mal intentionnée a transmis à la société éditrice *Défi* une liste des adresses de certains de nos représentants dans certains départements du Midi ».

UNE MÊME FAUTE D'ORTHOGRAPHE

Saisi par M. Bonaventure, la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) conclut, dans une délibération rendue le 25 mars, que « les informations, ayant permis de solliciter le fils du plaignant trouvent leur origine dans un annuaire local des chefs et chefs-taines scouts, établi dans la région Provence, à l'initiative des responsables locaux de l'association ». Selon la CNIL, l'association a « indiqué que cet annuaire local avait fait l'objet d'une dérobation ; que les dires de cette association sont corroborés par le fait qu'une faute d'orthographe altérant l'adresse de l'intéressé figure dans cet annuaire local et se retrouve sur les étiquettes-adresses ».

La CNIL ajoute que « le fichier divulgué, qui comporte près de trois cents noms, peut encore, de ce jour, être utilisé par des personnes ou orga-

nismes qui n'ont pas à en connaître, comme semble l'attester la plainte déposée le 19 janvier auprès de la CNIL par le parent d'un autre chef scout de Provence, mineur », inquiet que son fils ait reçu le même type de littérature « ainsi qu'une invitation de la fédération Front national du Var à un dîner-débat en présence de M. Jean-Marie Le Pen ».

La CNIL avait souhaité faire une enquête auprès du journal *François d'abord*, reçu par le jeune scout de Toulon, mais le directeur administratif et financier de cette « Lettre de Jean-Marie Le Pen » n'a pas répondu. La CNIL signale toutefois, dans sa délibération, avoir reçu, le 12 janvier, un coup de téléphone émanant d'une personne se présentant comme le directeur administratif et financier de ce titre. Il précisait que « la CNIL serait surprise si elle savait où se trouvait ce fichier ». Jean-Guy Lévy, l'avocat d'Albert Bonaventure, craint « que la justice retrouve trace de ce fichier dans un parti ou une officine d'extrême droite ». « Il semble peu probable que les fuites soient le fait d'un scout isolé et malveillant. »

José Lenzini

Les trésors cachés de Jean-Cybar, châtelain érudit et sans-le-sou de Gascogne

AGEN

de notre envoyé spécial Unique héritier d'une famille déchue, ce châtelain du Lot-et-Garonne est un sexagénaire érudit et sans le sou. Sa demeure, digne du *Capitaine Fracasse*, est l'une de ces gentilhomnières, communes en Gascogne, que les villageois désignent du nom de château. Quelque part entre Agen et Marmande, la tour coiffée d'un toit en éternor est à peine visible de la route car elle masquée par un bouquet d'arbres. Derrière les murs délabrés, le propriétaire dissimule une collection de tableaux de maîtres. Jeudi 15 avril, des cambrioleurs bien informés ont profité de son absence pour faire sauter le cadenas de supermarché qui fermait la grille aux armoirées rouillées, mais couronnées, de la maison. Au pied du donjon, la porte et sa serrure du XVI^e siècle ont d'abord résisté, puis une fenêtre vermoulue a cédé. Une douzaine de toiles - dont un couple d'amoureux de Nicolas Poussin, une maîtresse de François Boucher, deux tableaux de l'école de Barbizon et l'une des trois répliques d'une madone peinte par Corrége - ont disparu.

A la lecture du *Petit Bleu* et de *Sud-Ouest*, plus d'un Gascon s'est frotté les yeux. Le propriétaire de ces toiles de maître était-il véritablement cet homme à l'éternel veston râpé ? « Dans la région, ça a épaté tout le monde de savoir qu'il avait des tableaux de grande valeur », commente le maire, autre forte personnalité de la commune où réside le châtelain. Les plus charitables considèrent ce dernier comme « un gonz

exceptionnel ». Un voisin agriculteur, dont l'épouse a été domestique chez le père du châtelain, évoque d'un geste un gigantesque poil dans la main. D'autres se moquent quand, au cours de cérémonies locales, le gentilhomme remplit ses poches de gâteaux. De méchantes langues prétendent même l'avoir vu, dans les environs de Castelfajoux, fouiller « les poubelles ».

UNE SEULE AMPOULE

Le châtelain, à vrai dire, ne paie pas de mine. Il a visiblement renoncé à tout confort et vit dans une demeure qui n'a pas l'eau courante et qui compte une seule ampoule. Prudent, afin d'éviter tout nouveau cambriolage, et pudique, il fait promettre que l'on n'écrive pas son nom à particule, pas plus qu'on ne localisera le château. En 1994, ses armes de collection ont déjà été dérobées ; toutes ont finalement été retrouvées, sauf une « épée parlante » qui aurait appartenu, selon lui, au conquistador Hernan Cortés. Sa famille était fortunée quand elle est venue de Paris, au tournant du siècle, pour faire souche en pays gascon. Comptant alors trois polytechniciens, elle descendrait, à l'en croire, de la couronne anglaise. Scepticisme du maire : « Son prénom, Jean-Cybar, est bien inscrit à l'état-civil. Mais le nom a rallongé, ça non », dit-il en consultant les listes électorales, sur lesquelles l'intéressé apparaît sans particule nobiliaire. Les deux hommes admettent cependant que le grand-père a été maire de la commune, en 1905, que le père était directeur de la région des tabacs, et que le fils a été conseiller municipal en 1959. Avant de « se mettre en marge de notre société, qui

ne l'intéresse pas », précise le maire actuel. Les visiteurs sont donc reçus à l'extérieur du château.

Lors du dernier recensement, l'employée a attendu, assise sur une pierre, que le questionnaire soit rempli. L'anecdote est racontée par le maire, qui fut l'un des privilégiés admis dans l'enceinte, comme plus récemment les policiers et les gendarmes venus pour les besoins de l'enquête. L'accès à la « cour d'honneur », comme l'appelle le maître des lieux, est aussi prohibé, même si l'endroit a capitulé devant les bataillons de ronces. Il en va de même, une frontière plus lointaine, pour le « terroir noble » de la propriété, où des vaches paissent au milieu d'une dizaine d'épaves de voiture. Des rares visiteurs, on apprend que chaque pièce du château a des airs d'arrière-boutique de brocanteur. Un capharnaüm d'armures et de meubles signés, d'œuvres d'art et de livres anciens, de journaux et de détritus ; dès la porte du donjon franchie, il faut se frayer un passage dans d'épaisses couches d'objets. Le seul lit est constitué d'un sommier de bouteilles vides en plastique, également disposées en nombre dans la maison en guise de système d'alarme signalant l'intrusion de malfaiteurs.

« Ils ont volé mon âme », se lamentait le châtelain. « L'or, voilà le crime », s'emporte-t-il en jurant qu'il se « fiche » de la valeur financière des tableaux, légués par sa famille. Aucun n'était assuré, ni répertorié. Ces toiles étaient avant tout des « sources d'inspiration » à sa « grande œuvre philosophique » et à sa « peinture futuriste », au même titre que les « tableaux de quatre sous » qu'il possède encore. Se di-

sant titulaire de doctorats en droit, théologie et philosophie, l'homme se proclame philosophe, peintre, compositeur et poète. « On n'a jamais vu ses diplômes, nuance le maire. Bon, c'est un gars sérieusement intelligent, très calé en histoire de France, qui connaît le grec et le latin, l'anglais, l'espagnol, l'italien... » De fait, le gentilhomme truffe ses discours de références culturelles et de citations d'Aristote (sans être « aristotélicien, encore moins néo-aristotélicien ») ou de Paul Valéry (qu'il apprécie « malgré les alexandrins »). Plus mystérieux, en l'absence de publication, il s'annonce l'inventeur d'une philosophie « du malin et du savoir », à laquelle il a déjà donné un nom en -isme, décalqué de son patronyme.

« COMME VAN GOGH »

« Le problème, selon le maire, est qu'il se considère comme un très grand artiste, qui se voit mourir dans la misère comme Van Gogh ou compagnie, sûr que ses propres tableaux vaudront des fortunes après sa mort. » L'étoile lui avait demandé de les placer en dépôt à la mairie : « Si l'avait fait, il n'en serait pas là. » Le châtelain compte, lui, sur l'Office central de l'art pour le trafic de biens culturels. Un enquêteur est venu de Paris, en vue notamment de s'assurer de l'authenticité et de la valeur des toiles concernées. Un temps envisagée par le parquet de Marmande, afin de protéger des œuvres de valeur restant au château, une mise sous tutelle du propriétaire a finalement été écartée, le châtelain étant reconnu parfaitement sain de corps et d'esprit.

Erich Indryan

RMiste, faux joueur de foot mais vrai filou

LE JEUNE HOMME a été interpellé, mardi 20 avril, par les policiers du commissariat de Saint-Dié (Vosges). Accusé d'avoir escroqué un hôtel pendant un mois, il a rapidement reconnu les faits : oui, il s'est bien fait passer pour un joueur de football ; oui, il est resté un mois sans régler sa note ; non, sa situation actuelle de sans domicile fixe ne lui permet pas de la payer. A la substitut du procureur, il a de nouveau raconté son histoire. Il la répètera une nouvelle fois devant le tribunal correctionnel, en juin.

Elle commence par un coup de fil. A l'appareil, une personne se présentant comme le dirigeant du Racing Club de Strasbourg, équipe de football évoluant en première division, annonce à l'hôtel Campanille de Saint-Dié l'arrivée prochaine d'un de ses joueurs. La direction est flattée, assure qu'elle en prendra soin. Le lendemain, le jeune homme se présente. Le fax n'est pas encore arrivé, s'étonne-t-il ? Une question d'heures, de jours, tout au plus. La direction n'insiste pas. Pas plus qu'elle ne prend les précautions d'usage, à commencer par le dépôt d'une pièce d'identité. Mais le temps passe. Le jeune homme est toujours là et le fax n'arrive pas. La direction de l'hôtel appelle alors le club alsacien. Le garçon en question y est inconnu, et aucun joueur n'a été envoyé à Saint-Dié.

Après l'arrestation, les policiers opèrent une rapide enquête. Originaire d'un village d'Alsace, le jeune homme aurait quitté le foyer

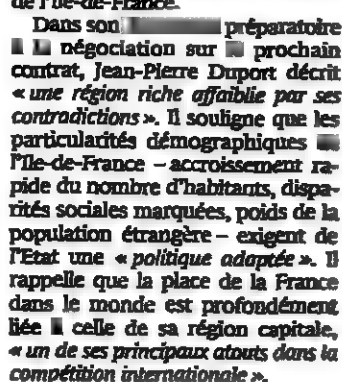
familial depuis plusieurs mois. Juste avant son arrivée à Saint-Dié, il avait passé plusieurs nuits dans un hôtel d'Épinal, qu'il avait quitté en laissant une ardoise et sa carte d'identité. Confié à la réception à son arrivée, le document avait été abandonné lors de son départ. Les enquêteurs s'interrogent : un escroc confirmé ? Un voleur ? Une journée de vérifications leur apprend qu'il a travaillé, pendant dix jours, dans une pizzeria de la ville. Un emploi déclaré, régulier, qui a joué dans la décision de la magistrature de le remettre en liberté en le confiant aux services sociaux de la ville. Au parquet, on souligne que les faits qu'il a commis sont « une conséquence de sa situation de SDF ».

« PAS UN MAUVAIS BOUGRE »

« Pas un mauvais bougre », résume la substitut. Pourtant, le procédé utilisé et le recours à la fausse identité ont conduit la magistrature à retenir les faits d'« escroquerie ». Et puis il y a l'ampleur du préjudice : 8 000 à 10 000 francs. Sans compter les conséquences en termes d'image, assure-t-on à la direction de l'hôtel. Jeudi 22 avril, certains clients se seraient amusés de l'histoire, déjà rapportée par la presse locale. La direction de l'établissement en veut aux journalistes. Mais pas au jeune homme : pendant sa garde à vue, qui a duré trente heures, une employée de l'hôtel est même venue lui apporter de la nourriture.

Nathaniel Herzberg

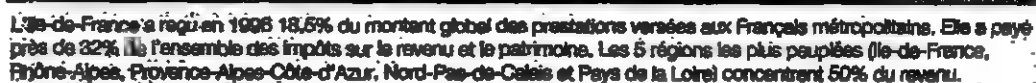
En dépit du maintien de fortes disparités, aménagement du territoire et décentralisation ont porté leurs fruits. Élus et pouvoirs publics doivent s'attaquer aux déséquilibres internes du territoire francilien. Priorité : permettre à la région capitale de défendre son rang international



COMPÉTITIVITÉ MENACÉE
L'Île-de-France est la région où le service des autres régions dans une publicité qui vise à inciter les entreprises étrangères à s'installer... en Île-de-France. La région capitale est en effet la quatrième métropole mondiale - la première en Europe - pour son activité économique. Avec près de 11 millions d'habitants et 5 millions de salariés, son PIB dépasse ceux de l'Australie, des Pays-Bas et de l'Inde.

Malgré un **renouveau** économique, l'Île-de-France connaît **de** nombreuses difficultés qui menacent sa compétitivité. Le taux de chômage des techniciens, ouvriers et cadres est supérieur à la moyenne nationale. La désindustrialisation a entraîné une diminution de 40 % des effectifs de ce secteur depuis 1975.

Quelle est la contribution de l'Île-de-France à la croissance nationale ? La réponse à cette question sera lourde de conséquences dans la négociation du prochain contrat avec l'Etat. L'Île-de-France avait été, pour la période 1994-1999, la seule région à contribuer à son contrat de plan pour un montant (23 milliards de francs, 3,5 milliards d'euros) largement supérieur à celui de l'Etat (11 milliards de francs). L'Insee vient d'apporter, dans plusieurs numéros d'*Insee Première*, des éléments nouveaux dans la querelle de chiffres qui agite les experts. En 1996, l'Île-de-France a produit 29,1 % du PIB national et bénéficie de 22,5 % du revenu disponible brut (RDB) des ménages. Chaque point (exprimé en pourcentage) de RDB représente environ 55 milliards de francs, il y aurait donc un transfert de près de 300 milliards de l'Île-de-France vers la province. Ce chiffre est cependant largement supérieur aux 200 milliards de francs avancés, par ailleurs, par l'Insee et qui correspondent à des transferts *via* le budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale.



des **universités**, le potentiel de re-
cherche **française** d'un vieillissement
des **universités** largement **françaises** suc-
cès de la politique de délocalisation
des **universités** des précédents gouver-
nements (Le Monde du 24 avril). Les
locaux des universités parisiennes
sont dans un tel état de vétusté et
d'insécurité qu'elles nécessitent
une part importante des crédits de
l'éducation nationale. Des menaces

de marginalisation pèsent sur la place financière de Paris - premier secteur économique, avec 150 000 emplois - ainsi que sur la suprématie de la région par rapport aux grandes expositions.

Un nouveau débat s'engage sur la méthode à mettre en œuvre.

« Il faut donner les moyens d'assurer pleinement nos responsabilités », avance Jean-Paul Luchon. L'île-de-France doit désormais prendre un malin plaisir à se projeter dans l'avenir : c'est à elle qu'il faut donner son action à l'échelle de la région. Je suis prêt à aller plus loin que le cadre de l'Etat, s'ils ne suffisent pas, à lancer des politiques prioritaires de développement régional. »

que la loi l'autorise désormais à prendre l'initiative d'une réforme, Jean-Pierre Dupont, directeur, Jean-Paul Huchon a pourtant renoncé à s'engager dans un tel projet. Une telle initiative serait, en effet, vaine : elle se heurterait à la préparation du plan. Or le président de l'Ile-de-France mesure combien il lui faut l'appui de la région une majorité pour faire voter les priorités de la région d'ici 2006, malgré une consultation, qui ne voulait pas être consultative, des élus des huit départements.

Ce qui n'est pas fort : une paralysie du conseil régional d'Ile-de-France renforce le poids des représentants de l'Etat. Malgré la réforme du Syndicat des transports parisiens (STP) qui vient d'être votée par le gouvernement et sera mise en œuvre par l'arrivée de représentants de la région au conseil d'administration de cet organisme chargé de gérer les grands axes des transports, Jean-Pierre Dupont et Ricono, directeur régional de l'équipement, sont chargés par la loi d'élaborer et de piloter le plan de déplacements urbains (Le Monde du 13 avril). Ils viennent présenter leurs propositions pour réduire l'hégémonie de la voiture en Ile-de-France.

Christophe de Chenay

★ Le numéro 40 (mars 1999) de la revue trimestrielle de l'Institut de la décentralisation, **Pouvoirs locaux**, publie un dossier de 66 pages intitulé « L'Île-de-France, moteur de la décentralisation » (Pouvoirs locaux, tél. : 01-47-61-92-11 ; fax 01-47-61-92-47).

Fl.

M. Raffarin admet cependant que les disparités entre Paris et le reste de la France se sont bien accompagnées depuis les premières étapes de la décentralisation de 1963 et 1964 : « Grâce à elles, les territoires ont créé leur propre dynamique », souligne M. Raffarin. « Ces lois ont permis aux régions ont appris à compter sur leurs propres forces, sans attendre d'hypothétiques aides de la capitale, et ont ainsi permis de créer des emplois qui leur ont été données, et non pas créés ailleurs. Elles ont permis de mesurer que l'État ne peut pas tout faire, et qu'il faut mesurer l'impact de ses actions ».

Jusqu'ici, le conseil régional a souffert du poids de l'Etat et n'a pu, on pas su, s'affirmer face à l'hégémonie politique et à la puissance financière de la capitale. Enfin, la région a été pénalisée par son statut particulier, qui la plaçait sous une tutelle plus contraignante de l'Etat. Enfin, la présence des grandes administrations, grandes entreprises publiques, peu disposées par nature à déléguer des pouvoirs, l'a, sans aucun doute, bridée. Tout s'est passé en somme, jusqu'à maintenant, comme si l'Île-de-France avait raté le virage de la décentralisation.

Bruno Coussé

« La tendance à la scissiparité des si elle est ou au plan politique, commence à troubler la gestion quotidienne de l'institution », M. Huchon. La veille du débat budgétaire. Les premières semaines de l'assemblée régionale avaient été tumultueuses : droite, de base n'avaient pas encaissé l'interdiction états-majors de toute alliance avec le Front national (FN).

En face, l'enthousiasme quelque peu triomphant de la gauche plurielle a donné lieu à quelques ratés. Bien sûr, M. Huchon ne **comprend** pas ce que les trois élus Lutte ouvrière, dont Arlette Laguiller elle-même, ont rejoint à sa majorité. Mais il se serait bien passé de voir les élus du **Mouvement des citoyens** faire bande à part dans l'É-

Les cinq indépendants - de droite.
Entre-temps, le torchon s'est en-
trevaissé dans la famille FN.
Marcel Lehideux, ami de longue
date de Jean-Marie Le Pen, qui
avait déjà essayé de ravier le M. Le
Gallo, lieutenant de Bruno Me-
gret, la présidence du groupe en
1994, a été évincé en décembre
1995, érigé du jour au lendemain
main l'installation de son groupe
dans le même bâtiment que M. Le
Gallo, mais pas au même étage.
Au point de parler, au grand é-
tonnement de son ami, de « l'écou-
lage ».

Dernier ■■■ l'opposition francienne, ■■■ M. Séguin redonne du souffle ■■■ ami qu'Alain Juppé, de retour ■■■ la direction du RPR, a gardés dans le groupe. M. Karoutchi, bien que confirmé ■■■ fonctions au siège du ■■■ rue ■■■ Lille, devra s'en garder. ■■■ relations s'annoncent, ■■■ outre, après la consommation du divorce entre le RPR et l'UDF, de plus en plus diffi-
cile ■■■ M. Lehideux, ■■■ lui député européen ■■■ La ges-tion de l'après-européennes ■■■ prochaine épreuve ■■■ M. Huchon.

Pascale Sauvage

هكذا من الأصل

Scènes de haine ordinaire à droite

« On ne casera aucun de ces traitres »
Jacques Chirac, mai 1995

DÉPUIS le 11 mai 1995, le nouveau président et son futur premier ministre Alain Juppé, enfermés dans le bureau du maire de Paris, composent leur premier gouvernement. Rien ne saurait égaler la jouissance de faire et défaire les carrières, récompenser les amis et condamner les ennemis. Et justement, ils sont ceux-là qu'ils ont décidé de soigner. Malgré les conseils de Philippe Séguin les adjurant de s'entendre avec les amis d'un Edouard Balladur qui a lui-même obtenu 18 % des voix au premier tour, Jacques Chirac répète sans cesse : « On ne casera aucun de ces traitres ».

Le président savoure enfin sa vengeance. Déjà il lui a coûté de devoir rencontrer Balladur, entre deux tours de la présidentielle, pour s'assurer qu'il ne lui manquerait aucune voix. Il aurait voulu ignorer son ancien rival. Mais Madelin, Séguin, ses compagnons n'ont pas cessé de lui répéter : « Jacques, maintenant, il faut que tu t'entendes avec Balladur ». Jacques s'est donc résigné d'un coup de fil dès le 24 avril, au lendemain du premier tour : « Je voulais vous remercier du soutien sans ambiguïté que vous m'avez apporté ». Au départ, il a pris le silence glacial de l'autre pour le signe de son humiliation. Ce n'était que prélude à une explosion de fureur. « Votre campagne a été ignoble, je n'oublierai rien des bassesses de vos amis », a crié Edouard Balladur avant de lâcher : « Je ne vous demande qu'une chose, c'est de ne pas poursuivre de votre animosité mes amis et collaborateurs. Je vous donne parole, Edouard, vous connaissez... - C'est parce que je vous connais que je crois pas. » Lorsque Jacques Chirac lui a rapporté la scène, Alain Juppé en a aussitôt conclu que, décidément, Balladur n'aurait rien. Pas le moindre strapontin. « On les a déjà suffisamment remerciés », a-t-il tranché.

« Vous n'allez tout de même pas offrir le Quai d'Orsay à Bayrou ? »
Valéry Giscard d'Estaing, mai 1995

LORSQU'ILS sont sortis sur le trottoir, samedi 13 mai 1995, des passants ont applaudi. La scène était tellement étrange. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, pourtant à côté à côté, devant l'hôtel particulier de l'ancien président, rue Bénouville dans le XVI^e arrondissement de Paris. Ils se parlent donc ! Pendant vingt ans, ils sont humiliés et haïs. Mais aujourd'hui, Giscard a déplacé sa haine vers ce Balladur, qui a préempté son camp UDF, et vers tous ceux qui, après avoir été disciples, ont décrié qu'il était « trop vieux ». Lorsque Jacques Chirac le consulte sur les futurs ministres UDF, Giscard désigne immédiatement sa victime : François Bayrou. Il sait que, comme chef des centristes, Bayrou est incontournable pour Chirac. Mais il devine aussi que, comme balladurien, il peut être puni. Giscard prévient donc immédiatement Chirac : « Vous n'allez tout de même pas offrir le Quai d'Orsay à Bayrou ? Il mangera de la plus élémentaire nation de diplomatie ». Et comme Chirac paraît hésiter, l'ancien président insiste : « Celui-là n'aura aucun ministère régulier ». Deux jours plus tard, François Bayrou voit proposer l'éducation nationale, qu'il occupait déjà dans le gouvernement Balladur. Rue Bénouville,

Valéry Giscard d'Estaing a appris la nouvelle avec un petit rire. Il venge.

« Madelin ? Ce type est incontrôlable. Il faut le virer »
Alain Juppé, août 1995

AVANT même la constitution du gouvernement, Alain Juppé agace Alain Juppé. Passe à l'attaque qu'il lui balance au visage : « Il fut un temps où nous n'étions pas nombreux autour de Jacques. Et toi, voyageais... » Mais les provocations se multiplient.

Le 22 août 1995, le déjeuner entre les deux Alain est vinaigre. Madelin a préparé un argumentaire choc sur la réforme fiscale. Alain Juppé lui explique qu'il n'a rien à la rentrée une large concertation. Mais le ministre de l'économie a le sentiment d'avoir déjà beaucoup cédé. Sur le contrat initiative-emploi, sur la hausse du SMIC, sur la baisse des charges sociales, il a déjà été trois fois désavoué. Le surlendemain, invité d'Europe 1, il décide de tout débiter. Déclarations, sur les retraites, sur les « cumulards » du RMI et des aides sociales, déchaînent un ouragan syndical et politique.

De Bordeaux, Alain Juppé, furieux, appelle le ministre. « Si tu veux le divorce, divorce », s'entend-il répondre. « Ce type est incontrôlable. Il faut le virer », lance le premier ministre au secrétaire général Dominique Villepin. Celui-ci acquiesce : « Avec lui, on pourrait facilement nous taxer

leur terrain électoral, députés de droite reviennent inquiets. Leur foi dans le premier ministre vacille. « Sois moins dur à l'égard de la droite », le supplie le député (RPR) de la Haute-Savoie, Pierre Mazeaud.

La solidarité gouvernementale fissure. La solidarité tout court aussi. Dans sa ville d'Épinal, le 11 décembre, Philippe Séguin accepte l'invitation des cheminots grévistes. « Tous les fonctionnaires ne sont pas des nantis. Vous êtes des citoyens qui font partie de leur droit constitutionnel et qui, à ce titre, méritent le respect et l'écoute », leur dit-il, en se démarquant nettement du premier ministre. Edouard Balladur lui aussi se réserve, rappelant les « dialogues » pour « dissiper les inquiétudes ».

Lorsque, le 12 décembre, le cap fatidique des deux ministères manifestants est dépassé, Charles Pasqua commente : « On ne peut pas ce pays comme on dirige un conseil d'administration ». Philippe Séguin renchérit : « Le succès d'une politique dépend, pour une large part, du degré de compréhension, d'implication et d'adhésion des peuples ».

« Il faut remettre au pas cette majorité putschiste ! »
Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Élysée, printemps 1997

IL est vingt heures, lundi 21 avril. Dans un message radio-télévisé, Jacques Chirac annonce ce que plus personne n'ignore depuis quelques jours, la

« On n'a maintenant les corpulences un peu fortes en politique, paraît-il... »
Alain Juppé, mai 1997

LA campagne, c'est l'année de l'Élysée et de Matignon. Chaque matin, dans le pavillon de musique de l'hôtel Matignon, Dominique de Villepin, Claude Chirac et le secrétaire en communication du chef de l'État, Jacques Pilhan, rejoignent le directeur de cabinet d'Alain Juppé, Maurice Gouraud-Montagne. Les députés ? « Ils ont un organe plus développé que les autres, c'est le brailleur. Heureusement qu'ils n'ont aucun pouvoir ! ». Le secrétaire général de l'Élysée, les responsables politiques de l'UDF et du RPR ? Le tableau, vu du petit groupe de stratèges, n'est guère plus réjouissant. Ils ont la liste des absents, des couards, des traîtres. Il sont nombreux. Le ministre de l'éducation nationale, par exemple. « Bayrou ? disparu dans le triangle des Bermudes ! », s'exclame Dominique de Villepin.

Quant à Philippe Séguin, qui a fait savoir son hostilité à ces législatives anticipées, il montre discret. Il finit pourtant lui aussi à s'engager. « Je m'efforce de donner un sens à la dissolution », dit-il. Dans l'entourage de l'État, on s'extasie. « Je n'ai pas besoin de M. Séguin pour gagner cette élection. De toute façon, il est ingérable ! », lance Dominique de Villepin, avant de s'arrêter, quelques jours plus tard, du nouvel activisme du président de

l'Assemblée nationale. « Il s'est réveillé un jour en disant : Merde ! la droite va gagner et je n'y aurai rien ! ».

Restés soudés pendant ces deux premières années du gouvernement Juppé, Nicolas Sarkozy et Balladur font, pour leur part, rapidement des offres de vice. Sarkasmes à l'Élysée : « Pour l'instant, leur vitesse pour exister sert parfaitement leurs intérêts. » Même Valéry Giscard d'Estaing s'en mêle. Il parle mais méchant : « Il est très souhaitable, observe-t-il le 14 mai, qu'après les élections, la méthode de gouvernement soit différente. »

Le premier tour est alarmant. Dans les états-majors des partis au sein du gouvernement, on désigne les coupables : Alain Juppé, le groupe des stratèges de l'Élysée et Matignon, qui soutiennent envers et contre le secrétaire général de l'Élysée défend bec ongles : « Il y a une conjugaison tactique entre ceux qui sont dit : ça y est, c'est mon heure. On a ouvert la Pandore. La droite passe plus vite à déchirer qu'à déchirer. »

L'annonce, lundi 26 mai, du retrait d'Alain Juppé - « Pour réussir une nouvelle étape, il faut une équipe nouvelle, animée par un premier ministre » -

« La droite résiste, il va falloir l'achever »
Philippe Séguin parlant d'Alain Juppé, le 3 juin 1997

C mardi 11 juin 1997, Chirac a téléphoné à Alain Juppé pour l'inciter à tenir face à Philippe Séguin. Dans la débâcle de la dissolution, le dernier a déterminé à prendre le Chirac. Chirac a fait pour l'en empêcher. Mais Juppé est resté. « Je ne peux pas nommer Debré un secrétaire général du mouvement, les balladuriens en font un bel homme », plaide-t-il. Le président, en fait, il le fait souvent. Les relations difficiles, semblant ne pas comprendre. « Non, Alain, il n'y aura pas de problème. » « Écoutez, je suis déjà écorché vif », dit Juppé. Bientôt, il n'y a que mon squelette. » « Allons, bon. Je connais Philippe, il flanchera. Il n'ira pas jusqu'au bout », insiste Chirac. Au fil du fil, il n'entend qu'un soupir : « Il ne rend pas compte du rejet dont je fais l'objet. »

Ensemble, ils ont gouverné. Sur leurs affiches électorales, on ne parle que d'union. Les photos, le plus souvent les montrent souriants et amicaux. Chaque nouvelle épreuve révèle pourtant une droite minée par ses rivalités, figée dans ses vengeances. Cette détestation des hommes de droite entre eux, bien antérieure à l'élection présidentielle de 1995, les a menés plusieurs fois à la défaite. Album de famille



d'organiser le retour de la salle droite française.

« On gagnera en 1997, sauf bêtise majeure »
Jacques Chirac, novembre 1995

AH ! La belle majorité. Elle est là, debout, tendue vers lui, conquise. Alain Juppé esquisse un sourire et descend la tribune de l'hémicycle de l'Assemblée nationale, où il vient de présenter, mercredi 15 novembre 1995, son plan de réforme de la sécurité sociale. Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy, François Léotard, Philippe Séguin, ils sont là, admiratifs. Cela ne va pas durer. Neuf jours plus tard, la première grève générale paralyse le pays. Alain Juppé tient bon, il « droit dans les bottes », affirme-t-il. Le premier ministre sait qu'il a le soutien indéfectible du chef de l'État. À la veille de la manifestation, Jacques Chirac confie à l'un de ses interlocuteurs : « Eh bien ! Je m'en fous de ces groupes de pression. J'ai sept ans. On gagnera en 1998, sauf bêtise majeure. »

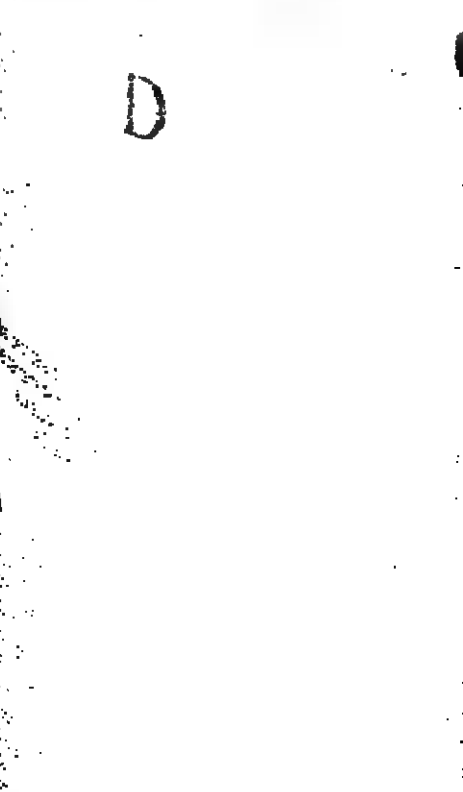
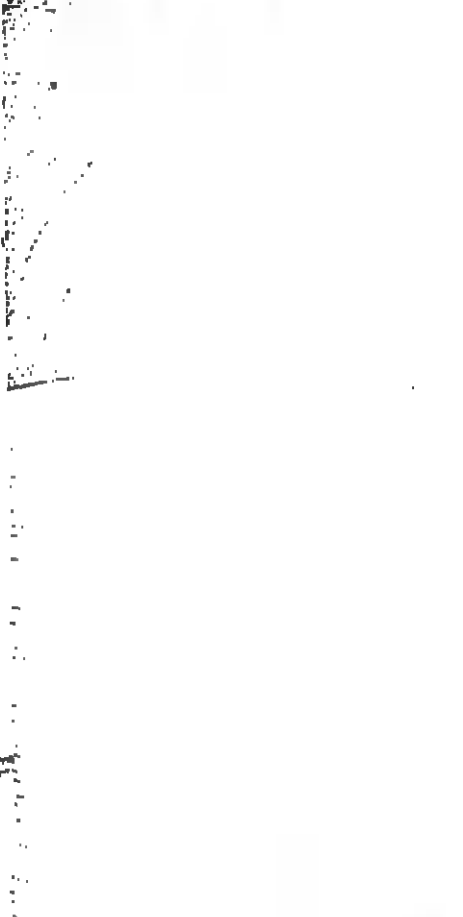
Le problème, c'est que le mouvement de grève rencontre peu la sympathie de l'opinion. De

dissolution de l'Assemblée nationale. « J'ai acquis la conviction qu'il faut redonner la parole à notre peuple, afin qu'il se prononce clairement sur l'ampleur et le rythme des changements à conduire pendant les cinq prochaines années. Pour aborder cette nouvelle étape, nous avons besoin d'une majorité ressourcée et disposant du temps nécessaire à l'action. Voilà pour les Français. »

En version moins officielle, dans le bureau du secrétaire général de l'Élysée, cela donne : « Il faut remettre au pas cette majorité putschiste ! » Dominique de Villepin ne s'en cache pas, au contraire : il a été l'un des premiers à défendre, devant le chef de l'État, le choix de la dissolution.

Cette majorité écrasante, issue des législatives de 1993, il ne la supporte plus. C'est à droite, cette maudite droite qui cesse de ressasser la frustration et le ressentiment de ses clans, distiller ses phrases vinaigrées au lieu de soutenir la politique du gouvernement, qui est l'origine de tous les soucis d'Alain Juppé. Les balladuriens, affirme-t-il, convaincus que la victoire de Jacques Chirac est « une imposture ». « Ils vivent dans l'attente de l'heure où l'histoire leur rendra leur place ! », dit-il.

« Ils vivent dans l'attente de l'heure où l'histoire leur rendra leur place ! », dit-il.



Ensemble, ils ont gouverné. Sur leurs affiches électorales, on ne parle que d'union. Les photos, le plus souvent les montrant souriants et amicaux. Chaque nouvelle épreuve révèle pourtant une droite minée par ses rivalités figées dans ses vengeances. Cette détestation des hommes de droite entre eux bien antérieure à l'élection présidentielle de 1995, les a menés à la défaite. Album de famille.



JEAN-FRANÇOIS CAMPOS/VI

Une semaine avant la victoire de Jacques Chirac, les dirigeants de la droite écoutent le discours du futur président. 29 avril 1995, Bagatelle.

Tout de même, à 18 heures, Alain Juppé annonce la nomination de Jean-Louis Debré au secrétariat général à l'égalité territoriale. Philippe Séguin est en fureur : « La droite résiste, il va falloir l'achever. » Jusque-là, il hésitait. Mais il ne supporte plus la façon humiliante qu'a Chirac de le repousser : « Si parole, on dirait qu'il a plus peur de moi que de Jospin. » Lorsque Sarkozy lui propose une alliance, il l'accepte sans sourcilier. Il n'y a pas grand-chose de commun entre l'antimastrichien et les socialistes proeuropéens. Sauf un objectif : renverser Alain Juppé et se répartir les dépouilles du RPR. Le président fait publier un communiqué assurant qu'il n'intervient « en aucun cas dans les affaires internes des formations ».

« Les pommades de la rue de Lille et l'étrangleur ottoman »

Amis des Amis de Jacques Chirac, juin 1997

L n'attendait pas tant de succès. Ce 25 juin, à dix jours des assises nationales du RPR qui devaient porter Philippe Séguin à la tête du RPR, des centaines de personnes ont répondu à l'invitation de Bernard Pons, président de l'Amis des Amis de Jacques Chirac. La grande salle du deuxième sous-sol de l'Assemblée nationale est comble. La « chiraquie » a besoin d'être à la fois vengée, rassurée et remobilisée. L'ancien ministre d'Alain Juppé, qui fait fi de la solidarité gouvernementale, ouvre le bal : « Beaucoup de chiraquistes ont toujours eu le sentiment que la victoire était confiée avant même que la défaite soit consommée. » Joseph Comiti, ministre du général de Gaulle, déclenche à son tour un tourbillon d'applaudissements en dénonçant « des courtisans qui, entourés, aveuglés, étouffés notre pauvre Jacques Chirac ». Sous les regards gênés de ses voisins de tribune, il s'en prend aux « pommades de la rue de Lille » aux « muets » conduits par l'étrangleur ottoman, Edouard Balladur, en Turquie, n'échappe à personne. Au milieu de la foule, l'ancien ministre de la ville, Eric Raoult, s'éponge le front. « Mais c'est enregistré, tout ça ? »

« Sarko, petit salaud »
Une pancarte militante, aux assises du RPR, le 6 juillet 1997

ALAIN JUPPÉ doit laisser les clés du RPR à son plus grand rival, Philippe Séguin, et autant dire qu'il affiche une mine des mauvais jours. Au Parc floral de Vincennes, où doit avoir lieu le passage du pouvoir lors d'un congrès du RPR, les supporters sont arrivés avec des pancartes : « Juppé, c'est la fidélité », « Juppé, c'est le courage », Jean-Louis Debré, jouant les bonnes âmes, est monté à la tribune pour conjurer les militants d'« écarter les rancœurs » et de « laisser de côté les rancuniers ».

Précision utile. Les « rancuniers », répartis ça et là, ont en effet brandi à leur tour des pancartes. On peut y lire des « Sarko, petit salaud », des « Sarko malade », des « Sarko dehors ». Mais le maire de Neuilly doit bientôt partager les huées. Jean Tiberi, qui apparaît dans un clip vantant les mérites des militants, est affligé. Puis c'est au tour d'Edouard Balladur, qui vient de faire son entrée, d'être insulté. L'après-midi, une fois élu nouveau président du RPR avec près de 80 % des voix, Philippe Séguin affirme avec force : « Nous devons être ensemble. Sinon, c'est ensemble que nous disparaîtrons. »

peine son nom est-il prononcé qu'une émotion énorme, enthousiaste, provocante, s'élève de la salle. Elle durera douze minutes. Debout, à la tribune, le président du RPR a compris. La garde chiraquienne échange des regards méprisants. Mission accomplie. Dans son sillage, à l'Elysée, où Jean-Louis Debré est venu lui relater la scène, Jacques Chirac ne se laisse pas. « Raconte-moi, raconte-moi encore ! »

« Je vieillerais personnellement ce que M. Toubon ne soit jamais maire de Paris »
Jean Tiberi, avril 1998



« Raconte-moi, raconte-moi encore », Jacques Chirac, janvier 1998

Dans la grande salle, ils ont tous été surpris. À midi, Jacques Toubon doit annoncer la nomination de son propre groupe. Trente élus de droite sont en rébellion contre le maire, Jean Tiberi. Avec les soixante-trois élus qui lui restent acquis, le dernier n'a plus la majorité dans sa municipalité. La veille, le maire ne pouvait aller plaider sa cause auprès de Jacques Chirac lui-même. Le président ne voulait pas croire à un putsch qui lui ôterait son successeur à Paris. « Tu me dis toujours que Toubon prépare quelque chose. Mais Jacques n'est pas du même genre que moi. Je ne considère pas comme une initiative », lui dit Jacques Chirac avant de convoquer le rebelle pour le lendemain matin lundi, à 9 heures. Le chef de l'Etat doit se rendre à l'évidence. L'ancien garde des sceaux est déterminé. « Je me mets en mouvement. Voici ma démission », annonce-t-il à l'Elysée. L'Hôtel de Ville est devenu une jungle sur laquelle même le président n'a plus

de prise. Jean Tiberi ne veut pas à vendre chèrement son siège. Deux jours plus tard, sur TF1, il menace d'annoncer son adversaire : « Je vieillerais personnellement ce que M. Toubon ne soit jamais maire de Paris. » Pour plus de sûreté, le maire rappelle au temps à autre que la déstabilisation politique pourrait avoir des conséquences judiciaires pour le président de la République. On veut le renverser ? Qui pourrait s'y intéresser ? Il précipite, lui, son épouse Xavière, chez le juge qui n'attend que son témoignage pour dévaler l'échec des affaires de la Ville de Paris ? Le

« Je vais me le payer ! »
Alain Juppé parlant de Philippe Séguin à Menton, octobre 1998

CELA fait déjà plus d'un an qu'il s'agit de son purgatoire : voit Philippe Séguin présider le RPR... à sa place. Un an qu'il en est exaspéré. La veille des journées parlementaires du groupe RPR à Menton, samedi

10 octobre, Alain Juppé a dit à Jean-Louis Debré : « Cette fois, je vais me le payer. » L'heure du déjeuner, puis le début du dîner, il s'entoure de journalistes et déballe sa rancœur contre son rival. « Moi, qui m'a toujours surpris, c'est la complaisance de Chirac vis-à-vis de Séguin », observe-t-il. « Vous l'imaginez premier ministre ? », demande-t-il, ingénument, imitant son adversaire les yeux au ciel, soupirant, mutique. Au président de la République, les journalistes paraissent sceptiques, il conclut : « Pourquoi êtes-vous toujours si indulgents avec Séguin ? Il nous fait peur ? »

« Madelin et Sarkozy ont manipulé Séguin par personnalités interposées. Et cette personne, c'est Chirac »

François Bayrou, janvier 1999

Dans le cadre de l'Amis des Amis de Jacques Chirac, Philippe Séguin a le problème à juste mesure : « Rhône-Alpes est aujourd'hui un problème national. » Rhône-Alpes, c'est le casse-tête de la droite par l'annulation, le 9 décembre, de l'élection à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes. En mars, grâce au Front national, l'UDF, qui revendique la région, a présenté Anne-Marie Comparini, adjointe de Raymond Barre à la mairie de Lyon, qui s'est opposée à l'alliance de Charles Millon avec l'extrême droite. Le RPR et Démocratie libérale refusent, eux, toute solution qui suppose un accord, au moins tacite, avec la gauche. Charles Millon ne confiant. Le jour de l'élection, prévoit-il, « nous les vaincrons », s'exprime-t-il dans la salle, il en est sûr.

Pour ce qui est des haines, il a vu juste. Trente-trois heures durant, du 7 au 9 janvier, le conseil régional divague dans un constant huius ob, à droite, volent les coups de poing, les coups de bas. À Paris, l'atmosphère n'est pas meilleure. En relation constante, Nicolas Sarkozy et Alain Madelin travaillent à un seul but : empêcher à tout prix la constitution d'un « un républicain ». L'un et l'autre craignent que Philippe Séguin, qui assure la liaison avec François Bayrou, devienne de cette ligne, et ne finisse par rejoindre Anne-Marie Comparini. « Tu fais ça, je me mets sur un plateau de collision », le menace Alain Madelin. Au plus fort de la bagarre, épuisé et souffrant, Philippe Séguin quitte la rue de Lille, se retire chez lui. Anne-Marie Comparini élue, le RPR se défait et l'opposition pantelante. Démocratie libérale accuse l'UDF d'avoir conclu « une alliance contre nature » avec la gauche.

Pour François Bayrou, le bilan vite fait : « Pendant la nuit, Sarkozy, Madelin, a pris le pou-

voir. Ils ont manipulé Séguin par personnalités interposées. C'est Chirac. »

« François, ton estime, ta considération, tu peux te les garder ! »
Philippe Séguin, 19 janvier 1999

La brèche Rhône-Alpes n'a pas dix jours, et déjà des auteurs. François Bayrou, Alain Madelin, Nicolas Sarkozy et Philippe Séguin se disputent cependant, ce mardi 19 janvier, à la table de Jacques Chirac, à l'Elysée. Au programme : la préparation des élections européennes. François Bayrou se tourne vers Philippe Séguin. Malgré l'estime et la considération qu'il lui porte personnellement, le passé antimastrichien de Philippe Séguin résonne à l'UDF, dit-il. « Ton maître et ta considération, tu peux te les garder ! », fulmine le président du RPR. Jacques Chirac veut trancher : « Philippe n'est pas négociable », oppose-t-il à François Bayrou.

Devant les convives interdits, le président de l'UDF ne renonce pas. Dans ce cas, rétorque-t-il, les socialistes décideront d'avoir leur propre liste. Il a fini d'expliquer et le dit : 1976, lorsque Jacques Chirac est parti contre Michel d'Ornano, le président de la République de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, à l'assaut de Paris : 1979, lorsque le même a battu une RPR contre celle du parti du président UDF. « Pourquoi l'UDF ne pourrait-elle faire autant ? », lance-t-il au visage d'un Chirac estomaqué. Dans l'après-midi, l'UDF passe une importante commande de papier dont ne fait pas état le prospectus.

« Ils m'ont élu. C'est sans doute le témoignage de la forte affection qu'ils me portent... »
Nicolas Sarkozy, vendredi 23 avril

SAMEDI 24 avril, la « famille gaulliste », comme ils disent, se réunit pour « vérifier son unité » après le départ de Philippe Séguin. Alain Juppé, Jean-Louis Debré, Edouard Balladur, François Fillon et quelque trente membres du bureau politique ont élu, trois jours avant, Nicolas Sarkozy à la tête d'un mouvement déchiré. Au siège du RPR, l'ancien porte-parole de la campagne d'Edouard Balladur savoure l'illusion de cette soudaine unité. « C'est sans doute le témoignage de la forte affection qu'ils me portent... » Depuis une semaine, le standard téléphonique de la rue de Lille fait patienter sur l'air de « Amicale-votre ».

Raphaëlle Bacqué, Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diard

سكنا من الأصل

Orthodoxie, la pesanteur et la grâce

par Olivier Clément et Michel Stavrou

DANS les Balkans, les nations qui émergent à la fin du Moyen Âge furent intégrées, pour cinq ou six siècles, à l'empire multinational musulman, l'Empire ottoman. Dans l'écrasement, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, de toute expression intellectuelle, c'est l'Église qui sauva la langue, les mœurs, la spécificité de chaque peuple chrétien. Selon la conception unitaire de l'islam, elle reçut délégation de l'occupant pour administrer ce « troupeau » (« *raïa* ») qui devait payer tribut et donner ses plus beaux fils pour qu'ils fussent définitivement musulmans.

La civilisation orthodoxe devint alors agromonastique, un « Orient » alors que Byzance avait été, et que la Russie allait devenir un « Orient-Occident ». Sacralisation extrême, ritualisme presque mégalomane, ce fut la fusion du religieux et de l'éthique, le premier devenant d'abord un signe quasi tribal d'appartenance.

La Serbie vécut d'une manière particulièrement tragique cet asservissement. Dans l'oppression, deux mythes se sont développés : celui du Kosovo et celui du roi Lazare, tué dans la bataille décisive, au Kosovo justement, que les chrétiens livrèrent contre les Turcs et perdirent. Société ouverte où coexistaient déjà Slaves et albanophones, où s'unissaient les influences byzantines et italiennes, le Kosovo était couvert d'un réseau, unique dans le monde chrétien, de grandes et de petites églises, de temples funéraires, de monastères, d'ermitages troglodytiques, devenant ainsi une « terre sainte ».

La catastrophe de la seconde guerre mondiale a marqué d'une manière indélébile la conscience serbe. La frontière entre les « deux Europes » fut tracée avec leur sang. Pour autant, les 300 000 Serbes (peut-être plus) massacrés par les occupants croates, la conversion forcée de 140 000 autres, le fait que le dictateur responsable ait été caché à Rome puis expédié en Amérique latine par certains milieux du Vatican relèveraient-ils d'une « manière d'être », d'un « état d'esprit » spécifiquement catholiques ? Nous ne nous risquerons pas à une telle analyse.

Avec l'écroulement du communisme, les responsables serbes (comme leurs homologues croates) jouèrent à fond, pour se maintenir au pouvoir, la carte du nationalisme et réveillèrent les vieux mythes : Slobodan Milosevic nouveau roi Lazare - c'est pourquoi il ne capitula pas - le Kosovo terre sacrée violée par l'envahisseur, le complot mondial

contre la Serbie. Se multiplièrent les « orthodoxes séides », souvent non baptisés. L'épiscopat, tout en s'éloignant de Milosevic, se divisa : quelques évêques sont ultranationalistes, mais la plupart, y compris le patriarche (« *Je ne veux d'une Grande Serbie, ni même d'une petite, si c'est au prix du crime* »), appellent au rétablissement de la démocratie et au respect des droits de l'homme.

Ces derniers mois, ces dernières semaines, l'évêque du Kosovo, Artème, a dénoncé la dérive du régime et demandé que tous puissent vivre en paix au Kosovo, dans la justice et le respect mutuel. Milosevic a refusé de le recevoir.

Maintenant, il nous faut parler un peu de théologie, puisque Julia Kristeva nous y invitait dans le point de vue publié par la page « Débats » du Monde (daté 18-19 avril). Elle tient que, pour les orthodoxes, l'Esprit procède du Père par le Fils (« *Per Filium* »), tandis que, pour les catholiques, ce sont le Père et le Fils (« *Filioque* »). Or si le *Filioque* a été

ajouté à la confession de foi orthodoxe, c'est à la fin du XVIII^e siècle, sous le règne de l'empereur russe Catherine II, qui a imposé l'union des Églises. Mais la question est de savoir si ce n'est pas une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

écartant toute définition nécessairement limitative. Mais c'est oublier l'autre versant, bien plus important, de cette approche : le Dieu inaccessible se révèle, se rend participable en s'incarnant, il devient représentable dans un visage d'homme, le visage du Christ. Un Dieu inaccessible ? La pensée orthodoxe contemporaine met l'accent sur l'humilité volontaire de ce Dieu qui, par respect de la liberté humaine, se laisse contester jusqu'à la croix.

Certes, les approximations de Julia Kristeva sont précieuses pour démasquer les déformations, les pesanteurs, voire les trahisons dont souffre l'orthodoxie. Oui, le nationalisme est une idole qui veut des sacrifices humains. Et sans doute, depuis deux siècles, les peuples orthodoxes - parmi d'autres - ont été tentés par cette forme insidieuse de sécularisation. Oui, la pensée orthodoxe s'est trop souvent, depuis le siècle dernier, éloignée de la théologie et la philosophie

occidentales. Elle n'a cessé de dénoncer l'individualisme occidental et a tenté d'établir une différence radicale entre la personne et l'individu, soulignant que la personne n'existe qu'en communion. Il est clair qu'il est indispensable une rencontre des recherches occidentales, rencontre déjà ébauchée entre autres par un Nicolas Berdiaev lorsqu'il a écrit le sens profondément religieux « *Acte créateur* ». Ainsi, l'individualisme constitue une « *éclipse* » dans la vie de la personne, nous pourrions dire : « *éclipse* » du *christos* en la personne humaine.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'appel au dialogue sur lequel Julia Kristeva insiste. Mais la condition fondamentale du dialogue n'est-elle pas le respect de l'autre, et non sa disqualification ?

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

En fait, la question est de savoir si la confession de foi orthodoxe est une confession de foi, ou si elle est une confession de foi, mais avec une déformation de la doctrine orthodoxe, qui est restée fidèle à la confession de foi primitive.

La roue de l'Histoire

par Allain Glykos

TU d'avoir quarante-trois ans. Bon anniversaire, papa. Tu es né le 16 avril 1915, en Asie Mineure. Avec le temps, nous sommes accommodés de cette date. Dans la réalité, nul ne sait vraiment quand tu as vu le jour. Parce qu'il y a eu la « *grande catastrophe* », comme disent les Grecs. En 1922, les Turcs vous ont chassés de cet endroit où vous viviez depuis des siècles. Un million cinq cent mille Grecs ont dû quitter précipitamment leur terre.

Toi-même, tu es né à Vourla - Uria aujourd'hui en turc -, l'ancienne Clasmène où est né l'un des pères de la philosophie grecque, Anaxagore. Pas loin de Milet, où naquit et vécut Thalès, le premier des Sages, la patrie d'Homère. Et pourtant, les Turcs vous ont chassés, en vous traitant de sales chrétiens, en vous disant que cette terre n'était pas votre terre. Bien sûr, rien n'était simple. Vous aviez été les alliés des Français et des Anglais durant la guerre de 1914-1918. Mais Kemal voulait redonner la fierté à son peuple en lui faisant miroiter les rêves de « *Grande Turquie* ».

Souvent, tu m'as raconté l'exode. Ils ont séparé les hommes et les femmes, ne vous ont donné que quelques minutes pour faire vos valises. Vous marchiez en colonnes sur les routes, jonchées de cadavres, qui conduisaient à la mer. Quand tu es embarqué, avec ton grand-père, ton père, ton oncle, comment déjà mort, mais nul ne comment et nul ne sait ce qu'ils ont fait de son corps.

Dans la pagaille, parce que c'était une grande pagaille, ta mère et tes frères ont pris un autre bateau. Tu ne les as revus que six mois après, en Grèce. Au traité de Lausanne, on décida d'échanger les populations. Les Turcs de Grèce furent déplacés en Turquie, tandis qu'on libéra les soldats grecs faits prisonniers. L'un de tes frères fut du voyage.

Voilà ce que tu m'as si souvent raconté. Et qui est étrange, c'est que j'ai l'impression d'avoir des souvenirs d'aujourd'hui. Je me demande à quel point, chaque jour, devant ta télévision. Depuis longtemps, tu es naturalisé Français, mais tu n'as pas oublié ta langue, ton histoire, ta religion. Tu gardes avec toi le souvenir de ces moments terribles. Souvent, tu dis que l'on ne peut jamais effacer des souvenirs comme celles-ci. On vit avec. Je me demande à quel point tu penses en voyant les réfugiés du Kosovo. Les réfugiés te ressemblent, les femmes ressemblent à ta mère, à ta grand-mère, les hommes ressemblent à tes frères, à tes oncles, à ton père.

Je sais que souvent tu pleures. Tu dis que tu as vécu la même chose, que le petit gosse sur l'écran, ça pourrait être toi. Et puis, tu dis aussi que la roue de l'Histoire tourne ; hier, les musulmans chassaient et massacraient les chrétiens, aujourd'hui les chrétiens chassent et massacraient les musulmans. Tu dis qu'on n'en finira jamais. Les victimes d'hier sont les bourreaux d'aujourd'hui, et ainsi de suite. Ça n'en finira jamais. Tu dis que la folle des hommes est plus forte que tout.

Mais ton cœur a quelques problèmes de cohabitation avec la rationalité. Tu ne peux pas supporter qu'on laisse ces gens aux mains de leurs bourreaux. Tu évoques à leur égard l'indifférence, l'immobilisme des Anglais et des Français en 1922. Ils étaient les alliés des Grecs et ils ne sont pas intervenus pour vous défendre. Juste un geste de main humanitaire (un des premiers de l'histoire) pour vous aider à embarquer sur leurs bateaux qui mouillaient en large des côtes turques. Alors, aujourd'hui, comment pourrais-tu reprocher aux Occidentaux de vouloir empêcher un massacre ?

En même temps, tu te demandes pourquoi ils ne sont pas intervenus en Asie Mineure, à Chypre et pourquoi ils ne font rien pour les Kurdes. Tu es posé beaucoup de questions. Tu comprends pas bien pourquoi l'Europe a besoin des Américains, pourquoi les Américains dépensent tant d'argent pour sauver quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes. Qu'est-ce qu'ils cherchent au Kosovo ? S'ils n'y ont pas d'intérêt, s'ils le font vraiment par souci de justice et d'humanité, alors c'est que quelque chose est en train de changer sur cette terre. Mais tu fais une

monne qui laisse à penser que tu n'y crois pas trop.

Tu te poses d'autres questions encore, et tu pleures en regardant les camps de réfugiés, les colonnes bébêtes. Tu ne peux pas t'empêcher de dire tout à la fois que Slobodan Milosevic est un dictateur, mais que les Serbes, comme tous les orthodoxes, ont beaucoup souffert. Tu ne peux pas t'empêcher de dire que, dans cette région de l'Europe, il y a des vieilles rancunes, des peurs ancestrales que les Grecs ne soient jamais disparus. Et puis tu dis, en voyant l'enfant albanais, qu'on ne peut pas les laisser crever comme des chiens.

Tu dis tout en même temps et je pense à toi. Je pense à mon grand-père qui n'a pas eu de tombe. Je pense à toi qui disais les Turcs autrefois et que répètent les Serbes aujourd'hui : « *Cette terre n'est pas la vôtre* ». Et il me revient une phrase de Victor Hugo écrite un exil : « *Etranger ! Que signifie un mot ? Quoi, sur ce rocher, j'ai moins de droits que dans ce champ ? Quoi, j'ai passé ce fleuve, un sentier, une barrière, une ligne bleue ou rouge visible seulement sur vos cartes, et les arbres, les fleurs, le soleil ne me connaissent plus ?* » Quelle idée de prendre une terre qui n'est pas la tienne ? L'autre ! Vous dites : « *Nous sommes chez nous et vous n'êtes pas chez vous* ». Oh ? Ici ? Vous avez qu'à creuser une fosse, et vous verrez que la terre m'y appartient. Mais bien que vous.

Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et la vengeance

Elle me rappelle l'histoire, que tu me racontais quand j'étais petit, des deux âmes attachées à un piquet et qui, pendant que leurs maîtres buvaient un coup à la taverne, se battaient pour occuper un peu plus de place que l'autre. En sortant de la taverne, le plus vieux des deux hommes, dit au plus jeune : « *Garde ces deux âmes attachées qui se battent pour un bout de terre qui ne leur appartient pas* ». Et tu ajoutais : « *Tant qu'il y aura deux hommes qui se battent pour un bout de terre qui ne leur appartient pas, il y aura de l'oubli et de la vengeance* ».

On ne cesse de répéter que les peuples qui ignorent leur passé sont condamnés à le revivre. Mais n'est-ce pas au nom de leur passé que Serbes, Croates, Albanais continuent à se déchirer ? Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et la vengeance.

Allain Glykos maître de conférences à l'université Bordeaux-I et écrivain.

Querelles « byzantines » et rivalités politiques

par Odon Vallet

Le conflit du Kosovo est-il une guerre de religions ? On le présente parfois comme une rivalité entre chrétiens et musulmans. Cette opposition est doublement fautive. D'abord, les musulmans du Kosovo d'origine slave ne parlent pas la langue serbe mais la langue albanaise. Ensuite, le terme « orthodoxe » est une hérésie de langage et non une vérité. Une guerre qui se joue au milieu du XIX^e siècle, la guerre de Crimée et du déclin de l'Empire ottoman, lorsque la France de Napoléon III protégeait les chrétiens unis (« *uniates* ») à l'évêque de Rome, tandis que la Russie de Nicolas I^{er} jouait le rôle de médiateur auprès des chrétiens orthodoxes à Constantinople : le pape voulait voir reconnaître par le patriarche de Constantinople le droit de l'Église catholique à l'épiscopat.

Mais si l'orthodoxie est, fondamentalement, une doctrine d'union, fait-il qualifier d'hérétiques les catholiques et les protestants ? Dans l'histoire primitive, on appelait « *ambassadeurs de l'orthodoxie* » les théologiens occidentaux, comme le pape Clément I^{er} ou Irénée, évêque de Lyon. Considérer l'intervention occidentale au Kosovo comme un lointain héritage du conflit entre orthodoxes et catholiques n'aurait donc pas de sens, d'autant que les « orthodoxes » affirment leur catholicité, c'est-à-dire l'universalité de leur foi, issue des premiers conciles œcuméniques.

Les querelles « byzantines » des

théologiens d'Orient et d'Occident traduisaient souvent des rivalités politiques ou des incompréhensions linguistiques. Ainsi en est-il du *Filioque*, au cœur duquel l'Église de Rome, la langue latine, affirme que l'Esprit procède du Père et du Fils, tandis que les Églises d'Orient, de langue grecque, disent que l'Esprit procède du Père par le Fils. Mais la préposition *per* (par) ne traduit pas *propter* (à cause de), ni nul n'aurait songé à couper l'Église en deux pour ce problème sémantique si les ambitions stratégiques n'avaient influencé les nuances doctrinales.

Surtout, le *Filioque* fut proposé au pape Léon III (et refusé par lui-même) par l'empereur Charlemagne, qui se méfiait des Byzantins dont l'impératrice Irène, avait pourtant voulu l'épouser. Si celle-ci n'avait pas été renversée par un coup d'État militaire, chrétiens d'Orient et d'Occident n'auraient peut-être encore le même *Credo*. Hélas, la *schisme* byzantine fut imposée, en 1054, au pape Boniface VIII par l'empereur germanique Henri II qui la voulait absolument pour sa messe couronnaient.

L'amalgame des haines l'empêche sur le Kosovo, la foi, et les frontières nationales comptent plus que les coupures dogmatiques. La seconde guerre balkanique (juin-août 1913) opposa les Serbes et les Grecs orthodoxes à leurs coreligionnaires bulgares. Ceux-ci s'allièrent, en 1915, à la très catholique Autriche pour

contrer les Serbes. Il se cristallisa ethnique n'est guère plus pertinent que le théologique, puisque Roumains, orthodoxes de langue latine, furent d'abord neutres à l'égard des Bulgares, la même religion mais de langue slave, avant de leur déclarer la guerre tout en s'alliant aux Serbes, orthodoxes slaves, et aux Grecs, orthodoxes non slaves. Puis ils constituèrent, en 1921, sous le patronage de la France, une « *petite entente* » avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, deux pays aux populations très mélangées.

Entre-temps, en France, catholiques et laïques avaient fait l'« *union sacrée* » s'alliant avec les protestants britanniques et les communistes russes, tandis que l'Allemagne, la majorité protestante, combattait aux côtés de l'Autriche catholique. Quand l'Évangile du dimanche 1^{er} avril 1914 proclamait « *les ennemis s'environneront de tranchées* » (Luc 19, 43), les tranchées s'environnèrent de tranchées dans la foi. C'est ainsi que la guerre.

Pour compliquer encore le tableau, de nombreux pays d'Europe de l'Est - Ukraine, Grèce, Albanie, Roumanie et Bulgarie - possèdent des Églises uniates, c'est-à-dire catholiques de rite orthodoxe. Rome mais spirituellement proches de l'« *orthodoxie* ». Cette particularité est largement liée aux problèmes stratégiques, les uniates ayant, à travers leur fidélité à Rome, recherché une protection des puissances d'Europe de l'Ouest. Les catholiques albanais, demeurés

sans relation avec le Vatican depuis 1945, ont renoué avec lui en 1993 lorsque la chute du communisme et les tensions dans l'ex-Yougoslavie rendirent à la fois possible et utile un ancrage spirituel « *uniat* ».

Un dernier argument à manier avec précaution, celui de l'autocéphalie des certaines Églises « *orthodoxes* » dont les patriarches se considèrent eux-mêmes chefs de nations, au risque de remettre le nationalisme. C'est pour éviter ce danger que, en 1923, à la suite du traité de Lausanne, l'archevêque de Constantinople renonça au titre d'« *ethnarque* » (« *chef de la nation* ») au profit de celui, plus spirituel, de patriarche.

Aux Églises autocéphales correspondent les Églises protestantes nationales, qui sont nées au plus ni moins efficaces contre la guerre que l'Église de Rome à vocation planétaire : quand le pape Benoît XV voulut, en 1917, instaurer une paix entre les belligérants, notamment entre la France et l'Autriche, légataire du Saint Empire romain germanique, il ne rencontra guère d'opposition des catholiques français ni autrichiens. Léon Bloy le traita même de « *filioque* ». Si la religion peut être utilisée à des fins politiques, elle n'a ni la force de séculariser la guerre ni le pouvoir de faire la paix.

Odon Vallet enseigne à l'université Paris-VII.

هكذا من الأصل

TARIFS BANCAIRES La Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), dans sa revue Budget et Droits d'avril-mai 1998, pour la deuxième an-

née consécutive, une enquête sur la comparaison des tarifs bancaires. Ceux-ci, établis sur un panier de services, varient fortement d'un établissement à l'autre, d'une région à

l'autre. ● LA POSTE (pour un coût annuel de 540 francs) et les Caisses d'épargne (750 francs) se classent en tête du palmarès. Viennent ensuite, selon les régions, le Crédit mutuel, les

Banques populaires, le Crédit coopératif, la Caisse agricole et la Société générale. ● LA BANQUE la moins chère de toute la France est le Crédit municipal de Toulon (486 francs par

an). Elle est suivie de deux caisses d'épargne, de Lorraine-Nord et de Franche-Comté, avec 490 francs. ● LA RÉGION la moins chère est le Nord-Pas-de-Calais (775 francs par an).

La Poste et les Caisses d'épargne en tête des banques les moins chères

Selon une enquête de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), les tarifs pratiqués sur les services bancaires varient considérablement d'un établissement à l'autre. De quoi alimenter le débat, déjà vif, entre banquiers et clients

DIFFICILE de choisir une banque et de s'y inscrire dans la jungle des tarifs bancaires. L'enquête que le débat sur la tarification des services bancaires fait paraître dans la revue Budget et Droits (Le Monde du 12 avril), les différences de tarifs pratiqués par les banques françaises sont considérables, d'un établissement à l'autre et d'une région à l'autre.

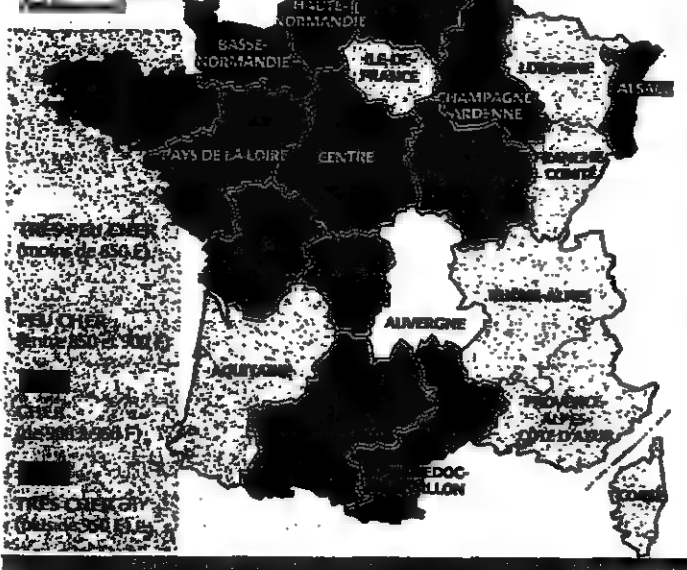
Tel est l'un des enseignements de l'enquête publiée, dans son numéro d'avril-mai 1998, par Budget et Droits, la revue de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV). L'association de consommateurs a, pour la deuxième année consécutive, passé en revue les tarifs des 144 banques. Les écarts de prix vont souvent du simple au triple d'une région à l'autre, ce qui promet un véritable casse-tête lors de l'ouverture du compte bancaire. L'étude révèle ainsi que les services d'une banque à un consommateur, une information qui n'est jamais mentionnée clairement.

Premier enseignement, qui n'est pas une grande surprise, la Poste et les Caisses d'épargne arrivent en tête du palmarès, avec des tarifs les moins chers, un coût annuel moyen pour le client de 490 francs, sur toute la France.

La Poste arrive en tête dans quinze régions, avec un coût annuel de 540 francs, comme en 1996. Avec 17 000 guichets, l'établissement public est présent partout, même dans les petites villes. « Il faut relativiser cette performance », tempère un profes-

Des disparités entre établissements et entre régions

(pour chaque région, il s'agit de la moyenne des coûts annuels des banques les moins chères. Ce calcul ne tient pas compte des parts de marché de chaque établissement).



Pour mener cette enquête, publiée auprès de 160 établissements, la CLCV a établi le profil d'un consommateur fictif. Il effectue 200 opérations par an en chèques, virements, etc. Il utilise deux chèques par an, possède une carte de paiement internationale, et effectue des opérations exceptionnelles comme l'opposition (une fois tous les dix ans). Il a également un abonnement à des services de banque à distance. Ce client fictif bénéficie d'une assistance de découvert qui varie selon les banques. Les banques ne prennent pas en compte les crédits ou paiements.

Des anomalies

La CLCV pointe plusieurs anomalies dans les pratiques des banques.

- Les découverts : les banques appliquent des commissions appelées, dans leur jargon, « d'ouverture », « d'entretien », « d'usage », qui peuvent être également pratiquées en cas d'opposition de signature d'un chèque.
- Les frais de clôture de compte : « Il serait anormal de

pénaliser un consommateur, de le dissuader lorsqu'il veut changer de banque », confie-t-on à la CLCV, alors que la liberté des tarifs est appliquée par les banques.

● Les dates de valeur : elles sont pratiquées par certaines banques. Les associations de consommateurs ont toujours réclamé leur suppression.

● Des débits non détaillés que rarement les modalités de facturation, en indiquant simplement « nous consulter ».

Enfin, les banques sont parfois très longues. L'attente au guichet est la principale cause de mécontentement de ses clients. Simple coïncidence, La Poste, soucieuse d'améliorer son image et l'année dernière, a annoncé, jeudi 22 avril, une série de mesures, notamment la réduction de l'attente à 5 minutes maximum - à l'horizon 2003 - et la réduction des horaires selon les bureaux.

MANQUE DE TRANSPARENCE

L'Eureuil (4 333 guichets) se classe derrière La Poste, avec un coût annuel de 750 francs. Viennent ensuite, selon les régions, le Crédit mutuel, les Banques populaires et le Crédit coopératif. La Société générale se classe généralement plus haut. En revanche, elle est classée dans les cinq premières, « les caisses de Crédit agricole ont, dans l'ensemble, perdu des places par rapport à 1996 », explique Budget et Droits. Explication : elles ont souvent recours à une commission spéciale, appelée « compte service », qui permet les découverts et des assurances pour couvrir la perte en cas de vol des moyens de paiement, mais à un coût à la facture. D'autre enseignement, au-delà de ces écarts de prix, l'étude montre que les banques « ne font pas toujours preuve d'une grande transparence dans ce domaine », souligne la CLCV. « Les banques ne font pas toujours les gros efforts pour rendre leurs tarifs plus lisibles », reconnaît Olivier Eon, l'un des auteurs de l'étude. Il reste difficile de comparer les tarifs d'une banque à l'autre. Ainsi trois quarts des banques pratiquent des offres « packagées », qui proposent des services groupés (cartes, assurance des moyens de paiement, autorisations de découvert...). « Nous n'avons vu que rarement des comptes produits packagés puis-

qu'ils ne font pas baisser les prix à la plupart des clients », explique Olivier Eon. En plus, « ces packages deviennent, dans certains cas, une vente forcée », craint un expert.

Ce manque de transparence est l'un des points de conflit majeurs entre les banquiers et les consommateurs : les clients reprochent aux premiers de pratiquer des règles « pas clairement définies et

perconsommation de chèques », souligne la CLCV. Les chèques aujourd'hui le premier moyen de paiement, représentant plus de 80 % des transactions scripturales, mais restent le moyen de paiement le plus coûteux.

Les banques françaises se rattrapent sur d'autres produits comme les cartes ou d'autres tarifs. Ce qui pousse la CLCV et nombre d'autres associations à

Des variations importantes

Au sein d'une même région, « les tarifs peuvent varier de manière très importante d'un établissement à un autre », indique le magazine Budget et Droits. La banque la moins chère en France est le Crédit municipal de Toulon (486 francs par an). Elle est suivie de deux caisses d'épargne, de Lorraine-Nord et de Franche-Comté, avec 490 francs.

L'extrême du palmarès des régions va du Nord-Pas-de-Calais (775 francs par an), la région la moins chère, aux Pays de la Loire (980 francs), l'Île-de-France n'étant pas trop mal placée (834 francs). Mais c'est surtout au sein d'une même région que les différences de tarifs sont les plus importantes. En Limousin, un client peut payer de 538 francs à 2 540 francs par an selon la banque ; en région PACA, de 345 à 2 461 francs. Deux régions pratiquent des tarifs plus homogènes : la Franche-Comté (entre 494 francs et 1 384 francs), et la Provence (entre 538 francs et 1 365 francs).

peu compréhensibles. Certains établissements financiers, par exemple, « ne se privent pas de facturer chaque chèque émis », déplore la CLCV. Elle remet en cause le sacro-saint principe de gratuité du chèque. C'est l'un des enjeux des discussions présidées par Henri Jolivet, président du comité des usagers du Conseil national du crédit : remettre à plat les tarifs et faire cesser l'exception française du « ni-ni », ni tarification du chèque ni remboursement des dépôts.

C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les banques « ont développé une politique tarifaire peu rigoureuse, limitant le compenser globalement le manque à gagner causé par les habitudes nationales d'hy-

perconsommation de chèques », souligne la CLCV. Les chèques aujourd'hui le premier moyen de paiement, représentant plus de 80 % des transactions scripturales, mais restent le moyen de paiement le plus coûteux.

Certes, les banques ont fait de nombreuses améliorations, mais les efforts nécessaires pour rendre leurs tarifs plus lisibles restent énormes. En attendant, elles ont dans les cartons des projets de produits tout prêts sur la rémunération des dépôts. Aucune n'a encore osé franchir le pas. Les pressions des pouvoirs publics sont grandes pour ouvrir à un dialogue.

Émile Saint

Le cartel du caoutchouc est condamné pour son inefficacité

UNE DERNIÈRE tentative a été faite, vendredi 23 avril, à Kuala Lumpur. Mais elle s'est terminée à l'échec : l'Organisation internationale du caoutchouc (OICR), l'organisation internationale des producteurs de caoutchouc, n'a pas pu empêcher la baisse des cours.

Malgré une proposition de revoir les prix de référence et les systèmes d'intervention sur le marché, la Thaïlande et la Malaisie, les deux premiers producteurs mondiaux, ont confirmé leur intention de quitter l'organisation. C'est le cartel du caoutchouc, dernière institution, l'OPIC, à tenter de maîtriser le cours d'une matière première, sera mort.

Pour la Thaïlande et la Malaisie, l'OPIC est déjà une organisation viciée de sens : elle n'a pu empêcher l'effondrement des cours du caoutchouc. Depuis deux ans, le caoutchouc vit la même tourmente que les autres matières premières. Avec la crise asiatique, la consommation a augmenté de 2 % l'an dernier, tandis que la production, à la suite de récoltes record, a progressé de 6 %. Ce déséquilibre s'est traduit dans les prix. Alors qu'avant la crise, le caoutchouc coûtait autour de 1,05 dollar le kilo, il atteint le 0,6 dollar aujourd'hui, son plus bas niveau depuis trente ans. L'OPIC n'avait pas les moyens suffisants pour s'opposer à cette chute sans précédent des prix.

Créée en 1980, l'OPIC regroupait les principaux pays producteurs de caoutchouc : Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Côte d'Ivoire, Nigeria et Sri Lanka - et les consommateurs - États-Unis, Japon, Europe, Chine. Son but est de garantir une stabilité des prix dans l'intérêt des deux par-

ties. Chaque pays membre doit contribuer à alimenter un fonds d'intervention, qui permet à l'organisation d'acheter ou de vendre sur le marché, de réguler les cours.

« Je ne vois pas de différence entre acheter nous-mêmes du caoutchouc et donner de l'argent à l'OPIC pour acheter à notre place du caoutchouc », explique désormais le ministre de l'Agriculture thaïlandais, Nont Chidchob. La Thaïlande a refusé de rejoindre les cotisations, jugeant le système inefficace. Aucun des autres pays producteurs n'a répondu, le mois dernier, à l'appel de fonds de l'OPIC pour pouvoir intervenir sur le marché.

DES STOCKS IMPORTANTS

Les pays consommateurs posent beaucoup de questions sur la pertinence de l'OPIC. Ce cartel, qui espère que les dernières propositions de réforme, qui permettraient notamment une hausse de 10 % des prix payés aux producteurs, pourraient améliorer le fonctionnement. « Sans la Thaïlande et la Malaisie, l'OPIC ne pourra pas marcher », dit un analyste.

La dissolution de l'OPIC pourrait, cependant, se traduire par de nouvelles instabilités sur le marché. L'organisation compte de nombreux membres. Leur départ pourrait avoir plus d'impact que prévu. Au-delà, producteurs et consommateurs s'attendent à vivre désormais, comme pour les autres matières premières, sous l'emprise des marchés et de coups de plus en plus brutaux.

Martine Orange

IBM filialise avec Siemens son usine de Corbeil

1 155 emplois sont supprimés et les cadres partent dès 49 ans

SEUL SITE européen d'IBM pour la production de composants électroniques, l'usine de Corbeil-Essonnes va faire l'objet d'un plan « destiné à assurer son maintien et son développement futur », selon un communiqué publié vendredi 23 avril. Ce projet, présenté le 23 avril, est le résultat d'un accord central d'entreprise (CCE), prévoit la suppression de 1 155 emplois, dont 265 de cadres, sur un effectif total de plus de 3 000. Ces départs sont prévus à l'horizon 2000.

« Sans licenciement », affirme Bernard Dufau, le PDG d'IBM-France. Pour l'instant, le dispositif, la division a provisionné 1,2 milliard de francs, en particulier à cause des mesures d'âge.

« Le volet du plan, l'usine de Corbeil sera reprise par une filiale qui créera, d'ici l'été, IBM-France et Infineon Technologies », annonce Bernard Dufau. Le groupe allemand Siemens, qui y a logé sa branche micro-électronique. Les deux partenaires, qui détendent chacun 50 % de la nouvelle société, veulent réorienter la production de l'usine vers des produits à forte valeur ajoutée et prévoient d'y investir 3 milliards de francs « pour assurer cette transition ».

Pour la division du groupe, qui emploie 18 000 personnes en France, la logique de cette décision est indiscutable. C'est la « solution la plus favorable à la fois à l'entreprise et à la région », plaide M. Dufau, sachant que « la fermeture de la vente » du site figurait parmi les options à l'usine. La fabrication de composants électroniques, si elle reste stratégique pour IBM, ne constitue cependant pas son cœur d'activité. Or, cette industrie est

devenue une industrie sévère, notamment dans le domaine des mémoires, la spécialité de Corbeil.

La production est de type de composants basiques, destinés à la production en grande série d'ordinateurs personnels, mais désormais concurrencés dans toute région par l'Asie. « Quinze usines ont été fermées dans le monde ces trois dernières années », rappelle M. Dufau.

OPPOSITION SYNDICALE

Le parti d'IBM-France est en alerte. Ses cadres, de réorienter la production vers des produits plus sophistiqués, les circuits logiques, composants à mi-chemin entre les microprocesseurs et les microordinateurs. Ces circuits sont utilisés dans les téléphones mobiles, les jeux ou l'électronique automobile. Une spécialité où le groupe IBM-France, ST Microelectronics, et le groupe européen, à l'usine de Corbeil, sont en concurrence.

En attendant, le Siemens, IBM-France espère maintenant partager le coût des investissements à l'introduction de la nouvelle production, mais aussi élargir les marchés de l'usine. « Actuellement, 80 % de la production est destinée à l'IBM », souligne M. Dufau.

Les syndicats s'élèvent contre les suppressions d'emplois, en faisant valoir la forte rentabilité de l'usine, dont la maison-mère américaine a annoncé, le 21 avril, un résultat trimestriel record (+42 %).

Michel Perraud, du CCE (CFDT) du CCE, indique que les syndicats, « unis », vont défendre la réorientation d'un expert et qu'ils « exigent une véritable négociation du plan social, inacceptable tel qu'il est ».

Fabrice Lemaître et Anne-Marie Rocco

DÉPÊCHES

● ATR FRANCE : les négociations ont été interrompues, vendredi 23 avril, à la direction et syndicats. Le neuvième jour de la grève des personnels de l'Air France sur l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, qui désorganise le trafic aérien. Le mouvement a une nouvelle fois reconduit pour vingt-quatre heures. Un mouvement social affecté, dans une moindre mesure, l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

● CRÉDIT LYONNAIS : le Crédit agricole est officiellement entré dans la phase de la privatisation du Crédit lyonnais en annonçant, vendredi, son conseil d'administration avait l'unanimité le principe du dépôt d'une candidature au groupe d'actionnaires partenaires (GAP).

● SOCIÉTÉ GÉNÉRALE-PARIS : les deux banques ont annoncé, vendredi, après la clôture de la Bourse, qu'elles procéderaient, chacune, au versement d'un acompte sur dividende le 15 mai. Cette décision a été prise parce que, compte tenu de la situation complexe en cours (rien ne déterminant ne semble se dessiner rapidement dans l'offensive BNP sur SG-Paribas), les banques ne pouvaient pas quand elles pourraient réunir leurs conseils généraux.

● MERCEDES : le constructeur automobile allemand a inauguré, vendredi, à Bréil, sa première usine hors d'Allemagne. L'unité doit produire 100 000 modèles de Classe A. L'usine a une capacité totale de 170 000 unités.

● IRIDIUM : Edward Stano, directeur général d'Iridium, l'entreprise américaine de télécommunications qui a investi 5 milliards de dollars dans un réseau de téléphones par satellites, a démissionné vendredi. Ce réseau n'aurait que 27 000 abonnés alors qu'il lui en faut 500 000 pour être rentable.

سكنا من الأصل

La monnaie unique fléchit sous l'effet des prévisions du FMI

Le recul de l'euro s'est fait plus insistant cette semaine face au dollar. La devise américaine a profité de la publication des perspectives de croissance du FMI ainsi que de la correction du yen

Fragilisée par la poursuite de la guerre en Yougoslavie, l'euro a touché son plus bas niveau. La monnaie européenne a également pâti des prévisions de croissance formulées par le Fonds monétaire international (FMI), qui a revu à la baisse ses

chiffres pour l'Europe en 1999. Les anticipations du maintien en 1999 d'un fort écart entre les croissances américaine et européenne ont renforcé la position du dollar. Ce

lui-ci s'est apprécié au cours de la semaine face à l'euro et face au yen. La devise japonaise a subi l'effet des déclarations d'officiels nippons sur le danger de la force acquise récemment par le yen. Elle a également été pé-

nalisée par des perspectives moins optimistes de reprise de l'activité au Japon. Depuis plusieurs semaines, les investisseurs pariaient sur un redressement prochain de la situation dans l'Archipel.

LE PRÉSIDENT de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, ne croyait pas si bien dire lorsqu'il a indiqué, samedi 17 avril, qu'il ne voyait pas l'euro passer de la barre du dollar. L'euro n'a pas franchi cette limite au cours de la semaine, mais il en a dangereusement pris le chemin. Avant de terminer la semaine à 1,0637 dollar, il avait atteint son plus haut niveau depuis son lancement, en cours de séance, jeudi 22 avril, à 1,0564 dollar.

Les investisseurs ont ainsi tenté de diriger la devise européenne vers le seuil en considérant que, pour le président de la Bundesbank, il ne semblait pas aberrant, ni inquiétant de voir l'euro dépasser jusqu'à 1 dollar. La crise des Balkans qui se prolonge continue, de plus, à fragiliser la monnaie européenne. Les réactions positives au moindre espoir d'interruption du conflit. Ce fut ainsi le cas lorsque des rumeurs selon lesquelles Belgrade accepterait le principe d'une présence internationale au Kosovo ont surgi. Dans un entretien au Monde (daté 22 avril 1999), le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), Christian Noyer, qui considère que l'euro est une monnaie très solide et stable, reconnaît que le conflit du Kosovo est « un facteur qui peut avoir une influence » sur le cours de la mon-



Affecté par la poursuite du conflit dans les Balkans, la devise européenne n'a pas résisté aux prévisions pessimistes du FMI sur la croissance en Europe.

naie européenne. Comment, dans ces conditions, l'euro pouvait-il, au cours de la semaine écoulée, résister à des pressions supplémentaires ? Le rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI), mardi 20 avril, a ainsi vivement perturbé la devise européenne. Le FMI a de nouveau pointé du doigt l'écart entre les économies américaine et européenne, qui justifiait déjà, depuis

plusieurs mois, la faiblesse de l'euro et la hausse du dollar. En prévoyant un taux de croissance de 3,3 % en 1999 aux Etats-Unis, le FMI a ainsi indiqué que l'économie américaine restera une année encore la locomotive de l'économie mondiale.

Par opposition, le rapport signale que la croissance de la zone euro pourrait être « plus transitoire ». Le FMI s'attend à une progression de 2 % en 1999, soit inférieure de 0,4 % par rapport aux anticipations du décembre. Par comparaison, le chiffre de 2,2 % avancé par la Commission européenne paraît bien optimiste, ce que n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler, au début de semaine, Wim Duisenberg, président de la BCE. Le FMI a, en outre, évalué la croissance de l'Allemagne à 1,5 % et celle de l'Italie à 1,5 %. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a même affirmé, jeudi, que la crise du Kosovo avait entraîné une baisse de la consommation et que, sans franchise reprise au deuxième semestre, l'Italie ne pourrait enregistrer, cette année, une croissance aussi forte qu'en 1998.

Victime de la baisse du dollar, qui a poussé la devise européenne vers un premier plancher à 1,0577 dollar, mercredi, l'euro a connu un moment de répit, jeudi matin, la devise des

Etats-Unis du ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, affirmant au Wall Street Journal Europe qu'une nouvelle chute de la monnaie européenne face au dollar ne lui paraissait pas « souhaitable ». Ces commentaires n'ont cependant pas suffi pour soutenir durablement le dollar.

Les risques de la « dollarisation »

Si pour autant rejeter le principe d'une utilisation du dollar comme monnaie nationale, comme l'avait plusieurs fois évoqué l'Argentine, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Lawrence Summers, directeur adjoint au Trésor, ont prévenu les risques encourus par une dollarisation des économies émergentes. « Il est important d'être assuré que la dollarisation, comme nous l'analysons, n'est pas le moyen d'éviter de mener en œuvre les politiques qui mènent à la stabilité », a estimé Alan Greenspan. M. Summers a indiqué qu'une dollarisation « a des conséquences pour les Etats-Unis et nous espérons que ces pays en discutent avec nous à l'avance ».

L'utilisation du dollar américain dans les pays d'Amérique latine permettrait néanmoins de stabiliser les économies de l'hémisphère américain, et ainsi d'atténuer les tensions pour les intérêts américains des Etats-Unis.

Le billet de 100 dollars, qui passait de 1,06 dollar à 1,05 dollar, a profité de la baisse de l'euro. La monnaie unique devrait ainsi retrouver ses niveaux actuels, à 1,05 dollar, pour s'établir à 1,095 dollar à la fin juillet. L'espoir des opérateurs d'un retour de la croissance a l'origine de cette anticipation. Touati, économiste à la caisse

des Banques populaires, a ainsi sur une croissance en zone euro de 2,3 % par la restauration d'une activité plus soutenue en Allemagne et par un dynamisme de l'économie française. Le billet de 100 dollars face à l'euro mais également le yen. La devise japonaise a été affectée par les prévisions de croissance japonaises, comme ceux du vice-ministre des Finances chargé des affaires internationales, Shiro Sakakibara, « le Yen ». Celui-ci a indiqué qu'une appréciation du yen n'était pas souhaitable et que le Japon prendrait des mesures pour y remédier.

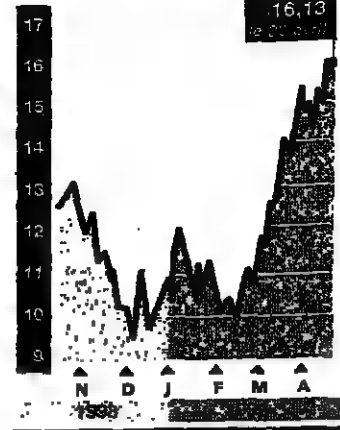
Ses prévisions ont précédé les mauvais chiffres du FMI (une contraction de 1,4 % de l'économie japonaise en 1999, non plus de 0,5 %), qui inquiètent les investisseurs : depuis plusieurs semaines, ceux-ci parlaient sur un redémarrage rapide de l'activité au Japon. Selon la presse japonaise, le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, a réagi à la récession, mais ces informations ont été démenties par plusieurs ministres.

Si les marchés internationaux occupent le devant de la scène, les obligations obligataires ont davantage réagi qu'à l'environnement macro-économique. Les rendements d'actions influencent les taux longs par les mouvements de capitaux vers les instruments qui attirent dans les titres à court terme de placements. Les rendements à 10 ans en France, qui évoluent à l'inverse du prix, sont ainsi passés d'une semaine de 3,99 % à 3,94 %.

Les télécommunications, le rapprochement annoncé de Telecom Italia et de Deutsche Telekom a pesé sur l'action France Télécom, passée à 80,9 euros à 76,15 euros en une semaine. Elle s'est toutefois reprise vendredi (+2,69 %) à la suite de rumeurs sur un rapprochement avec le groupe britannique Cable & Wireless. Le même jour aux Etats-Unis, AT&T annonçait le lancement d'une quatrième câble-opérateur américain, pour 62,5 milliards de dollars (59 milliards

MATIÈRES PREMIÈRES

Au-dessus des 16 dollars
COURS DU BRENT À LONDRES



LE BARIL de Brent, qualité de référence de la mer du Nord, a retrouvé cette semaine son niveau de janvier 1998 en franchissant par deux fois, lundi et vendredi 23 avril, la barre des 16 dollars. Un redressement spectaculaire des cours - plus de 60 % depuis la mi-février - lié aux engagements pris en mars par une quinzaine de pays producteurs membres ou non de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) de réduire leur production quotidienne de 2,1 millions de barils. L'objectif est de faire remonter les prix pour permettre aux Etats pétroliers de reconstruire leurs revenus, affectés par le contrechoc de l'année précédente.

Les analystes accordent cette fois plus de crédit à cet engagement, car le premier producteur mondial, l'Arabie saoudite, a accepté de ramener sa production quotidienne sous la barre des 8 millions de barils (7,4 millions). Riyad avait jusqu'à ce jour refusé de le faire. Le prix du baril de Brent a progressé de 5,38 dollars de baril/jour à plus de 8 millions. Depuis, les producteurs ont commencé à descendre sous ce niveau.

Le conflit du Kosovo a, jusqu'à présent, eu peu d'impact sur les prix, car, contrairement à la guerre du Golfe, il ne s'agit pas d'un conflit pétrolier. Néanmoins, l'action militaire de l'OTAN contre la Serbie apporte un soutien supplémentaire aux cours du brut en raison de l'importance des dépenses énergétiques de l'Alliance, notamment pour alimenter les carburants des avions. Après un mois de guerre, le rendement compte que le conflit pourrait durer plus longtemps que prévu, les experts ont commencé à évaluer les coûts militaires. Les bombardements de la Serbie par l'OTAN ont entraîné la demande de carburant pour les avions de 200 000 barils par jour, depuis le début de son action, le 24 mars, a estimé de son côté le Centre for Energy Studies (CES), institut de recherche spécialisé à Londres.

La réévaluation entre l'offre et la demande s'est également confirmée cette semaine avec l'annonce de nouvelles diminutions des stocks, notamment aux Etats-Unis.

Marché international des capitaux : intense activité

L'ACTIVITÉ a été intense sur le marché international des capitaux, où les investisseurs se sont précipités dans un environnement pour l'instant marqué qu'auparavant par la guerre du Kosovo. Celle-ci influence beaucoup les décisions des investisseurs, qui tendent à pousser à rechercher le tout prix la plus grande qualité possible. La prudence conduit certains à raccourcir la durée de leurs placements. Les opérations ont l'échance de rapprocher apparaissent d'ailleurs d'autant plus alléchantes que la spéculation a pris sur une nouvelle baisse du loyer de l'argent en Europe. Mais les émissions à moyen et à long terme continuent de retenir l'attention, plus les échéances sont éloignées, plus le rendement est élevé. Ces mêmes préoccupations expliquent pourquoi l'offre de obligations est très étendue. Les pays en développement se bousculent, parvenant à lever des sommes considérables, tant en dollars qu'en euros. Le calendrier du fin avril est très chargé.

La catégorie d'emprunteurs a un peu moins représentée ces derniers jours : les entreprises industrielles et commerciales. Elles n'ont fait que renforcer l'attrait des projets annoncés pour la semaine qui vient. Il y a beaucoup de question sur NTT, l'entreprise japonaise de télécommunications, dont on attend qu'elle sollicite le compartiment de l'euro pour une durée de 10 ans. Pour les sociétés européennes, dont les plans sont plus précis, les intermédiaires financiers font état d'une forte demande. La compagnie aérienne Swis-

sair s'apprête ainsi à contracter, sous la direction d'une banque du Crédit suisse (CSF) et de la Dresdner Bank, un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. Les obligations devraient rapporter 0,75 % de plus que celles du gouvernement allemand.

UNE DURÉE RARE

La Caisse nationale des autoroutes (CNA) entend lever pour peu de millions d'euros pour quinze ans, une durée inusitée sur le marché international, mais cependant deux références récentes : deux autres emprunteurs de l'an dernier, le groupe ferroviaire de France et un établissement public néerlandais, Rijkswaterstaat Gemeenten. Leurs obligations, toutes à échéance en 2014, procurent des rendements de 0,32 à 0,34 %, soit plus que ceux du Trésor français. Il n'y a guère de surprise à attendre lors de la mise en œuvre des conditions de l'opération de la CNA, un des émetteurs français les plus appréciés sur le plan international. Les maisons spécialisées dans l'évaluation du crédit lui décernent leurs meilleures notes. Le risque de l'emprunteur et son activité font que, logiquement, les investisseurs ne se soucient pas de la dette de l'Etat lui-même.

Cette question de la notation est très importante. Certains investisseurs ne peuvent acquiescer aux titres dont la qualité est clairement inférieure à la plus haute. Si une note est abaissée, le cercle des investisseurs peut changer, et l'emprunteur risque

d'avoir à payer un peu plus cher qu'auparavant. On se souvient qu'il y a environ deux ans la SNCF avait été le premier établissement public français à avoir été moins bien noté que l'Etat par Moody's, un des principaux juges du crédit. EDF vient de subir le même sort de la part de Standard & Poor's : la décision a choqué bien des spécialistes, qui tiennent EDF dans la plus grande estime.

Le volume des nouvelles transactions a dix ans il durée pourrait être moins élevé que ces derniers jours, car le terrain est largement occupé par le Trésor allemand. Celui-ci procède, le 28 avril, à une adjudication d'obligations pour environ 5 milliards d'euros. Cette affaire était initialement prévue pour mercredi dernier, et son report d'une semaine a précipité l'émission de titres de qualité, libellés dans la monnaie européenne et venant à échéance en 2009. Parmi les transactions les plus réussies de la Banque européenne d'investissement (2 milliards), par l'intermédiaire d'Amro et de Paribas, d'une banque nationale allemande, Landwirtschafliche Rentenbank (1 milliard) ; ABN Amro et Dresdner Bank, d'une société d'électricité japonaise, Tepco (1 milliard) ; Paribas et WestLB, et celle du Land de Hesse (1 milliard) ; Deutsche Bank et Warburg Dillon Read. Ces transactions, en plus du large accès obtenu en Europe, ont suscité un vif intérêt en Asie, en particulier au Japon.

Christophe Vetter

Chérie Proulx

Dominique Gallios

Une semaine d'indécision sur les places boursières

LA SEMAINE BOURSIERE qui s'est achevée vendredi 23 avril au-dessus de la clôture du vendredi précédent, les indices des grandes places financières mondiales n'ont guère fluctué. A Londres, l'indice FTSE 100 a terminé la semaine en légère hausse (+0,11 %) à 427,50 points. A Francfort, le DAX a progressé de 0,87 % à 5 187,89 points. A Paris, le CAC 40 a reculé de 0,89 %, à 4 262,43 points. A Wall Street, le Dow Jones a réussi à gagner 1,87 % sur la semaine, en finissant vendredi à 10 689,67 points. Enfin, à Tokyo, le Nikkei a terminé la semaine en hausse de 0,43 % à 9 232,25 points, son plus haut niveau de l'année. Le marché américain a monté, les autres ont juste tenu», résume Bruno Pelard, gérant chez GPK Finance.

Ces variations hebdomadaires, peu spectaculaires, masquent quelques séances agitées et contrastées. A Paris, le CAC 40 a

gagné 1,82 % lundi, avant de perdre 2,88 % mardi, puis de se stabiliser jeudi de reprendre 0,69 % vendredi. A Wall Street, la semaine a très mal démarré, l'annonce de départs décevants chez les entreprises de haute technologie. L'effet Compaq a ravagé Eckhard Pfeiffer, PDG de la firme de Houston, a contraint à démissionner dimanche 22 avril, dix jours après avoir fait une annonce préliminaire décevante : les résultats trimestriels de son groupe. Dans la foulée de cette démission, tout le Nasdaq s'est effondré. L'indice des valeurs Internet a dégringolé de 17 %. Le lendemain, les valeurs technologiques européennes baissaient à leur tour, entraînant le marché.

Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) n'ont guère contribué à la baisse des opérateurs du jour-là. Michael Mussa, l'économiste du FMI, a in-

diqué qu'un krach boursier aux Etats-Unis « est une possibilité des plus concevables vu le haut niveau des prix des actions par rapport aux perspectives de bénéfices des entreprises ».

Dès mercredi toutefois, les craintes ont été estompées grâce à Microsoft, notamment. L'éditeur de logiciels a annoncé de bons résultats pour le premier trimestre de 1999, avec une progression de 43 % de bénéfice de 1,92 milliard de dollars. Mercredi, IBM a fait le même, avec l'annonce d'une hausse de 43 %. Le lendemain, l'action vedette gagnait 23 points à 194,87 dollars, un bon record, qui a contribué pour 105,50 points à la hausse à 145,76 points (+1,38 %) l'indice Dow Jones, à 10 727,18 points. Le Nasdaq a, lui, repris 72,63 points (+2,92 %) à 2 561,71 points, soit la septième plus forte hausse de l'histoire.

Après un mouvement de reprise jeudi, l'Europe ne s'est pas laissée

entraîner par l'enthousiasme américain vendredi. Après avoir ouvert en hausse, le CAC 40 de Paris s'est orienté à la baisse à la fin de matinée. « Les sociétés continuant à donner sur leurs résultats, cela ne rassure pas vraiment les investisseurs : dans le même secteur, Ericsson a déçu et nous a annoncé une bonne performance », explique M. Pelard. Les opérateurs inégalement ont repris l'excuse du dernier jour de boursier, pour expliquer les prises de bénéfices.

PRUDENCE

Ils soulignaient également leur inquiétude à l'égard de l'évolution de la crise au Japon. Les spécialistes gardaient en outre à l'esprit les propos de l'économiste du FMI, « Tout le monde est très prudent, craignant la bulle spéculative qui se forme », relève M. Pelard. La situation de la Caisse centrale des Banques populaires a ainsi

indiqué s'attendre à une semaine de boursière à Wall Street à la fin de l'année.

Les offres publiques d'achat de fusions gigantesques en cours n'ont pas vraiment contribué à soutenir la tendance. Les valeurs bancaires n'ont pas été animées, malgré l'annonce par Paribas de bons résultats d'activité et de plus-values pour le premier trimestre.

Les télécommunications, le rapprochement annoncé de Telecom Italia et de Deutsche Telekom a pesé sur l'action France Télécom, passée à 80,9 euros à 76,15 euros en une semaine. Elle s'est toutefois reprise vendredi (+2,69 %) à la suite de rumeurs sur un rapprochement avec le groupe britannique Cable & Wireless. Le même jour aux Etats-Unis, AT&T annonçait le lancement d'une quatrième câble-opérateur américain, pour 62,5 milliards de dollars (59 milliards

d'euros). AT&T surenchérit sur l'offre de Comcast Corp (56,5 milliards de dollars).

Contrastant avec les autres marchés, la Bourse de Tokyo a terminé la semaine avec une hausse d'un record. Le Nikkei a été soutenu vendredi par une information parue dans le quotidien Yomiuri Shimbun, selon laquelle le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, réélirait à un nouveau plan de relance pour sortir définitivement le pays de la récession. « Il y aura quelques mouvements de vente si le Nikkei atteint 17 000 points, mais les investisseurs institutionnels ne devraient pas modifier leur comportement d'achat », pronostique Hirochika Nishi, Nikko Securities, interrogé par l'AFP.

Sophie Fay

* La rubrique « placements et marchés » est exceptionnellement limitée à une page cette semaine.

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30
↑ + 0,43%	↑ + 1,87%	↓ - 0,89%	↑ + 0,11%	↑ + 0,87%
10 689,67 points	10 689,67 points	4 262,43 points	5 187,89 points	5 187,89 points

DISPARITIONS

■ ALAIN REBOURG, archéologue, est mort à Paris, jeudi 22 avril, à l'âge de quarante et un ans. Enseignant aux universités de Lille, puis de Poitiers, Alain Rebourg était spécialiste de l'archéologie gallo-romaine. Il a consacré l'essentiel de ses recherches à la ville romaine d'Augustodunum (Autun) et à sa région - objets de nombreux articles, de sa thèse et de trois volumes de la *Carte archéologique de la Gaule*, ainsi qu'à Carthage et à sa région (La Marsa) en Tunisie.

■ LIZ TILBERIS, rédactrice en chef du magazine américain *Harper's Bazaar*, est morte à New York, mercredi 21 avril, à l'âge de quarante et un ans des suites d'un cancer. Britannique, Liz Tilberis, née Elizabeth Kelly, près de Bristol le 7 septembre 1947, avait commencé sa carrière dans le journalisme de mode en 1970 au *Vogue* anglais. Nommée rédactrice en chef du magazine en 1987, elle avait convaincu en 1990 la princesse Diana de la couverture d'un numéro resté célèbre. Elle travaillait pour *Harper's Bazaar* depuis 1992. Liz Tilberis avait raconté son combat contre le cancer des ovaires diagnostiqué en 1993, dans un livre publié en 1998, *Time* en France.

NOMINATIONS

UNIVERSITÉS
Lise Dumay, professeur de littérature française, est, depuis le 22 mars, la nouvelle présidente de l'université Stendhal (Grenoble-III), où elle a été élue en remplacement d'André Siganos.

[Née le 18 juin 1954 à Taza (Maroc), Lise Dumay, ancienne élève de l'école normale supérieure de jeunes filles (Sèvres), agrégée (1976) et docteur en lettres (1983), a enseigné en collège, puis en lycée, de 1978 à 1980. A cette date, elle est nommée ingénieur de recherche au CNRS, rattachée, en 1984, à l'Institut de France. Après un séjour à l'université de Mannheim (Allemagne fédérale) entre 1987 et 1988, elle est nommée à l'université Stendhal (Grenoble-III), maître de conférences, puis professeur, en 1992. Directrice du département de langue, littérature et civilisation française de 1992 à 1995, Lise Dumay a été élue, en 1997, au conseil scientifique de l'université.]

Alain Uziel, professeur de médecine, a remplacé, le 13 avril, Yves Loubatier à la présidence de l'université Montpellier-I.

[Né le 29 janvier 1951 à Lézignan d'Or, Alain Uziel, ancien interne en médecine (1979) et docteur en médecine (1984), spécialiste en neurophysiologie, a été nommé en 1986 professeur des universités et praticien hospitalier au CHU de Montpellier où, depuis 1990, il est chef du service ORL. Membre du conseil scientifique de l'université, Alain Uziel a été, de 1998 à 1998, président du conseil scientifique de l'université de médecine.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 24 avril ont été publiés :

● Internes : un arrêté relatif aux gardes des internes, des étudiants en médecine et des étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne.

● Avis civils : un décret fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des agents d'administration de l'État.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Mireille et Raphaël HADAS-LEBEL, Inès et William MILLER, Anne et Scott MILLER ont la joie d'annoncer la venue au monde de

Clara,

le 31 mars 1999,
15, rue Las Cases,
75007 Paris.

Anniversaire de naissances

Ton mari Alain, ta fille Stéphanie, ton fils Jérôme, ta belle-fille Paula, ton gendre Albert, ton petit-fils Benoît et tes petites-filles Alix et Ambre, te souhaitent un

Joyeux demi-siècle

Marie-Paule FERRIN

aborde ce jour le cap des quarante ans. Tout l'amour de ses proches, Bruno, Emilie, Bastien et Simon, l'accompagne traversée.

Champagne à flots le 9 mai 1999.

Bon anniversaire.

Mariages

M. et M^{me} Henri BOUSSAUT sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille.

Marie Bédécarrats,

M. Gauchier GUILLET,

célibataire le 17 avril 1999, en l'église St Martin, à Bernay (France).

83, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

Corinne JEANNET

et Cécile AUGIAS

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 24 avril 1999, à Tournay-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

1-10-15-304 Tikhonovskaya,
Saitjaka-In, Tokyo (Japon).

Anniversaires de mariage

C'est à Montebellina que Mlle EPITALBA et Alain SAUVESTRE

se sont mariés le 25 avril 1998.

Ils se préparent à passer l'an 2000 en toute sérénité.

1, rue Henri-Morgue,
75019 Paris.

Associations

communiquiez vos

Assemblées

générales

tous les jours

dans le Carnet

Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Décès

M. et M^{me} Roger Rebourg, M. et M^{me} Jacky Blumenfeld, Romain, Loïc et Anaïs, M^{me} veuve Marcelle Rebourg, Laurence Trano, Jean-Claude Arnaud, Martin Kaltenecker et Gérard Pesson, ont la douleur de faire part du décès de

Alain REBOURG,

survenu à Paris, le 22 avril 1999, à l'âge de quarante et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en la cathédrale Saint-Lazare d'Autun, le mardi 27 avril à 15 h 30.

La crémation aura lieu dans la plus intime.

« Sois le vibrant qui toujours à demi retient une main que déserte le mort. »

Alain Rebourg.

44, faubourg Saint-Basile, 71400 Autun, 3, rue Jacques-Cœur, 75004 Paris.

L'UFR sciences humaines et arts de l'université de Poitiers et son département d'histoire de l'art et archéologie.

Le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale (université de Poitiers) et ses collègues, ses étudiants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain REBOURG, maître de conférences à l'université de Poitiers,

survenu le 22 avril 1999.

Le président de l'université de Poitiers, la tristesse de faire part du décès de

M. Alain REBOURG, maître de conférences à l'université de Poitiers,

survenu le 22 avril 1999.

M. le doyen Jean Richard, membre de l'Institut, président,

Et le bureau d'administration de la Société Étienne des lettres, sciences et arts, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain REBOURG, docteur en lettres, maître de conférences à l'université de Poitiers, secrétaire perpétuel de la société.

« Sois le vibrant qui toujours à demi retient une main que déserte le mort. »

« Le Moulon », 11160 Villeneuve-Mirameil.

« Libre et contre. »

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 118 F TTC - 20,73 €
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 110 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 82 F TTC - 9,48 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la

deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Anniversaire de décès

Christine BREM-CRAND

est partie sur d'autres routes, il y a dix ans, le 26 avril 1989.

« Oh ! nuit obscure. »

Le 25 avril 1991, disparaissait

Patrice BROHAN.

Sa présence illumine l'horizon au quotidien, il est dans nos cœurs pour l'éternité.

Ses proches et ses amis.

Lyon-Bron, Agde.

Il y a six ans, le 25 avril 1993,

Cécile FAUP

nous quittait tragiquement à l'âge de vingt-quatre ans, dans un accident.

« Les ailes frémissaient sous le souffle du soir. Le moteur, de son chant, berçait l'âme endormie. Le soleil nous brûlait, il se couvrait pâle. »

Antoine de Saint-Exupéry.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de

Jean HERLY.

le mercredi 5 mai 1999, à 18 heures, en l'église de la Trinité, place d'Estienne-d'Orves, 75009 Paris.

RUBRIQUE

IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

TARIF ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères en espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €

3 Parutions : 600 F TTC / 91,48 €

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

Bouclage vendredi 12 h.

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36



Pour aider les enfants du Kosovo et acheminer des secours d'urgence

DONNEZ À L'UNICEF

Envoyez vos dons : UNICEF ENFANTS DU KOSOVO B.P. 600 - PARIS 6^{ème}

Merci de votre aide.

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous renvoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien. Le montant correspondant sera débité de votre compte bancaire au moment où vous recevrez le journal.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des échéances. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPECIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

Bulletin d'abonnement

☐ OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) à votre autorisation. Il y a un dans votre chéquier

☐ M^{me} ☐ M^{lle} 901M0002

Ville :

N° :

Code postal :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :

ORGANISME CRÉANCIER :

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT :

DU COMPTE À DÉBITER :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Code de l'établissement :

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173 F* par mois



En vous abonnant au Monde, vous ne manquez aucun jour avec l'actualité, le dossier, le reportage, l'article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les numéros et les suppléments de l'année.

Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.

سكزا من الأصل

SCIENCES Chaque année, environ cinq cents nouveaux papyrus documents portant des textes grecs anciens resurgissent du passé. Ces MANUSCRITS font le miel des papyrologues, qui les utilisent pour tenter de reconstituer la vie quotidienne dans le monde antique. Mais les collections anciennes peuvent aussi receler des trésors ignorés ou oubliés, tel l'Empédocle de Strasbourg.

rologues, qui les utilisent pour tenter de reconstituer la vie quotidienne dans le monde antique. Mais les collections anciennes peuvent aussi receler des trésors ignorés ou oubliés, tel l'Empédocle de Strasbourg.

CHEUR belge ainsi retrouvé en 1990, la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNUS), le manuscrit d'un texte du poète et philosophe grec Empédocle, qui

vient d'être publié. C'est découverte facilitée par l'usage de banques de données informatiques. L'ORDINATEUR fait désormais partie de la panoplie des papyrologues :

il les aide à déchiffrer les écritures anciennes, à archiver les documents, à échanger sur Internet. Leur publication sur support numérique facilite également les recherches.

Les papyrologues reconstituent des puzzles pour remonter le temps

Les chercheurs s'appuient sur l'informatique et les réseaux pour rassembler des documents éparpillés dans les bibliothèques du monde entier, les comparer et les étudier. Ces techniques permettent d'exhumer des trésors ignorés ou oubliés, tel l'Empédocle de Strasbourg

STRASBOURG

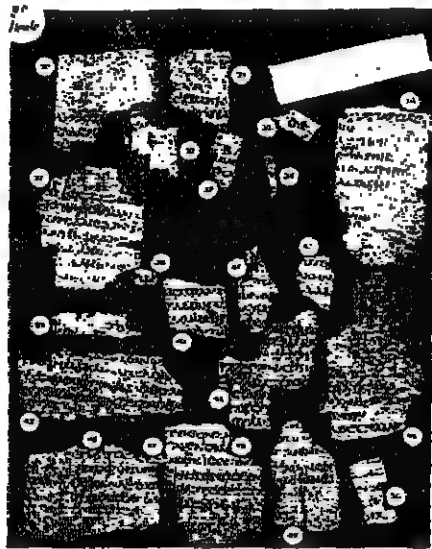
de notre envoyé spécial
« Avec un hurlement et avec un cri déchirant... atteignant le pré de la calamité... le nouveau, autour, la terre... » C'est par ces étranges que termine l'Empédocle de Strasbourg, un fragment de papyrus renfermant des attributs au poète-philosophe présocratique du V^e siècle avant J.-C. L'identification de ce document relève du « hasard complet », son dé-
couverte Alain Martin, de l'université de Bruxelles, qui, Olivier Primavesi, de l'université Goethe de Francfort, vient d'en achever l'édition et le commentaire.

Alain Martin a exhumé le trésor des réserves de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNUS). La plus riche de France dans ce domaine, avec moins de deux mille neuf documents, pour la plupart entre deux plaques de verre, semblables à des écorces ou à des feuilles mortes. Les papyrologues les consultent en chuchotant, dans les huls-dos de la chambre du cabinet numismatique. Il y a là des textes homériques, des textes magiques destinés à s'attirer l'amour d'une belle, des centaines de textes cunéiformes et bien d'autres merveilles, dont le sens échappe au profane.

COINCIDENCES

Cette profusion remonte à l'époque où l'Alsace était allemande. La papyrologie connaissait alors une exceptionnelle, au point que les institutions universitaires allemandes avaient constitué un « cartel » chargé de prospecter en Egypte. « Le but était d'acheter les papyrus à bon compte, et d'éviter la guerre des prix », rappelle Alain Martin. Le fragment de ce qui allait devenir l'Empédocle de Strasbourg avait ainsi été acquis en 1901, le site de la Panopolis antique par Rubensohn, l'agent du cartel, d'être redistribué à la BNUS. Le document attendait presque un siècle son déchiffrement.

En 1990, Alain Martin enseigne grec ancien à Strasbourg, lorsque Jean Gascou, directeur de l'Institut papyrologique de l'université Marc-Bloch, lui propose d'étudier une des pièces de la collection de la BNUS. « J'ai choisi une belle écriture, une sorte de puzzle qui plaisait pour des raisons ludiques », se souvient-il. Il lui faudra deux ans pour reconstituer la cinquantaine de fragments et



Les fragments du papyrus de « L'Empédocle de Strasbourg », avant (en insert) et après remontage.

se faire une conviction personnelle : il se trouve bel et bien face à une pièce unique, inédite, de l'œuvre méconnue d'Empédocle. Un passage cité par Simplicius, un commentateur d'Aristote, sera l'élément d'un « Un hasard heureux fait que le début du papyrus correspond à la fin du rapporté par Simplicius », rapporte Alain Martin.

Mais tout n'est qu'affaire de coïncidences dans la découverte. Le chercheur disposait d'un allié précieux : un CD-ROM, le *Thesaurus linguae graecae*, compilation de 75 millions de mots produite par

l'université de Californie (Irvin), qui regroupe les mots grecs anciens connus et dans laquelle il est possible de faire des recherches et croiser les données. « Depuis dix ans, le CD-ROM est devenu incontournable », confirme Alain Gascou, qui présente un disque contenant à lui seul les trois murs de l'étrange bibliothèque constituant l'institut du palais universitaire.

Ces galeries irisées remplacent avantageusement les piles de forts volumes qu'il fallait manipuler péniblement dans l'espoir d'y trouver une citation. La méthode consiste aujourd'hui, à mesure que l'on dé-

chiffre le papyrus, à interroger cette base de données pour vérifier si un fragment identique, ou proche, y figure. Si ce n'est pas le cas, on a de bonnes chances d'avoir mis la main sur un inédit. Alain Martin a identifié l'auteur. Le papyrus strasbourgeois avait la forme d'un poème épique, un genre d'Homère, mais qui n'était que 24 000 vers, le maître absolu, mais qui a inspiré plusieurs centaines d'auteurs plus ou moins obscurs. Le CD-ROM a permis de remonter l'Empédocle. « Sans cet outil, Alain Martin, j'y serais sans doute parvenu, mais beaucoup plus lentement. »

Qui sait d'autres pièces étonnantes ? « Je n'ai encore rien trouvé qui puisse avoir le même impact que l'Empédocle », assure Alain Martin, pour qui il est tout aussi émouvant de travailler sur un acte de connaissance ancienne. Il recherche « ce fragment immédiat, qui parvient, en l'absence des Anciens », qui n'offrent pas la monumentalité du Parthénon ou une œuvre d'art. Les papyrologues sont d'ailleurs essentiellement des déchiffreurs du quotidien antique, qui vivent dans une impressionnante accumulation de documents, dans un sept environ qui purement littéraire, le réel ayant fait la vie de tous les jours.

Il y a actuellement trente-cinq mille papyrus publiés, rappelle Jean Gascou. Mais les fouilles permettent d'en récupérer environ cinq mille par an. La encore, l'informatique s'est rendue indispensable pour digérer ce flux d'informations. La nu-

Papyrus, tessons et tablettes de cire

Le papyrus était utilisé 3 500 ans avant notre ère, et il était encore au X^e siècle. Il est le témoin d'une foule de civilisations disparues : celles des Égyptiens (papyrus dénotique, hiéroglyphique puis copte), des Romains et des Grecs, mais aussi celles des Hébreux, des Perses (pahlavi) et des Arabes. L'essentiel de ce qui a été conservé est d'ordre documentaire : lois, édits, recensements, mais aussi lettres privées, registres des rêves, pétitions, contrats. Autant de textes souvent inspirés, notamment pendant la période byzantine, par la « grande littérature », qui représente qu'un septième du corpus parvenu jusqu'à nous.

La papyrologie étudie aussi les « tessons », en grec ou en latin, les fragments de poteries (ostraca), des pierres calcaires, ou encore sur des tablettes de bois, sortes de « papyrus » d'écoliers. La Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg comporte ainsi, entre autres, des échantillons d'écriture égyptienne, une collection d'étiquettes qui furent accolées à des momies, et désignant par leur nom, leur profession, et garantissant parfois que le prix de la sépulture a bien été acquitté.

permet d'accélérer le déchiffrement. « Après scanographie du document, on peut évaluer les couleurs, filtrer les couleurs et extraire le support, notamment pour les poteries », y compris avec des logiciels grand public, explique le chercheur, qui ne regrette rien le temps où la loupe ou le binoctulaire étaient les seuls outils disponibles. Il n'existe cependant pas de programme permettant le déchiffrement automatique des écritures anciennes. Cela nécessite des développements considérables et, pour l'instant, c'est le spécialiste qui en est le meilleur juge.

DANS LA PAGAILLE

Les techniques modernes permettent de déchiffrer rapidement des documents, notamment sur Internet, ce qui facilite la reconstitution de textes à partir de fragments éparpillés dans différentes collections », rappelle Jean-Luc Romet. Ce chercheur de l'Institut de papyrologie a une prédilection pour les textes littéraires, et veut de participer à la manifestation de la semaine de l'écriture des belles lettres à Paris. « L'objectif est de constituer des familles de manuscrits successifs, des copies, pour remonter vers l'original. Un travail difficile : les manuscrits successifs, souvent altérés, brouillent les pistes, et il faut de « garder à l'esprit que le texte final n'est pas la fin », rappelle Jean-Luc Romet.

La diffusion de ces images numériques pourra accélérer la reconstitution d'une bibliothèque d'Alexandrie virtuelle, nouvelle merveille d'un monde où l'Internet, mais certaines institutions, comme la British Library, s'y opposent pour des raisons de propriété intellectuelle.

Yves Morin

L'interprétation d'Empédocle est relancée sur de nouvelles bases

ASSOCIÉ au philologue allemand Oliver Primavesi, le papyrologue belge Alain Martin vient de publier l'édition commentée du travail réalisé sur des fragments d'un papyrus d'Empédocle (env. 495-435 av. J.-C.) qu'il a découverts dans les fonds de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (Le Monde du 24 avril 1994). L'ouvrage, en français, richement documenté et d'une exemplaire clarté, livre une mine d'informations sur le papyrus et dévoile surtout le contenu reconstitué (en tout, soixante-quatorze hexamètres dactyliques inégalement conservés).

Les fragments de ce papyrus, qui date du I^{er} siècle après Jésus-Christ, ont probablement été

trouvés dans une tombe de la nécropole d'El-Salamuni, proche d'Achmim (Panopolis), en Haute-Egypte, où ils furent achetés en 1904. Ils constituent les vestiges d'un rouleau de papyrus (ou deux rouleaux, cela n'est pas exclu), qui avaient été découpés, pliés, quatre encollés pour servir de support à une « œuvre » : à un collier funéraire. Ce réemploi culturel donne ainsi accès à un papyrus qui contenait une copie complète et partielle des œuvres d'Empédocle, et révèle qu'à l'écart des grands centres culturels une tradition d'étude philosophique était vivace au I^{er} siècle : l'édition très soignée à laquelle il s'agit de juger d'après

l'écriture et les corrections apportées après relecture, laisse supposer que, dans une école locale, la poésie philosophique d'Empédocle était lue et commentée.

ENTRE DEUX POÈMES

Concernant Empédocle, les éditeurs dégagent plusieurs éléments pour la reconstitution matérielle du poème *Sur la nature* : la solution des questions jusqu'à présent très controversées : touchant l'alternance cosmique de l'un et du multiple, et la zoogonie, unique ou double ; touchant la relation entre le poème *Sur la nature* et un deuxième intitulé *Purifications*. Trois des quatre fragments prin-

cipaux (a, b, c) livrent des moments du récit cosmogonique ; le premier, particulièrement (de neuf vers), raccorde par les cinq premiers hexamètres à une citation de trente-cinq vers par Simplicius, qui la situait dans le livre I du poème *Sur la nature*. Grâce à une indication stichométrique figurant dans ce fragment a, sont désormais précisément les vers 232 à 270 du livre I. Et le même fragment plaide, d'avis des éditeurs, en faveur de la thèse d'un double devenir : la domination alternée de la Haine et de l'Amour.

Le fragment d (dix-neuf vers) abrite, quant à lui, deux vers déjà connus, jusqu'à présent attribués aux *Purifications*, et les

éditeurs, pour qui le fragment d devait provenir du livre II du poème *Sur la nature* : ils supposent l'effet que le rouleau de papyrus contenait uniquement les deux premiers livres de ce poème, qui aurait alors exposé non seulement la cosmologie et la physique, mais aussi une éthique et une démonologie.

À les suivre, la connaissance d'Empédocle est ainsi considérablement enrichie par le papyrus. Observons toutefois qu'à des moments décisifs de leur reconstitution ce sont moins les faits qui tranchent que l'hypothèse interprétative adoptée, et il ne semble pas impossible de lire les fragments dans la perspective d'une cosmogonie simple, ni de voir

un remarquable témoignage de deux poèmes d'Empédocle (a, b, c pour le poème physique, d pour les *Purifications*, extrait d'un deuxième rouleau ?). On l'aura compris, grâce à ces vestiges d'une copie du ou des poèmes d'Empédocle, l'interprétation de ce présocratique majeur se voit moins closer que relancée sur de nouvelles bases.

Jean-François Balaudé

★ L'Empédocle de Strasbourg, Alain Martin et Oliver Primavesi, éditions Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNUS) / Gruyter (diff. Vrin), 1999, XI-396 p., 6 planches, 290 F (44,21 €).

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

Les archives en ligne : consultez gratuitement* trois mois d'archives du Monde.

* Offre de lancement jusqu'à fin avril. Dès le mois de mai, accès à 12 ans d'archives (payant).

Michael Jordan a du mal à s'éloigner des parquets du basket

Le récent retraité de la NBA pourrait s'offrir une équipe

di 23 avril, l'Espagnol Carlos Moya (6-7 [4/7], 6-3, 6-0), lauréat en 1998 et vainqueur à Roland-Garros la même année. Le Français [] rem-

contre, samedi 24 avril, le Chien Marcelo Rios, l'autre match opposant l'Espagnol Felix Mantilla au Brésilien Gustavo Kuerten.

pour arracher ■ points qui, ja-
■ n'ont semblé acquis facile-
ment. Jérôme Golmard ■ ■ ■
■ ■ ■ première manche,
mais s'est retrouvé enghé dans la
■ ■ ■ opiniâtre de Carlos Moya
après avoir mené 4 jeux à 2 et avoir
eu une balle de break.

vait d'enrichir son jeu. En septembre 1995, à l'issue de sa première année sur le circuit professionnel, Yannick Noah, alors capitaine de Coupe Davis, avait repéré ce gaucher fantasque qu'il avait sélectionné pour le match de barrage entre le Maroc et la France en attendant d'être de la 100^e place mondiale et il savait être un grand joueur par intermittence.

Kiefer pour gagner le premier tournoi de sa carrière. Quart de finaliste à Key Biscayne, en mars, dans une « ambiance de potes », disait-il. Il a commencé sa saison de tennis battue dans les invins du Flamingo lors du premier tour de la Coupe Davis contre les Pays-Bas au début du mois d'avril. Il avait perdu contre Richard Krajicek, mais le plus joyeusement du monde, d'une souffle au 5-set. Et la France avait gagné quand même. Moins d'une semaine après, Jérôme Golmard s'est hissé en finale-joker sur la

tivement prêt à racheter
de la franchise.

Si tel était le cas, l'ancien « secret-taire » du club de la NBA, qui a présidé avec George Shinn, l'un des pionniers du club, qui a notamment permis à l'équipe de rejoindre la NBA en 1988. ■ ■ ■ Brooklyn (New York), Michael Jordan a grandi dans une petite ville de Caroline du Nord, ■ ■ ■ Wilmington, et suivi ses études sur le campus de l'université de North Carolina où il a joué dans l'équipe des Tar Heels. Sa mère habite en ■ ■ ■ Charlotte. Dans la perspective d'un rachat des Charlotte Hornets, Michael Jordan pourrait ■ ■ ■ Phil Jackson, son ■ ■ ■ Chicago Bulls, au poste

TENNIS 23 avril. En un match étincelant, le Français vient de battre Carlos Moya, tête de série n° 2 et tenant du titre, en quart de finale du tournoi de Monte-Carlo (6-7 [4/7], 6-3, 6-0).

Sarah Pitkowski en demi-finale à Budapest

La Française Sarah Pitkowski, vingt-trois ans, s'est qualifiée, vendredi 23 avril, pour les demi-finales du tournoi de Budapest (Hongrie), épreuve du circuit WTA, grâce à sa victoire (7-5, 6-2) sur la tchèque Engena. En demi-finale, samedi 24 avril, la Française, actuelle n° 41 mondiale, affrontera la tchèque Rita Kuti-Kis. En 1998, époque où cours de laquelle elle appartenait à l'Équipe de France de Fed Cup, elle avait déjà atteint ce stade de la compétition à l'issue d'une victoire sur sa compatriote Irina Halard mais avait dû s'incliner devant l'Espagnole Virginia Ruano Pascual.

Au Caire (Égypte), Mary Pierce n'en a moins de chance pour son deuxième tournoi depuis sa blessure à la cheville gauche, contractée à Key Biscayne (Floride), le 23 mars. La n° 1 française s'est battue (6-4, 6-2), vendredi, au deuxième tour, per la Roumaine Irina Spîrlea.

En arrivant à Monte-Carlo, il affirma : « Je suis heureux car j'ai confiance en moi, c'est vraiment une bonne saison. »

BASKET plus de 100 clubs et 1000 joueurs. Flambeur occasionnel, il s'invite régulièrement aux grands événements de jeu vécus des casinos de Las Vegas. D'un temps à autre, il assiste également à des rencontres pour voir évoluer ses anciens partenaires, comme Scottie Pippen ou Dennis Rodman.

« UN DÉFI ÉCONOMIQUE »

« Devenir copropriétaire des Charlotte Hornets est une satisfaction personnelle et un enjeu économique, a-t-il expliqué. Ayant grandi en Caroline du Nord, je prendrais à cœur la perspective de transformer les Hornets en équipe majeure. Mais il serait préférable de le faire davantage. » Une classe de basketball sportive, au Sports West, a pourtant balayé la prudence de Michael Jordan en annonçant la fin du projet. « C'est que ce projet pourrait, selon nos sources anonymes », revenir sur les parquets pour jouer une ultime saison sous les couleurs de Charlotte. Depuis, la rumeur n'a fait que s'amplifier.

Même si David Falk, l'agent de Michael Jordan, a contesté le blent de ces « bruits », certains se prennent à rêver d'un finisme com-
 son enfant prodige. « Je pense que la présence [de Michael Jordan en NBA est importante, a par-
 expliqué Phippen, la sortie d'un [de] de son équipe les Houston Rockets. Il pour-
 rait devenir un excellent propriétaire s'il décidait de racheter les Hornets, mais, sincèrement, je ne crois pas qu'il reviendra en tant que joueur. J'en suis le premier surpris ».

Et son frère, Charles Barkley, vé-
 tement de l'homme d'affaires, a ré-
 natre du golf de « MJ », a partagé ce scepticisme. « Il n'est pas de rejouer une saison, il deservedrait sa réputation. » Outre-Atlantique, « l'affaire Jordan » évolue donc au gré des déclarations des uns et des autres.

Paul Miquel

DÉPÊCHES
FOOTBALL : deux supporters marseillais interpellés, mardi 20 avril, à Marseille après les incidents qui ont suivi, autour du Vieux-Port, la qualification de l'OM face à Bologne (Italie) de la finale de l'UFAA et de l'examen pour « violences de la force publique » et écroués. Âgés de 16 et 21 ans, ils seront jugés le 31 mai par le tribunal correctionnel. Les deux hommes ont été poursuivis, dont deux ont été condamnés, mercredi 21 avril, à la prison avec sursis 100 heures de travail.

général.
■ **SKI: la structure allemande**
Katja Seizinger, ■ ans, triple championne olympique, a annoncé, vendredi 24 avril, qu'elle mettrait fin à sa carrière exceptionnelle pour pouvoir finir ses études. L'annonce a été faite le jour même où la championne remontait sur les ■ d'un ■ de l'équipe d'Allemagne, après sa ■ blessure à ■ jambe gauche (déchirure des ligaments internes et externes du genou gauche et fracture de la tête du tibia) survenue le 24 juin 1998 dans une chute à l'entraînement.

■ **VOILE**: le navigateur français Philippe Monnet, vainqueur aux côtés de Jean-Louis Méné, dimanche 18 avril, du Rallye automobile de Tunisie, a été grièvement blessé, vendredi 23 avril, dans un accident au volant de sa voiture à Cannes, où il est hospitalisé et placé dans un service de réanimation.

Le catamaran géant **Playstation** (32 m), le bord duquel l'Américain **Jack Fawcett** a battu, le 27 mars, le record de la traversée parcourue en 24 heures par un voilier avec 580 milles (1 075 km), a été gravement endommagé par les chocs répétés des vagues. Il se trouve à quai dans le port d'Anceland (Nouvelle-Zélande), a rapporté, vendredi 23 avril, la télévision néo-zélandaise TV3. Les premiers éléments de l'enquête, en détail, sur les installations électriques et de la batterie pour le catamaran, ont été envoyés à l'origine du sinistre, les dommages étant parus bateau, d'un tour de 180 degrés, de 100 dollars (4 millions d'euros), seraient à environ 1 million de dollars (940 000 €). Les réparations pourraient durer trois mois.

MONT-DE-MARSAN
de notre envoyé spécial

« Les grandes équipes ne meurent jamais. » C'est un dicton rassurant, que la chronique sportive prend toujours plaisir à vérifier : hier à Villeurbanne, avec l'équipe de basket-ball

RUGBY sauvée d'un dépôt de bilan, aujourd'hui à Saint-Etienne en Sedan, aux portes de la division 1 en football, et demain, peut-être, à Mont-de-Marsan, où l'équipe de rugby se rapproche de l'Elite 1, la division 1 du championnat de France.

tuel du championnat de France.
 Actual leader du championnat
 de France Eiffet, dit **Mom-
 monts**, qui reçoit, dimanche 11 avril,
 son dauphin **Rumilly**, est assuré
 de disposer la finale-finale de son
 championnat. Une victoire, le
 cas échéant, et **Mommonts** fera Bont-
 retrouverait la place de la
 du rugby français. Une vic-
 te, même étroit, et les rues de la
 préfectorale, **Mommonts**, d'une foule
 joyeuse : la même que celle qui
 déambule en mai 1935
 dans son pays.
 mommonts, champion de France de
 division 2. « **A Mont-de-Marsan**,
 tout le monde respire jaune et
 noir... » Patrick Nadal, le der-
 nier, grands attaquants
 présidents, président du club depuis
 1936.

Une « grande équipe », pour mériter son nom, il doit y avoir une histoire, un public. Le Stade montois possède les trois. Le club, issu de l'équipe des « Boutons d'or » fondée en 1905 dans un hwy de la ville, a traversé une jeunesse tranquille de 40 ans, son apogée dans les années 60, lorsque la bande des frères Montoya fait rêver toute une génération d'esthètes du rugby en remportant le championnat de France, en 1963. Il y avait un jeu à la montoise comme il y avait, en football, un jeu à la romaine : « Le style de Mont-de-Marsan : dans la recherche d'un

jeu à risques, d'un jeu qui plaît, un jeu d'inspiration qui faisait venir des inspirés, des artistes», ra-

L'ancien trois-quarts centre, symbole de la résistance par les landais, a aujourd'hui retiré Hossegor, de l'autre côté du département des Landes. Le général dévoreur d'adversaires suit de loin le nouveau roi de ce qui est à qui il a vécu « quarante années de sa vie ». Il est déçu : « L'identité de Mont-de-Marsan, n'est pas ça. Ce n'est pas de marquer tous ces essais à zéro passe... » André Lécroix se réveille dans cette équipe « supporters ». « Ce n'est pas public », lâche-t-il.

Il y avait
un jeu à la montoise
comme il y avait,
en football,
un jeu à la rémoise.
Il a fait rêver
toute une génération
d'esthètes du rugby

Le passé glorieux a eu du mal à passer à Mont-de-Marsan. Des années 70 aux années 90, le club multiplie « crises », « croissance » et déceptions sportives. Il est même dans le rang. Des alliances se sont nouées, des rivalités se sont dénouées ; des amitiés se sont déchirées, brutalement parfois. Les meilleurs joueurs de l'école de rugby ne se sont pas attardés : Thomas Castaignède a filé à Toulouse, puis à Castres, Marc Dal Maso à Agen, puis à Colomiers.

Et « Dédé Bononi » est parti, en 1993, en descendant sur le projet de jeu, fâché. « Il a une forte personnalité », dit-on pudiquement au Stade nantais. « Le poids » de l'héritage, on ne le souffre, mais aujourd'hui, « à la règle », assure Godemet, préparateur phy-

siège de [redacted] (et [redacted]
l'équipe de France). « Le club est [redacted] [redacted] [redacted] la nostal-
gie s'est effacée », ajoute [redacted]

Il y a trois ans, le Stade montois avait chuté, pire que dans l'anonymat, en division 2 du championnat de France de rugby. Mais la ville avait alors découvert un nouveau monde : « On se retrouvait au niveau des petits clubs voisins », se souvient le président. A rebours de la tradition, le dirigeant montois a mis l'accent sur le pack. Il a recruté trois « mammoth », incapables de la célèbre première ligne genéalo-blois du début de la décennie. Ils ont entraîné ses troupes vers l'élite, les dirigeants montois ont fait appel à un ancien talonneur, Jean-Bernard Duplantier : une victoire au pays du « beau rugby ».

Mais la réputation a pris. Le club montois n'a connu au cours de ces dernières années que la gloire et occupe la tête du classement de l'Elite 2 avec une confortable avance sur les poursuivants. Le public a repris le chemin du stade municipal Barbotin d'Or, les joueurs de l'équipe de nouveau à l'école de rugby et les supporters se pressent pour accompagner la renaissance du club. 182 partenaires ont versé au budget de 5,6 millions de francs (850 000 €), l'un des plus importants de l'élite 2. « Mais but, c'est d'accéder au semi-professionnalisme, de faire passer le budget du club à 10 à 12 millions de francs (1,5 à 1,8 million d'euros), de faire passer le club de l'école de rugby à l'école professionnelle », précise Fabrice Michelon au Sud Radio vendredi s'installant à Mont-de-Marsan, je peux commencer à rêver à autre chose.

Toute une ville en rêve avec lui. Et les clubs de l'élite 2, de passage pour la première fois dans la région, hésitent pas à faire un détour pour déposer un caducée d'offrande à Notre-Dame-du-Rugby, une chapelle venue proche du stade où les joueurs viennent tous les jours en pèlerinage à Mont-de-

Eric Collier

DES PRIX INCROYABLEMENT BAS SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX

Avec One.Tel, économisez ■■■■ appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, ■■■■ installation, ■■■■ consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous ■■■■ juste besoin de composer le 01 53 53 1111 devaru le numéro de ■■■■ correspondant.

- AUCUN ABONNEMENT
- AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ
- AUCUN FRAIS D'INSTALLATION
- AUCUNE CONSO MINIMUM

COMMENT TELEPHONER AVEC

COMPOSEZ LE 01 53 53 7000*	CODE RAYS	NUMERO D'APPEL
-------------------------------	--------------	-------------------

One.Tel®
100% Telecoms.

RENSEIGNEZ-VOUS AU
01 53 53 75 18*

*Tutti d'ora spendi con Poste. 350 lettere sono valutate in più da loro pubblicazione.
 *Tutti d'ora spendi con Poste. 350 lettere sono valutate in più da loro pubblicazione.

0,581
USA

0,681
THE
CANADA

0,451
ROYAUME-UNI



La Twingo s'embourgeoise

En version « Initiale » s'émancipe de ses n

petite Renault des origines

UNE TWINGO bourgeoise raffinée ? Il y a longtemps qu'on n'y pense. La marque aura mis plus de six ans pour sortir de son chapeau version baptisée « Initiale » possible depuis la fin mars. tant, une Twingo dans le gela paraissait aller de soi. Cette voiture à malices s'est dans le monde automobile place à part. Celle d'un mode référence, espiègle d'origine, pable de prendre une attitude par rapport aux contraintes s'imposent habituellement petites voitures.

Renault avait conscience fallait lancer une variante luxueuse - donc plus chère Twingo - qui s'attache clientèle relativement plus que celle de concurrents généralement plus sensibiles. Le mode - mais les lites restaient velléitaires. chiche car il s'agissait d'une simple housse de couette. A vtr les sièges, l'option cuir pée depuis 1995 n'a pas convi esthètes. Quant à la série tée Kenzo, elle a confirmé l'ré suscité pour cette Twingo

phistiquée mais n'est pas allée jusqu'au bout de la démarche. Pendant un temps, les designers du monde dépensaient des fortunes auprès des selliers automobiles afin de garnir de cuir leur petite Twingo...

La version Initiale franchit le Rubicon. Bien sûr, direction assistée, vitres rétroviseurs électriques, ABS, quatre coussins gonflables à sécurité, radio-CD, jantes en aluminium à air conditionné, elle offre enfin le cuir en option. Elle soigne discrètement sa présentation.

EFFETS « FLUO » ATTENUÉS

À la robe noire classique, on préfèrera la nouvelle teinte amande. On ne trouve pas de couleurs que l'on retrouve dans l'habitacle. Celui-ci a évité le piège du « m'as-tu-vu » ou de l'imitation de l'histoire. La première petite voiture urbaine à avoir s'embourgeoiser avec bon goût. Les couleurs - y compris le cuir - sont très claires et agréables au toucher. Les couleurs à leurs chaleureux fluo qui ont fait de la Twingo une référence sans que la Twingo ne verse dans un conformisme coincé qui aurait été gâché. Seul le toit panoramique est en option.

Une ombre au tableau, toutefois : la finition n'est pas disponible sur la version équipée de



Un modèle conçu par des designers en majorité féminins.

la boîte de vitesses automatique. Une incohérence imputable au manque d'espace disponible sous le capot. Pour le reste, cette Twingo est une voiture bien connue de l'espèce (rapport habitabilité-encombrement exceptionnel, maniabilité, banquette arrière coulissante, confort appréciable, présentation originale et respirant la bonne humeur) mais aussi ses défauts (motorisation moyenne, direction assurée déconcertante, insonorisation perfectible).

Largement conçu par des femmes - l'équipe du design intérieur, comme celui du design extérieur, est très nettement dominée par les femmes -, la Twingo est une voiture qui respire la douceur. Celles-ci représentent 59 % de l'ensemble de la clientèle Twingo

plus 80 % des premières ventes de la version Initiale qui, espère la marque au losange, totalisera quelque 7 % des ventes de la Twingo (un peu moins de 75 000 francs, soit 11 433 francs, soit 20 000 francs de plus que le modèle de base) ne l'éloigne pas trop de la gamme.

RETOUCHES SUCCESSIVES

Si l'on peut raisonnablement imaginer que Renault aurait eu la possibilité de lancer plus tôt une adaptation très « féminine ouest », il faut aussi rappeler le chemin parcouru. A ses débuts, la Twingo était une voiture à mini-ma, dépourvue de tout ce qui était à produire. C'est à cette seule condition que la direction de Renault avait accepté, au début des années 90, de lancer ce modèle

qui risquait fort - finalement, il n'en fut rien - de gêner la carrière de la Clio à une époque où la marque n'était pas florissante. Mignonne, la première Twingo lancée en 1993 était un tantinet rustique avec son aspect antédiluvien, son équipement parcimonieux et sa conception assez figée qui, par exemple, lui interdisait d'accueillir autre chose qu'un petit moteur essence.

Le succès aidant, les prestations ont été améliorées avec un moteur plus moderne et l'apparition d'une Twingo de deuxième génération, en 1998, qui a apporté des améliorations sensibles du point de vue du confort et de la sécurité. Ces retouches ont permis d'entretenir la Twingo et d'ouvrir à la carrière atypique par sa régularité (170 000 ventes initiales

en Europe depuis 1993) de cette voiture qui est un véritable succès. C'est la Twingo de cette version Initiale, d'autres versions sont attendues. Les nouveaux modèles réalisés par Renault devraient bientôt permettre d'installer un diesel sous le capot exigé de la petite merveille de Billancourt mais aussi des groupes propulseurs plus économiques (l'actuel 1,2 litre de 60 chevaux, voire beaucoup plus vifs. Une Twingo survitaminée ? Voilà encore une idée dont on attendra qu'elle se concrétise.

Jean-Michel Normand

★ Twingo Initiale, à partir de 74 900 francs (11 433 €). Disponible avec une boîte de vitesses manuelle (4 cv) ou automatique (5 cv).

Une nouvelle série limitée pour la Forc

Grande rivale de la Renault Twingo, la Ford Ka l'affronte aussi, de jouer le rôle du challenger. La série limitée Collection, diffusée en France en exemplaires depuis la fin avril, est une version très gnie, avec une personnalité gèrement modifiée (prise élargie, jantes en alliage, choix de la même couleur (carrosserie) et des équipements multiples (direction à verrouillage centralisé conditionné). La Ka Collection proposée au tarif de 60 600 francs soit tout 10 000 €.

Un peu distancée par la go sur le marché européen, puds le début de l'année, la Ka a son apparition en France plus de 53 000 exemplaires. Elle vendus en France de la fin de l'année. Figure emblématique du style Ford (le « mord ed sign »), cette voiture pol aux antipodes des ronds de la Twingo, est animée par un moteur de 1,3 litre (60 chevaux) qui a été acheté par les deux sexes.

Le Chrysler « Voyager » cherche son second souffle

PRESENTE depuis dix ans sur le sol européen - les premières unités ont débarqué en France en 1989 -, le Chrysler Voyager est, surtout, une large (1,95 mètre, quatre places de plus que l'Espace). Encombrant mais généreux, le Voyager est spacieux mais pas très modulable, avec ses sièges et ses banquettes lourds à manier. Sur la route, il est un peu de chef mais s'avère très reposant à conduire, quoiqu'il lui faut d'être de temps en temps cravaché de l'étagement de la boîte de vitesses étouffe les 150 chevaux du moteur 2,4 litre.

Moins musclée, la motorisation Diesel est plus convaincante. Dommage que les versions V 6 (3,3 litres ou 3,8 litres) soient hors

de prix. Objection : la famille du Voyager n'a pas le goût à écraser le champion. Elle apprécie surtout le volume intérieur, l'aspect pratique des deux portes coulissantes, le confort des fauteuils (quelques centaines de milliers de conditionnels de la banquette) et cette atmosphère chaleureuse et confortable qui règne dans le Chrysler.

MOTEUR AMÉLIORÉ

La dernière génération apparue en 1996, de conception plus moderne mais moins typiquement glamour que les deux premiers Voyagers de 1991 et 1991, est celle qui a éprouvé les plus grandes difficultés à s'imposer. Alors que les grands monospaces européens

apparus à partir de 1994 n'ont guère fait d'ombre à l'Espèce, l'exotique Voyager n'a pas forcément bien supporté la concurrence des Peugeot 806, Citroën Evadon, Volkswagen Sharan ou Ford Galaxy.

En 1997, la restructuration sans ménagement du réseau commercial français n'a pas non plus contribué à dynamiser les ventes qui, en 1998, ont plongé. Depuis quelques mois, Chrysler remonte la pente. Les prix du Voyager ont été revus et des améliorations apportées. En série, la voiture reçoit quatre freins à disques et l'ABS. Etant donné le poids de la bête, ce n'était pas du luxe. L'insonorisation et le fonctionnement

du moteur Diesel d'origine ont aussi été améliorés. Diffusé à 50 000 unités en dix ans, le Voyager repart du bon pied mais avec des ambitions mesurées car le marché français du gros monospace n'est plus ce qu'il était. De l'autre côté de l'Atlantique, la voiture populaire (plus de sept millions d'exemplaires produits aux États-Unis depuis 1983) occupe toujours une place à choix. Elle représente 45 % des ventes de la gamme, là-bas, on appelle les « vans ».

J.-M. N.

★ Chrysler Voyager, à partir de 74 900 francs (24 376 €).

PSA aurait réussi à supprimer l'émission de suies du diesel

APRÈS les pots catalytiques du temps de Jacques Calvet, PSA Peugeot-Citroën, numéro un mondial du moteur Diesel, se fait aujourd'hui le promoteur du filtre à particules pour redorer l'image de ce mode de propulsion terni par ses émissions de suies et de fumées. Le constructeur automobile prétend avoir trouvé le moyen de s'en débarrasser.

« Nous apportons une réponse définitive à cette question de pollution atmosphérique », n'a pas craint d'affirmer le 10 avril Jean-Martin Folz, président du groupe, en présentant le filtre à particules (FAP) qui équipera en série, au début de l'an 2000, le moteur Diesel 2.2 litres de la remplaçante de la Peugeot 405. Plus tard, ce dispositif sera « généralisé à l'ensemble des véhicules PSA Peugeot-Citroën » et la technologie mise à disposition des constructeurs qui le désirent.

Même si d'importants progrès (catalyseurs d'oxydation introduits fin 1996, amélioration du carburant) ont été faits depuis plus de quinze ans dans le contrôle de ces rejets à particules - leur niveau a été divisé par quatre -, le volume de ces rejets est encore pour les diesels 10 à 20 fois supérieur à celui des moteurs à essence.

L'avènement du moteur Diesel HDI (injection directe haute pression) équipé d'une alimentation à injecteurs par rampe unique (Common Rail) a permis de réduire encore de

ces émissions de particules. Introduit par Fiat en 1997, puis repris par Mercedes et BMW, ce nouveau mode de motorisation a été adopté à la fin de l'année par Peugeot-Citroën, qui a mis au point un système électronique pour rendre son système de filtrage des particules performant.

ALLUMAGES ADDITIONNELS

Le problème n'était pas simple. Comment régénérer le filtre à particules en céramique poreuse sans les brûler en trouvant rapidement une solution par les moyens de la combustion ? La solution : brûler régulièrement les particules accumulées dans le filtre. Malheureusement, la température de fusion de ces microscopiques (0,1 à 1 micron de diamètre) amalgames de carbone, d'hydrocarbures, de sulfates et d'eau est d'environ 550 °C. Sur autoroute, le gaz d'échappement atteignant cette température se nettoient donc naturellement le filtre. Mais en circulation urbaine, ils ne dépassent guère les 150 °C. Manquant donc 400 °C pour prévenir le colmatage du filtre après seulement 400 à 500 km.

Pour résoudre le problème, PSA Peugeot-Citroën a associé plusieurs technologies. Les ingénieurs ont d'abord joué sur la souplesse du pilotage du moteur Common Rail, qui permet de produire des injections multiples et de provoquer ainsi des allumages additionnels dans le seul but d'augmenter la température

d'échappement. Une postinjection de carburant en phase de détente du cylindre engendre ainsi une postcombustion qui porte le gaz à 350 °C-400 °C. Une seconde postcombustion, générée dans le catalyseur d'oxydation situé en amont du filtre à particules, permet de porter 100 °C supplémentaires.

Ce n'est pas assez. Restait aux ingénieurs à travailler sur le carburant brûlé par le moteur. Le constructeur français s'est alors tourné vers Rhône-Poulenc, filiale Rhodia à la fois au point un additif à base de cérium baptisé Eolye (Le Monde du 9 juin 1995). Mélangé au gasoil, ce produit abaisse l'opportunité la température de fusion des particules. Il devient ainsi possible, en combinant les richesses de cet additif et ceux de la postcombustion, de brûler les particules d'un véhicule roulant en milieu urbain.

Seule contrainte : nettoyer le filtre tous les 80 000 kilomètres, car la cendre s'y dépose progressivement. Mais le résultat est là, et la protection de l'environnement devrait y gagner dans la mesure où ce pot d'échappement rejette mille fois moins de particules. PSA Peugeot-Citroën ne se prive pas de le dire et d'affirmer que le diesel aux suies pratiquement indétectables supporte désormais la concurrence avec le moteur à essence.

Michel Alberganti

cinna
envie de chez soi.

Vu d'un lit
Le Monde
plus bec

Lit Mobile Création Payot
chez Cinna, pour 1F de plus, non.
* Pour tout achat d'un cadre de lit et d'un sommier.
Vous pouvez aussi vous procurer des matelas :
Offre valable jusqu'au 29 mai 1999.

PARIS 12: CINNA 91, bd de la Chapelle 91
PARIS 15: LE MON MARCHE 75
PARIS 16: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 17: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 18: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 19: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 20: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 21: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 22: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 23: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 24: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 25: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 26: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 27: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 28: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 29: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 30: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 31: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 32: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 33: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 34: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 35: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 36: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 37: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 38: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 39: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 40: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 41: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 42: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 43: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 44: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 45: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 46: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 47: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 48: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 49: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 50: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 51: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 52: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 53: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 54: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 55: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 56: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 57: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 58: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 59: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 60: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 61: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 62: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 63: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 64: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 65: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 66: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 67: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 68: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 69: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 70: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 71: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 72: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 73: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 74: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 75: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 76: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 77: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 78: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 79: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 80: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 81: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 82: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 83: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 84: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 85: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 86: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 87: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 88: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 89: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 90: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 91: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 92: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 93: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 94: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 95: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 96: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 97: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 98: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 99: CINNA 154, bd de la Chapelle 91
PARIS 100: CINNA 154, bd de la Chapelle 91

Le Monde
DATÉ MERCREDI
retrouvez

LE MONDE INTERACTIF

SAAB Rive Gauche

INTERNATIONAL AND DIPLOMAT SALES
PROGRAMME FACTORY DIPLOMATIC PRICES
CONDITIONS PRIVILEGIEES AUX DIPLOMATES
ET FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX
Service commercial ouvert du lundi au samedi
76 bis, av. de Suffren 75015 PARIS - 0 803 00 75 15
SAAB ou le Plaisir de conduire

MUSIQUE L'Europa Jazz Festival du Mans souffle ses vingt bougies avec une programmation qui ne cède en rien à la nostalgie : des musiciens autrichiens inconnus en France, des

solos, des duos, des créations... La manifestation reste fidèle à son histoire, mais elle n'est pas LA PREMIÈRE ÉDITION attirant quelques centaines de curieux pendant cinq jours. Au

jourd'hui, entre 15 000 et 20 000 personnes viennent aux différents concerts durant près d'un mois, dans des lieux culturels de la Sarthe ou de la Mayenne, théâtres, édifices

historiques ou palais des congrès. DÉFENSEUR de la cause des musiciens improvisés du jazz free, l'Europa se distingue par son esprit d'ouverture et refuse de s'interdire

une vedette. LE SAXOPHONISTE Daunik Lazro, régulièrement invité par le festival, a obtenu carte blanche cette année. Un « outsider » marqué par la découverte d'Ornette Coleman.

Europa Jazz Festival, vingt ans de partis pris sans exclusive

Pour son anniversaire, la manifestation du Mans s'est refusée à céder à la nostalgie en privilégiant les créations. Ancrée dans la région, elle doit son succès à la programmation audacieuse et au « despotisme éclairé » de son directeur, Armand Meignan

UN COURT INSTANT, responsables de l'Europa Jazz Festival du Mans ont eu la tentation de souffler vingt bougies à leur anniversaire avec des concerts célébrations, compilation des meilleurs moments d'une vingtaine d'années qui au Mans s'est toujours gardée de la facilité de la nostalgie. C'est la fausse bonne idée, remarque Armand Meignan, directeur du programme du festival. Si la magie d'un soir pouvait recréer, on n'aurait plus qu'à programmer « l'idéal » et la reconduire à chaque édition. Donc on enfonce un peu plus le clou de partis pris. Les musiciens dont le programme accompagne celui de l'Europa pour jouer leur avenir, pas leur passé.

D'où une programmation étiquette « vingtème anniversaire » systématiquement avec des musiciens autrichiens jamais venus en France, la formule du piano-basse-batterie telle que trois femmes la conçoivent, des solos, des duos, des amis de l'ARFI à Lyon dans la campagne, des créations d'autres amis de l'Europa, l'Italie, une journée avec le saxophoniste Daunik Lazro héros de l'affiche du festival cette année, le guitariste Claude Barthélémy avec une formation symphonique... Le final, le 2 mai, annonce quand même l'Italian Instabile Orchestra, qui avait conclu en apothéose l'Europa 1993.

Dans les bureaux du festival, un peu à l'écart du vieux Mans, les coupures de presse bien classées, les photographies des éditions précédentes, des photographies aux murs pour servir une histoire d'audace, d'ouverture et d'un peu d'inconscience dans une ville qui n'a ni centre universitaire ni scène nationale, qui n'est pas plus faite pour recevoir du jazz qu'une ville de jazz. C'est à ce que le jazz-là vienne de Belgique, du Pays-Bas, d'Allemagne - Est et l'Est - encore réunifiés - de l'ex-Union soviétique, du Pologne ou de Grande-Bretagne plutôt que des États-Unis. « Nous même nous avons une histoire d'anti-américanisme, voire de racisme », se souvient Armand Meignan, même si lors du premier festival, en mai 1980, la chanteuse de gospel Marion Williams, l'année suivante Archie Shepp et Horace Parlan, pas pour leur nationalité, la couleur de leur peau, mais parce qu'ils étaient créatifs.



En haut à gauche, Claude Barthélémy, en 1981. En haut à droite, les batteurs Elvin Jones et Cecil Taylor, en 1982. Ce n'était pas prévu ; ils ont joué ensemble durant vingt-cinq minutes. Il y avait beaucoup d'émotion. Au centre, Han Bennink, en 1985. C'est une vedette. Il sait aussi jouer très classique que parti dans le délire. En bas à gauche, Daunik Lazro, en 1994. En bas à droite, Willem Breuker Orchestra, en 1983. (Les commentaires sont d'Armand Meignan.)

étaient Jacques Thollot, Chris McGregor, Jasper Van Wyk, la polémique à la longue.

Le premier festival a touché quelques centaines de personnes durant cinq jours. Comme modèle il y avait Angoulême à Grenoble, où les musiciens européens montraient leur nez. En 1982, l'Europa inaugure ses thématiques avec l'accent mis sur le jazz, l'Italie, et découvre l'abbaye de l'Épau (XII-XIII siècle) fondée par la reine Béatrice, épouse de Richard Cœur de Lion. Depuis, le festival est devenu une tradition : chaque année les musiciens et le public, même si l'acoustique y est parfois péjorative pour les instruments électriques. Les premiers débarquent en 1983 (Willem Breuker, Han Bennink, Han Bennink...). Ils parviennent à faire du Palais des congrès l'autre lieu du festival - un « miracle » qui se perpétue. En 1984, c'est la rencontre du jazz de l'Est : « Des musiciens qui ne sont pas toujours revêtus d'intérêts mais il est important de témoigner de leur existence ». L'Europa prend son envol. Jean-Jarry, le maire (div. g.) depuis 1977 suit le mouvement, le département (RPR-UDF) aussi.

Aujourd'hui, entre 15 000 et 20 000 personnes viennent aux différents concerts durant près d'un mois, dans des lieux culturels de la Sarthe ou de la Mayenne, dans des théâtres, édifices historiques ou palais des congrès. « J'aime bien dire qu'un festival doit grandir et non pas grossir », dit-il tranquillement de la même des musiques improvisées, du jazz free, de la diversité de la scène actuelle, l'Europa se flatte de ne pas avoir l'intégrisme de certains et refuse de s'interdire une vedette. Slim, Dee Dee Bridgewater ou John McLaughlin y ont joué et personne ne s'en est porté plus mal. Une nuit de 1991, Jacques Higelin a embarqué le public dans les rues après une rencontre avec le Mezzogiocet d'Andy Emmer. « J'aimerais bien qu'Ornette Coleman ou Sonny Rollins viennent. Mais c'est plus difficile. Les cachets sont dissuasifs. L'abbaye de l'Épau, seul... j'ai un faible pour Jan Garbarek, pour Cecil Taylor, Vander ou sans Magma, qui intrigue toujours, et pour Ellington qui est le musicien que j'écoute le plus. »

L'équipe du festival est restée à l'association Chorus est devenue Le Mans Jazz Action puis Le

Mans Jazz Festival. Jean-Marie Pivier, président, Nicolas Hovasse, trésorier, Maryvonne Bordes, vice-présidente, Armand Meignan les piliers de l'Europa. En commun, ils ont un sens aigu du service public qui vient de leur formation professionnelle. Armand Meignan, conseiller d'État dans un LEP, n'a obtenu un statut de permanent qu'en 1991, Jean-Marie Pivier, professeur de français à l'université, Nicolas Hovasse, professeur de mathématiques, Maryvonne Bordes, professeur de la mairie du Mans. « Les premières années, on a touché l'argent de nos mécènes dans le festival. Le budget est tenu, il est à peu près le même, 20 francs par an ; on a commencé avec 80 000 francs et un peu de 100 000. S'il y a un déficit, il ne doit pas s'accumuler plusieurs années. »

« J'aimerais bien qu'Ornette Coleman ou Sonny Rollins viennent. Mais, là, c'est plus difficile. Les cachets sont dissuasifs. Rollins à l'abbaye de l'Épau, seul... »

Il n'y a pas de programmation collégiale à l'Europa, c'est le « despotisme éclairé », s'amuse à le répéter Meignan. Il choisit à force, se fait engueuler pour les succès. Mais il a aussi peut-être le que le festival ait pu durer vient de ce que son équipe ne débarque pas chaque année pour repartir à la fin de l'été. « Nous vivons dans la région, les gens nous connaissent, on a découvert les musiques de l'abbaye de l'Épau », souligne Meignan. « Occasion de l'Europa de Transmusicales de Rennes, auxquelles l'Europa pourrait être comparé pour le jazz, Jean-Louis Brossard a écrit une partie du son festival rock aux mêmes conditions. »

Sylvain Sicler

Le programme

Après un week-end de jazz à Paris le 30 mars, une série de concerts du trio de Louis Slavis dans les villes « villages de la Sarthe et de la Mayenne et le « special project » du trio de François Corneloup dans les cafés, l'Europa Jazz Festival du Mans s'installe jusqu'au 2 mai dans des lieux habituels : la Collégiale Saint-Pierre-la-Cour (à 12 heures), le Théâtre Paul-Scarron (à 17 heures), en soirée au Palais des congrès et de la culture, et à l'abbaye de l'Épau dans le quartier Sablon. Boeufs avec les musiciens du festival et les formations d'Olivier Leveau, Christian d'Asfeld, l'Inventaire-Centre Jacques-Prévert.

■ Samedi 27 avril. Concerts et fanfares « plein air » à partir de 15 heures dans les rues ; Orchestra national de jazz dirigé par Didier Levallet et Vienna Art Orchestra dirigé par Mathias Ruegg, Palais des congrès.

■ Dimanche 28. Un dimanche à la campagne avec la Marmite infernale, un orchestre de l'ARFI, à Bouloire (25 km du Mans), après-concerts dans les cafés, concert en soirée.

■ Mardi 27. Carlos Monzon, rotonde de l'Université (12 heures) ; Fawzy Al-Aiedy Quintet, Jan Garbarek et Hilliard Ensemble, abbaye de l'Épau.

■ Mercredi 28. Nelly Pouget, collégiale Saint-Pierre-la-Cour ; Martin Koller/Gerald Preisfalk, trio Dave Liebman/Jean-Paul Celea/Wolfgang Reisinger, Aldo Bruni/Palatin Quartet, abbaye de l'Épau ; Bruno Chevillon, collégiale ; Martin Siewert's Duckbilled Platypus, Théâtre Paul-Scarron ; duos Drouot/Comet, Scavias/Reijseger, Portal/Galliano, abbaye.

■ Vendredi 30. Barry Guy/Maia Homburger, collégiale ; Max Nagl Quintet, théâtre ; trios de Sophia Domancich, Myra Melford et Marilyn Crispell, abbaye.

■ Samedi 1^{er} mai. Paul Rogers, collégiale ; carte blanche à Daunik Lazro, théâtre (à partir de 15 heures) ; Christopher Cech « Striped », Palais des congrès ; « Mediana », Gianluigi Trovati « Autour du son », abbaye.

■ Dimanche 2. Martin Mayes, collégiale ; Claude Barthélémy Quartet, l'Orchestre national des Pays de la Loire dirigé par Vincent Barthé Bojan Zulfikarpasic, Italian Instabile Orchestra, abbaye (à partir de 15 h 30).

■ Renseignements. Festival du jazz, 9 rue des Frères-Greban, 72000 Le Mans. Tél. : 02-43-24-81-74. Tarifs de 30 F (3,05 €) à 130 F (19,80 €). Internet : www.sarthe.com/europajazz

Daunik Lazro, un saxophoniste happé par le free

SON VRAI NOM importe peu. Daunik Lazro est un pseudonyme, un nom de scène, utilisé en partie pour ses soirées qui évoquent la Bretagne, quelque chose de pays sans fond, une habitude par le mystère, par la joie du public.

À la même époque, Lazro, encore adolescent, était dans les premiers Jazz magazine et Jazz à l'été autour d'Ornette Coleman. C'est bien vers cette part créative, polémique, du jazz que Lazro se sent attiré. Le jazz free, la musique improvisée pour lui, pour le jazz classique ou même le bop : « Je n'ai jamais eu envie de jouer une autre musique, pas par haine de l'écriture ou d'un style, mais ce n'était pas ma peinture de jouer le hard bop. » Lazro aime la clarinette de son père, qui participait à des harmonies municipales ; il apprend en autodidacte. « Ensuite j'ai travaillé la pratique. Pour savoir lire plus vite les partitions, gagner en habileté l'instrument. »

de l'Est. « Je n'avais pas envie de signaler par un nom et un prénom une nationalité, précise le saxophoniste français, né à Chantilly le 2 avril 1945. À l'époque où je suis né musicalement, au début des années 70, le jazz et les musiques improvisées commencent à avoir en France une couleur opacitaire. »

Lorsque Daunik Lazro parle de sa découverte du jazz, il dit qu'il lui est venu dessus. D'abord les années 60, le jazz s'écoute sur des disques de jazz. Sidney Bechet, évidemment, Louis Armstrong et, très vite, Charlie Parker. Pour les premiers c'est la grande époque du jazz, les classiques auxquels se réfèrent la plupart des musiciens, avec lesquels la notion de popularité ne peut pas être vulgarité. Parker, Lazro le découvre en écoutant un disque monument, un 33 tous, le concert du 11 mai au Max-

sey Hall, avec Dizzy Gillespie, Bud Powell, Charles Mingus et Max Roach. « Il y a les solos tous à la force de Gillespie et Parker, je ne comprends rien ; c'est un univers sans fond, une habitude par le mystère, par la joie du public. »

À la même époque, Lazro, encore adolescent, était dans les premiers Jazz magazine et Jazz à l'été autour d'Ornette Coleman. C'est bien vers cette part créative, polémique, du jazz que Lazro se sent attiré. Le jazz free, la musique improvisée pour lui, pour le jazz classique ou même le bop : « Je n'ai jamais eu envie de jouer une autre musique, pas par haine de l'écriture ou d'un style, mais ce n'était pas ma peinture de jouer le hard bop. » Lazro aime la clarinette de son père, qui participait à des harmonies municipales ; il apprend en autodidacte. « Ensuite j'ai travaillé la pratique. Pour savoir lire plus vite les partitions, gagner en habileté l'instrument. »

ROSES MULTICOLORES

Lorsque Lazro enregistre son premier disque, en 1973, avec le groupe du contrebassiste Saheb Sarbib, « l'idéologie spontaniste » a gagné la scène du jazz et en même temps, dans le Célestial Orchestra de Silas, on retrouvait avec des partitions invraisem-

blables. Les valeurs de Daunik Lazro, qui opte pour le saxophone, l'abbaye de l'Épau, le baryton, le spontanéité, la grâce de l'instant, ça je trouve que la science ait le maximum instrumentale. »

Irreductible, Lazro vit uniquement dans le dénuement des vingt années 90 - en jouant la musique de ses premiers choix esthétiques. Du jazz free aux racines gospel et blues, il passe aux musiques improvisées européennes, plus à la musique atonale. On l'entend avec des troupes de théâtre, des chorégraphes. Il ne joue pas la dictature du revivalisme bop des années 60. « J'ai toujours pris le jazz comme une chance d'être un artiste, d'être un créateur, donc de ne pas être un reproduit. Le jazz ce n'est pas pour moi le moyen de faire taper dans les mains, mais je n'ai pas de mépris pour ceux qui le font. Ça qui est important c'est la propagation d'une certaine image sociale du jazz qui n'en garde que l'aspect divertissement de bas étage, vulgaire, joué par des musiciens sans idées, qui n'articulent pas. J'ai toujours voulu jouer la musique de mon époque. Je trouve l'Ellington ou Count Basie magnifiques mais pour moi Ellington, aujourd'hui en France, ce serait un anachronisme. Claude Tcha-

itchian n'est pas quelqu'un qui joue à la manière de. »

Cet outsider, que l'on pourrait situer dans le couloir de l'Allemagne de Brötzmann ou du Britannique Evan Parker, n'a jamais été (su être ?) un leader déclaré. « Dans les formations que je convoque un peu sous mon nom je n'arrive à avoir qu'un chef de chef. » L'Europa du Mans a mis Daunik Lazro sur son affiche cette année. La photographie est de Cathy Rousseau. Lazro est assis dans un fauteuil, entouré de roses multicolores, devant un rideau rouge. C'est chaleureux.

LA CUISINE ET LA COMMUNION

Le 5 octobre 1998, Lazro jouait en solo au Mans. Il est venu régulièrement au festival, qui lui donne une carte blanche avec trois formations. Lazro parle de relations quasi fraternelles avec quelques-uns des directeurs de festival qui lui ont permis d'avancer. « Ce sont des gens qui ont avancé. Leur présence, leur présence aussi indigne que celle d'un musicien. À un musicien, il y a la fois la cuisine et la communion. La cuisine pour l'artisanat ; la communion pour la transcendance, le mystère. Le cosmique. »

S. SL

Tout le raï oranais fait la fête au Zénith de Paris

Cheb Abdou est la vedette d'une soirée qui réunit la plus belle affiche depuis le premier spectacle organisé à Bobigny en 1986

AU LENDEMAIN de l'élection controversée du nouveau président de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika, Oran continue de résister aux fièvres politiques, aux tueries et à la charia. Les cabarets y fleurissent, et sa musique, le raï, n'a pas cessé de faire danser la jeunesse abstentionniste « qui préfère se donner du bon temps », selon Cheb Abdou, sa dernière idole en date, plutôt que de regarder sombrer un pays en butte à la fraude, aux mafias et aux guerres intestines. « On espère, dit encore Abdou, l'un des invités de la soirée parisienne "Oran au Zénith" organisée le 24 avril, que Bouteflika saura reconstruire l'Algérie. » En attendant, la fête continue.

En France, le raï, sous l'impulsion de Khaled, a pris son envol : en Algérie, il règne. Entre les deux pays, dit Benselama, l'un des instigateurs de la manifestation, « il y a un fossé qui se creuse : celui des visas d'entrée en France ». La mobilité des artistes est en panne. Or, elle est un bien nécessaire dans un genre aussi « voyou » que le raï, où les chanteurs sont imprévisibles, où les vies, décalées, sont pudiquement camouflées, en même temps qu'elles nourrissent les rumeurs : telle intrépide aurait balancé sa fille par la fenêtre, tel autre se serait marié travesti en femme, une troisième aurait mis un bar à sac sous les effets un peu trop vifs du whisky. La mythologie du raï - à ne pas confondre avec la chanson arabe *made in France* (Faudel), disent les puristes - tient à son immédiateté émotive, et à son histoire.

Plutôt que des têtes d'affiche, « Oran au Zénith » décline les différentes écoles du raï, depuis les *cheikhates* papesses de la transgression par la musique, robes des mariages et des fêtes puis des cabarets, au sou-raï pratiqué par le jeune Ab-

dou. Depuis le premier spectacle organisé en 1986 à la maison de la culture de Bobigny, on n'avait pas vu pareille affiche. Pour les racines, Cheikh Djenia - « la diablesse », « la sorcière bien-aimée » -, n'a renoncé ni à la rudesse de la voix, ni à l'accompagnement à la gasba (flûte de roseau) et au tambour galilé.

FONCTIONS PSALMODIQUES

Cheikh Djenia est au confluent du raï ancien, rural, popularisé par Cheikh Rimitti, femme de la nuit, ancienne danseuse, née dans les environs de Sidi Bel Abbès il y a plus de soixante-dix ans, et du *mdah*, le répertoire des *medahates*, les ensembles de femmes chargés des louanges au prophète pendant les mariages, avec les dérapages incontrôlés vers des sujets plus profanes au bout de la nuit. Noyautés par des *cheikhates* dissipées au début des années 70, telles Zahouania, ou Rabia (un album à venir chez Virgin), les *medahates* n'ont pas

pour autant perdu leurs fonctions psalmodiques. C'est là que Cheb Abdou, encore jamais entendu en France, sauf dans des fêtes privées à Marseille, situe le « groove du raï ». Abdou a adopté l'appareillage de la modernité (synthétiseurs, boîtes à rythme), mais il ne tient pas à sortir de la communauté des femmes *medahates*.

En guise d'introduction à leurs concerts, les stars du raï, Khaled en tête, placent très souvent un titre emprunté au répertoire des *medahates*. C'est le cas d'Abdelkader, thème traditionnel dont l'interprète de Didi s'est attribué la paternité, repris depuis lors du concert 1, 2, 3 *Soleils* (Rachid Taha, Khaled, Faudel). Les « trois ténors du raï » en ont donné « une version serpilière », selon Cheb Abdou, jeune homme sensible à l'esprit, à la lettre du *mdah*. A Oran, on respecte Mani, on préfère le Khaled des cabarets au Khaled de Bercy, on adule Cheb Hasni, et on oublie le reste de la

PROFIL

L'HÉRITIER

DES CHEIKHATES

Cheb Abdou n'a peur de rien. Il chante les yeux maquillés, il aime les bracelets, bagues, colliers, gilets brodés, rouge à lèvres... Il vit à Oran, là où Cheb Hasni, tenant du raï-love, a été assassiné en septembre 1994. La mère d'Abdou a reçu des coups de téléphone anonymes. Il en conclut, les yeux dans les yeux, qu'il ne faut jamais conclure trop vite mais trier entre « les vrais assassins » et « les jaloux ». Les jaloux, il y en a. Niar Abdel-Moutaleb, 29 ans en mai, est la dernière coqueluche de la jeunesse algérienne, un chanteur de la trépan de Mani et l'héritier le plus

direct des fortes femmes du raï, les *cheikhates* Rimitti, Djenia, Zahouania. Depuis *Madre, madre*, mélodie de gazelle chantée d'une voix de feu, publiée sur cassette en 1997, Cheb Abdou remodèle le paysage de la musique oranaise.

Veste de velours poudré, chaussures noires luisantes, boucle à l'oreille, il raconte, avec une détermination rieuse, un parcours fulgurant. Originaire de Tiemcen, à quelque 150 kilomètres d'Oran, il s'est initié à la musique par les femmes, les *medahates* du terroir, traditionnellement chargées des fêtes et des mariages - les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Comme le très provocant Sid Ahmed il y a deux décennies, Abdou fut admis chez les femmes, sans doute pour ses capacités à se glisser dans la tradition arabe du travestisse-



Cheb Abdou et Cheikh Djenia.

ment dans l'art. Homme sans honte, à la carrure forte et à la féminité affichée, Abdou, marié deux fois, est un maître des cabarets. Employé de banque jusqu'en 1995, il a débuté au Dauphin, et chante dorénavant tous les soirs au Solazur, sauf le vendredi. Les femmes l'adorent. Les hommes dansent. Abdou fait ce qu'il lui plaît.

L'un de ses derniers succès, *Khaled Ou Nebghigh* (« Il me trompe mais je l'aime »), est un catalogue des aventures amoureuses - le raï a la réputation d'être sulfureux. A l'interprétation homosexuelle de paroles telles que « il a une grosse bedaine et je l'aime », Abdou préfère celle de la liberté d'aimer : « Il est borgne, je l'aime, il a deux femmes et je l'aime. »

V. Mo.

Riya, grande dame du raï traditionnel qui inspira en partie l'un des succès de Cheikh Djenia, *Kayen Rabi* (Dieu existe) : « Pour le mal que vous me faites, que vous nous faites subir à nous les femmes, vous serez jugés. »

Avec son groupe, les Clarks, grands animateurs des soirées en clubs dans les années 70, Belkacem Bouteldja a révolutionné le raï au sortir de l'indépendance. Il chantait d'une voix très efféminée - les échanges de rôle ne sont pas rares au théâtre, et l'on se souviendra que l'Egyptienne Oum Kalsoum fit ses débuts grimpée en homme - à une époque où les femmes étaient interdites de chant en public et confinées aux fêtes votives. Cheb Fadela (que l'on entendit souvent ici avec son ex-mari Cheb Sarahou) transgressa alors l'interdit, accompagnée à la trompette, autre sauvagerie alors, de Messoud Bellemou. Le pop-raï était né. Il investit le Zénith.

Veronique Mortaigne

* Oran au Zénith, au Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 24, à 21 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 130 F à 150 F.

DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE** : les représentations des *Fourberies de Scapin*, de Molière, qui devaient avoir lieu à la Comédie-Française à 14 heures et 20 h 30 le dimanche 25 avril, sont annulées en raison d'un mouvement de grève décidé par les électriciens de plateau. Les spectateurs ayant réservé des places peuvent contacter le service de la location (tél. : 01-44-58-15-15, entre 11 heures et 18 heures), qui leur proposera des dates de rechange.

■ **ARCHITECTURE** : les éditions Jean-Michel Place, qui ont déjà racheté en 1998 *L'Architecture d'aujourd'hui* et *Technique et Architecture*, viennent de lancer un nouveau mensuel intitulé *Parpaings*. Vendu 10 F (1,52 €), disponible en kiosque, adoptant un format et un design de quotidien « branché », il s'adresse notamment au milieu des écoles d'architecture et aux professionnels. Le premier numéro consacre plusieurs pages à la réforme de l'enseignement.

■ **MUSIQUE** : l'idole de la pop turque Tarkan, 27 ans, sera déchu de sa nationalité s'il ne renoue pas immédiatement en Turquie pour accomplir son service militaire. Né en Allemagne, le « prince du Bosphore » était appelé sous les drapeaux en novembre 1998. Après avoir demandé un sursis, arguant d'une tournée européenne, il a ensuite refusé de rentrer en Turquie pour intégrer l'armée.

■ **ART** : le photographe et cinéaste Jean-Christian Bourcart, 38 ans, a obtenu, le 15 avril, le 1^{er} Prix Gilles Dusein, d'une valeur de 50 000 francs, qui récompense « un artiste, quels que soient son âge ou sa nationalité, qui s'exprime par la photographie ou toute nouvelle technique de l'image ». Ce prix est décerné à l'initiative de l'association Gilles Dusein, galeiste disparu en 1993, et soutenu par la Fondation NSM Vie et par la Maison européenne de la photographie. Jean-Christian Bourcart a commencé par la photo de mariage, avant de devenir photographe en 1985. Auteur de travaux plus personnels, on lui doit des images de prostituées et le film *Elvis*, réalisé à Sarajevo.

Clint Eastwood

"Eastwood nous apporte un beau cadeau."

STUDIO

"Un polar sinueux et emballant."

LIBÉRATION

Jugé Coupable

UN FILM DE CLINT EASTWOOD

ACTUELLEMENT

ALLOCIÉ

Europe 1

هكذا من الأصل



Une des natures mortes (photographie) de Liu Ming.

Sur les lieux du crime

Galleries. Peintres et photographes se veulent de plus en plus les témoins d'un présent cruel aux décors sordides. Le social est à la mode – ce qui ne suffit pas à faire des œuvres convaincantes

YAN PEI-MING, «VULNÉRABLES...». Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. M^e Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 juin.

LIU MING, «NATURES MORTES». Galerie Art & Fabrique, 22, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 01-44-61-64-21. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 mai.

JEAN-MARC BUSTAMANTE, «SOMETHING IS MISSING». Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3^e. M^e Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-67-68. Du lundi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mai.

JEAN-MARC BUSTAMANTE, «PANORAMAS». Galerie Daniel Tempon, 30, rue Beaubourg, Paris 3^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-42-72-14-10. Du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mai.

NICK WAPLINGTON, «CRIMES ET SUICIDES». Galerie Gilles Peyroulet & Cie, 80, rue Quincampoix, Paris 3^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-42-76-85-11. Du mardi au vendredi, de 14 heures à 19 heures ; le samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.

C'est entendu : les sociétés occidentales ne sont pas au mieux, le malheur prospère, l'horreur est à portée de caméra et la mauvaise conscience le moindre des devoirs. Le choix est entre la nausée et l'épouvante. Pendant ce temps, des

artistes continueraient à travailler dans une quiétude indifférente ? Ce serait presque malhonnête, pour ainsi dire coupable. Il ne saurait en être ainsi. La preuve : de plus en plus d'artistes prennent leurs sujets dans les infortunes de l'époque. Ils observent, ils témoignent, ils dénoncent. Défaut de tant de bonne volonté : souvent, ils se contentent d'illustrer, en photographie comme en peinture.

Les toiles de Yan Pei-Ming s'appellent *Victime*, *Mendiant de Nîmes*, *Un petit Soudanais*, *Filles de joie*, *Lieu du crime*. Elles sont en noir et blanc, expressionnistes, avec giclures et explosions. On y voit des têtes tuméfiées aux yeux haineux, des campagnes crépusculaires et désertes, des petites filles abandonnées et des prostituées aux poses obscènes. Les formats sont immenses, les gestes du peintre amples et appuyés. Le mélodrame menace. Le pathétique se fait procédé, danger qui menace tout expressionnisme qui ne se méfie pas assez de la grandiloquence. S'il n'y prend garde, Yan Pei-Ming ne sera bientôt plus que l'illustrateur tardif du Vlamink de l'entre-deux-guerres, celui des nocturnes neigeux où l'on surine dans l'ombre. Ce serait un destin décevant pour ce peintre de quarante ans, évidemment doué de facilité et d'énergie.

Il est né à Shanghai. Liu Ming est né à Nankin. Ce qu'il montre du présent n'est pas moins accablant que ce qu'en retient son presque homonyme, mais les manières diffèrent. Liu Ming alterne photographie et peinture. Il se promène du côté du périphérique, des tours, des espaces dits verts et des ter-

raîns de sport. Il manifeste une prédilection particulière pour les pelouses et les pistes et les stades grillagés. Il les photographie vides – paysages carcéraux. Tirées en grand format, ces images composées par la géométrie des architectures tournent à l'allégorie mélancolique. Quand il les peint, méticuleusement, Liu Ming les rend plus cafardeuses encore en jouant de la monotonie d'une teinte – bleu éteint, gris rosé, ocre – qui recouvre la totalité de l'œuvre sans en masquer les détails. Il obtient des peintures neutres et silencieuses qu'il nomme «natures mortes». La peinture répète la photo en accentuant l'effet mélancolique. La photo ne pourrait-elle suffire ?

Défaut de tant de bonne volonté : souvent, on se contente d'illustrer, en photographie comme en peinture

Plutôt que de la complémentarité, Jean-Marc Bustamante joue de l'affrontement des deux techniques. Dans une galerie, il expose une anthologie de ses photos récentes, dans l'autre des encres sur plexiglas. Sur le plexi, transparent comme le *Grand Verre* de Duchamp, la sérigraphie dépose des lignes de couleurs très vives, une

par œuvre. Toute expressivité et toute allusion naturaliste sont bannies de cette quasi-peinture mécanique. Si différentes soient les techniques, ces «panoramas» – c'est leur titre – font songer aux huiles sur plexi de Dornier et aux abstractions faussement gestuelles de Richter, parodie glaciale de la peinture par la peinture.

Le nom de Richter vient d'autant plus vite à l'esprit que la photo obsède l'un et l'autre artistes. Richter en pastiche la netteté. Bustamante en fait, nettes, parfaites de mise au point et de cadrage. Il en trouve les motifs dans des villes modernes usées, au coin de leurs terrains vagues, le long de leurs rocades. Il les photographie par beau temps et forte lumière. Tout apparaît à nu dans ces clichés pour un inventaire du monde, images évidentes d'un présent oppressant et comme accablé par le poids de la mémoire. La neutralité et la simplicité – très calculées – fonctionnent impeccablement.

Nick Waplington, britannique, 34 ans, aspire à autant d'efficacité sobre. Elle lui est refusée en raison du procédé dont il use. A partir de faits divers réels, il construit la mise en scène d'un crime ou d'un suicide avec ce qu'il faut d'accessoires, d'impasses miteuses, de mares à noyées, de décharges publiques, de faux cadavres et de rouge sang. Puis il photographie sa reconstitution en couleurs – très bien. Mais l'artifice se sent. Les images sont trop jolies pour susciter quelque émotion ou compassion que ce soit – ce ne sont que des images. Pour une fois, le crime ne paie pas.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

Dany Doriz. Red Norvo, grand vibraphoniste devant l'éternel, vient de rejoindre l'éternel. Lionel Hampton tapote encore de la mailloche, mais franchement, au petit bonheur la chance. La mode psychédélique a lâché Gary Burton. Le vibraphone est plutôt délaissé. Excellente occasion de faire le point *in situ*, au fond de l'inoxydable Caveau de la Huchette qui semble, depuis cinquante ans, peuplé des mêmes étudiants et des mêmes secrétaires, les uns et les autres cherchant les autres.

Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, 3^e. M^e Saint-Michel. Les 25 et 26, à 21 h 30. Tél. : 01-49-26-45-03. De 60 F à 70 F.

The Cardigans. Artisans d'une pop suédoise d'abord célébrée pour sa joliesse, les Cardigans ont finalement glissé quelques lames de rasoir dans les sucres de leur troisième album, *Gran Turismo*, plus sombre et dérouteur. En première partie, ne pas rater les chansons intenses d'autres scandinaves, The Soundtrack Of Our Lives.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, 18^e. M^e Anvers. Le 24, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00. Ernesto Tito Puente Avec le pianiste Alfredo Rodríguez, il est parmi les plus anciens musiciens cubains installés à Paris. Trompettiste efficace, de la salsa il fait son ordinaire et dirige un big band de vingt

musiciens, idéal pour guincher. *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. M^e Château-d'Eau.* Le 24, à 20 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 100 F.

GRENOBLE

Les Rendez-vous du Petit 38. D'octobre 1997 à janvier 1999, Chantal Morel et sa compagnie ont parcouru les routes pour jouer leur très belle adaptation de *Crime et Châtiment*, de Dostoïevski. Les revuella aujourd'hui dans leur théâtre, le Petit 38, niché dans le plus vieux quartier de Grenoble, le quartier Saint-Laurent. Ce n'est pas un théâtre habituel : une salle ouverte sur la rue, où il n'y a pas de scène mais une grande table, des sièges pour une trentaine de spectateurs, de quoi faire à manger. Un théâtre d'hôtes, en somme. Depuis son ouverture, en octobre 1996, le Petit 38 a su faire entendre son murmure bienvenu : les Grenoblois y vont pour entendre des textes et se rencontrer. Deux thèmes guident les années 1999 et 2000 : la mondialisation et la génétique. Vaste programme, nourri par du théâtre, du cinéma, des «rencontres-voyages». La place de Jean-Yves Pégé, Sylvestre (salutations au siècle), jouée par Maurice Deschamps, ouvre le feu de la reprise d'activité du Petit 38, à partir du 26 avril. Le Petit 38, 38, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble. Tél. : 04-76-54-12-30.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Complexité de Toulon de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).
La République, 11^e. (01-48-05-51-33).
Docteur Folamour de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champ de l'Espérance Jacques-Tati, 5^e (01-49-54-51-50).
Vidéodrome de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MIC2 Beaubourg, 3^e. (08-36-68-14-07 (2,23 F/min)).

SEANCES SPÉCIALES

L'actualité du documentaire. Un lundi par mois, le service audiovisuel de la BPI invite le public à voir ou à revoir un film documentaire récent. Lundi 26 avril (18 heures) : projection du court-métrage de Manoel de Oliveira et de Jean Rouch *En une poignée de mains amies*, suivi du film de Jean-André Fieschi *Musso Musso (Jean Rouch comme il...)*. Prix de la compétition vidéo au Festival de Locarno en 1998. Une rencontre en présence des réalisateurs est prévue.
Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-42-76-45-71.
Avs aux amateurs. Un programme qui met en regard deux générations du documentaire à travers ses fondateurs Jean Rouch, Fred Wiseman, Johan van der Keuken, Jean-Daniel Pollet et leurs brillants héritiers (Bob Connolly, Robin Anderson, Dominique Cabrera, Hedy Honnigmann, Isabelle Quignaux).
Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, 17^e. M^e Place-Clichy. Du 25 avril au 30 mai. Tél. : 01-53-4240-20.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi

au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Faust de Goethe, mise en scène d'Alexander Lang. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, 1^{er}. M^e Palais-Royal. Les 24 et 25, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F. Jusqu'au 19 juillet, en allemand.
Jean Martin (jeune) Œuvres de Chopin.
Eglise Saint-Martin, 76, rue de la Verrerie, 4^e. M^e Hôtel-de-Ville. Le 24, à 21 heures. Entrée libre.
Marie-Joséphine Jude.

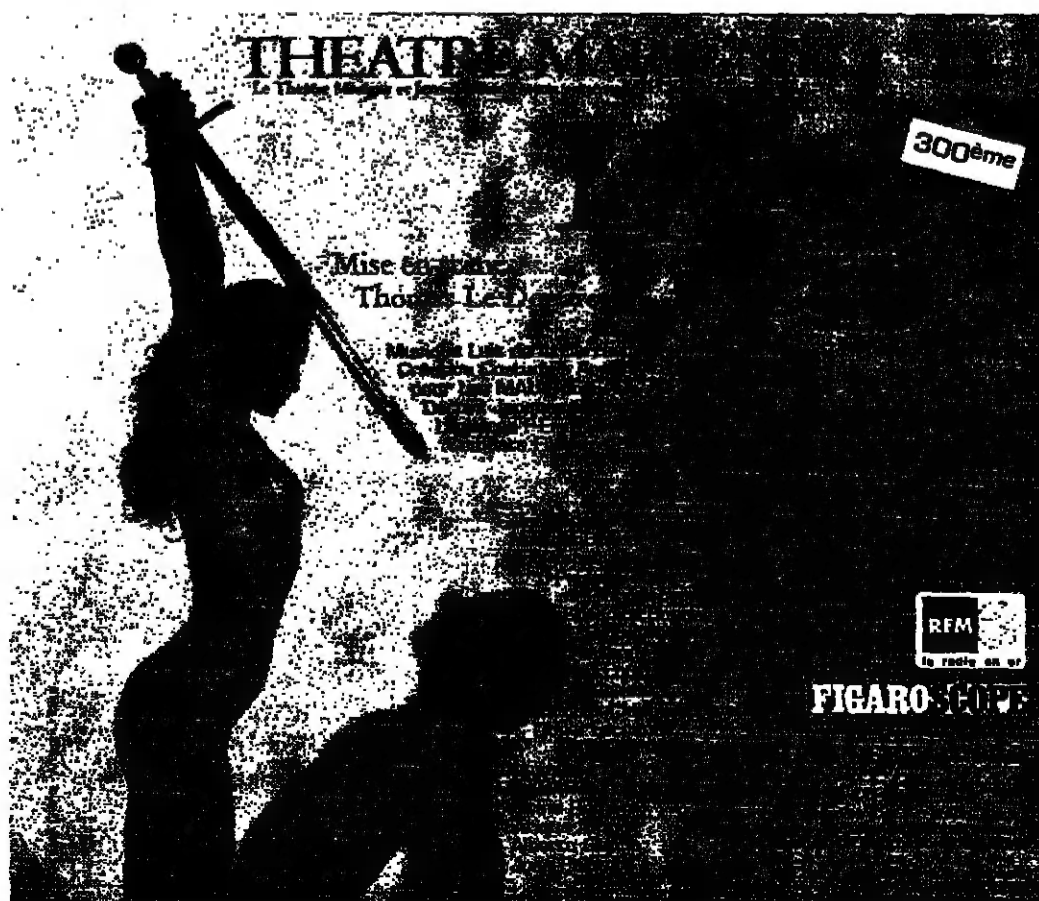
Jean-François Helmer. Schubert : *Allegro pour piano à quatre mains* : D 947 ; «Lebensstürme». Brahms : *Sonate pour deux pianos op. 34*.
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 8^e. M^e Alma-Marceau. Le 25, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50 120 F.
Martial Solal et le Duo Caband
Maison de Radio France, 116, avenue du Président-Kennedy, 16^e. M^e Passy. Le 25, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.
Philomène Irwin
Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}. M^e Châtelet. Le 25, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60.
Mambomania
Le Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, 11^e. M^e République. Le 24, à 23 heures. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.
La Comparsa (Cuba)
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, 9^e. M^e Pigalle. Le 24, à 23 h 30. Tél. : 01-44-32-77-66. 100 F.

DERNIERS JOURS

26 avril :
Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1828-1908).
Galerie nationale du Grand Palais, place Georges-Clémenceau, 8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.
29 avril :
Quatre images de l'art actuel Patrick Corillon, Eric Duyckaerts, Michel François, Yvan Salomons.
Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, 4^e. Tél. : 01-53-01-96-96. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Entrée libre.

mai - juin
Une sélection
Cargo Hors les murs
THEATRE
Ambi Théâtre Pont-de-Clair
Le jour et la nuit
Pierre Bourdieu/Durand Bezaud
du 4 au 7 mai
au Cargo
Invité d'honneur :
Le Poddémio, 26 000 Couverts
du 5 au 7 mai
au Cargo
Delices Dada
La Donation Schröder
du 26 au 29 mai
DANSE
Grande Angle de Vairon
Odile Duboc/Comédie
27 et 28 mai
ARTS DE LA PISTE
Chapiteau site Vigny Musset
Filée/Les Colporteurs
du 8 au 12 juin
informations 04 76 25 91 91
4, rue Paul Claudel Grenoble

hors
LE CARGO



Le Monde de la MUSIQUE

Ce mois-ci

Marc Minkowski
Le chef qui explose le baroque

Stanley Kubrick
La musique était sa muse

Richard Strauss, un demi-siècle après
DVD, Super Audio CD, Internet : le son du futur
Plus de 150 CD chroniqués
et toutes les rubriques habituelles

avec le Programme de Radio Classique

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

17.10 Le Monde des idées.
Thème : la crise du gaullisme.
Invités : Yves Mény ;
Nicolas Tenzer.

21.30 Stan Getz, du jazz
à la bossa nova.

Forum Planète

MAGAZINES

19.00 TV. 4.
20.40 Histoire parallèle spéciale.
Gerhard Schröder et cinquante années
de social-démocratie.
Invité : Gerhard Schröder.
21.35 Metropolis, spécial
littérature belge.
22.40 T'es pas une idée ?
Invité : Yves Coppens.

DOCUMENTAIRES

19.00 Vatican, [3/5].
Paul VI et la papauté.
19.35 Les Grandes Batailles
du passé, [25/26].
Marikung 1899-1900.
19.50 Paul-Emile Victor :
un rêveur dans le siècle, [1/3].
Les années estimo.
20.35 Planète animal.
L'arche, 3 000 ans après
[19/16] : les tortues.
20.45 Histoire de l'eau, [3/4].
La dimension religieuse.
21.35 Promenades sous-marines, [12/26].
Saba, joyau des Caraïbes.

Planète

Odysée

Planète

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

Odysée

SPORTS EN DIRECT

20.25 Basket. Pro A : play off.
PSC-Racing - Pau-Orthez. Canal+ Vert.
3.00 Boxe. Réunion de Washington.
Championnat du monde WBC
des poids moyens. Hacine Cherif -
Keith Holmes. Canal+.

4.00 Motocyclisme.
Championnat du monde de vitesse.
Grand Prix du Japon des 125, 250
et 500cc. Eurosport.

MUSIQUE

20.45 Oedipe Roi. Opéra de Stravinsky.
Par l'Orchestre du Saito Kinen.
dir. Seiji Ozawa. Mezzo.
21.00 Cecilia Bartoli. Mezzo.

CINÉ CLASSICS

16.00 Infidèlement vôtre.
Un chef d'orchestre, très jaloux,
croit que sa femme l'a trompé. En
dirigeant un concert, il rumine sa
vengeance. Preston Sturges imagine
les fantasmes du maestro, au-
quel les morceaux qu'il conduit
inspirent, tour à tour, un crime
parfait, un pardon généreux et la
solution de la « roulette russe ». La
séquence de la mise en pratique
est encore plus drôle que celle des
fantasmes. Diffusion en V.O.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

16.00 Infidèlement vôtre.

FRANCE 3

20.05 Vendeurs de robots.
Jean-Luc Léon a le goût et le talent
pour ce qu'il appelle la « comédie
documentaire ». Son nouveau
feuilleton, en six épisodes, nous
conduit dans le petit monde des
vendeurs à domicile. Les plus effi-
caces sont ceux qui instaurent avec
l'acheteur potentiel une relation
ou le naturel et l'humour ont leur
place. C'est la nature de cette rela-
tion qui rend ses personnages si at-
tachants.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

20.05 Vendeurs de robots.

هكذا من الأصل

« Le Monde » acquiert 10 % du capital de « Midi libre »

LE MONDE a fait son entrée dans le capital du groupe de presse régionale Midi libre, après l'acquisition des 10 % d'actions qu'y détenait Havas. Dans un communiqué commun, Le Monde SA et Havas ont annoncé, samedi 24 avril, qu'ils ont signé un accord portant sur la cession au Monde des 10 % détenus par Havas dans la société du journal Midi libre, précisant que « cette cession était soumise à la condition suspensive de l'obtention de l'agrément de la gérance et du conseil de surveillance du Midi libre ».

A l'issue de ce conseil, qui s'est tenu vendredi 23 avril à Montpellier, le quotidien languedocien a confirmé, dans un communiqué, que « le conseil d'administration du groupe Midi libre a agréé la cession des 10 % du capital de la société détenues par Havas à la SA Le Monde ». Selon la direction du journal, « Le Monde devient ainsi, aux côtés de Pierre Fabre et du groupe Hachette, l'un des grands actionnaires du groupe Midi libre. Cette alliance entre deux importants groupes de presse écrite française, qui partagent la même vision stratégique, conforte le tour de table du groupe Midi libre ».

Selon les statuts de Midi libre, aucun actionnaire ne peut disposer de plus de 15 % des parts du journal.

Un mandataire a été désigné, le 14 avril, par le tribunal de commerce de Montpellier à la suite du conflit qui oppose l'ancien président, Claude Bulon, et son successeur, José Frèches, porté à la

présidence le 24 octobre 1998 à la suite d'un changement d'alliance au sein du conseil d'administration. Le mandataire a été chargé de convoquer une assemblée générale des actionnaires dans les trente jours, c'est-à-dire avant le 15 mai, alors que l'assemblée ordinaire était prévue pour le 26 juin.

(Le Monde est, comme nous l'avions annoncé, entré en 1999 dans une phase de développement. Cette-ci a trouvé une première concrétisation avec le lancement, au début de l'année, d'une filiale, Le Monde Interactif, destinée à accélérer notre implication sur le Net. Notre entrée dans le capital de Midi libre constitue une deuxième étape. Ne manquant aucune opportunité de développement cohérente avec notre métier constitue pour nous, en effet, désormais une obligation. Il s'agit, chaque fois, à travers telle ou telle participation, de faire naître des partenariats, de construire entre presses européennes, nationale et régionale les complémentarités, industrielles notamment, indispensables pour construire l'avenir.

Dans cet esprit, sollicité par plusieurs acteurs belges, nous avons accepté également de nous intéresser au devenir de Médialab, le deuxième groupe de presse francophone en Belgique. Le Monde étudie cette proposition et s'est mis à l'écoute de tous les intervenants afin d'apprécier le plus largement possible dans quelle mesure nous pourrions contribuer à l'émergence d'une solution consensuelle. Si nous devions participer à une offre concernant Médialab, nous chercherions aussitôt à associer certains de nos partenaires européens. - L.M.C.]

« Le Monde » à Strasbourg

LE MONDE est allé à la rencontre de ses lecteurs de Strasbourg, vendredi 23 avril. A l'occasion de la publication d'un supplément de huit pages (Le Monde du 21 avril), consacré à la capitale alsacienne, le journal a donné rendez-vous au public sur deux thèmes : « la galaxie des métiers de la communication » et « les acteurs de la philatélie ».

Par ailleurs, les représentants de la rédaction, autour d'Edwy Plenel, se sont entretenus pendant deux heures avec les Strasbourgeois. La journée du Monde à Strasbourg s'est terminée par un débat sur le devenir de la ville avec la participation du maire, Roland Ries. Cette journée succède à celles déjà organisées, depuis 1997, à Lyon, Lille, Marseille et Toulouse.

DÉPÊCHES

■ MEXIQUE : quelque 40 000 étudiants en grève - 20 000 selon la police - ont manifesté dans le calme, vendredi 23 avril à Mexico, pour protester contre un projet d'augmentation des droits d'inscription à l'université jusqu'à présent pratiquement gratuits. La grève à l'université de Mexico - la plus grande d'Amérique latine -, commencée lundi 19 avril, touche quelque 300 000 étudiants. Elle a été déclenchée après que l'administration eut décidé de faire passer les droits d'inscription de la somme infime de 0,2 peso (0,02 dollar) par an à environ 120 dollars. - (AFP)

■ CHINE : le procès de l'ancien haut fonctionnaire chinois Fang Jue, auteur d'un appel en faveur de réformes démocratiques, a été fixé au lundi 26 avril, après avoir été retardé à la suite de pressions des Etats-Unis, a annoncé, samedi 24 avril, l'organisation Human Rights In China (HRIC) à New York. L'organe de défense des droits de l'homme a précisé que « vu [cette] annonce soudaine de la date de son procès, Fang ne pourra pas rencontrer son avocat afin de préparer sa défense ». La sœur du dissident, Liu Jing, n'a pas obtenu de permis pour pouvoir assister au procès. Agé de quarante-quatre ans, Fang Jue, ancien responsable à Fuzhou (Sud-Est), a été arrêté en juillet 1998. - (AFP)

■ RECHERCHE : le blocage des commandes à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), provoqué par la suppression des dérogations concernant l'application du code des marchés publics (Le Monde du 23 avril), semble toucher à sa fin. La direction de l'Inserm a annoncé, vendredi 23 avril, que les nouveaux marchés établis selon la procédure du code des marchés publics avaient été signés et que, à partir du 3 mai, tout devrait rentrer dans l'ordre. « Les laboratoires (...) pourront relancer leurs achats et poursuivre normalement leurs travaux », a indiqué l'Inserm.

■ RÉVISIONNISTE : le directeur du DEA d'histoire moderne et contemporaine de l'université Lyon-II, Yves Lequin, qui avait dirigé en 1991 le diplôme d'études approfondies (DEA) d'un étudiant révisionniste, Jean Plantin, poursuivi en justice, vient de démissionner de ses fonctions. Jeudi 22 avril, une peine d'un an de prison avec sursis et 20 000 francs (3 049 euros) d'amende a été requise devant le tribunal correctionnel de Lyon à l'encontre de M. Plantin, éditeur d'une revue révisionniste, pour avoir mentionné dans des notes de lecture des ouvrages interdits par le ministère de l'Intérieur en raison de leur dangerosité pour la jeunesse (loi de juillet 1949).

■ LISTERIA : la préfecture du Maine-et-Loire a retiré de la vente à titre de précaution, vendredi 23 avril, un lot d'andouilles de la marque La Saumuroise, fabriquées par la salaisonnerie Bernaudéau, où ont été décelées des traces de listeria.

■ COCA-COLA : quatre employés anciens et actuels de Coca-Cola ont engagé une action en justice contre le groupe américain de sodas pour discrimination envers des Afro-Américains, selon le New York Times du 23 avril. Selon cette plainte enregistrée auprès du tribunal d'Atlanta, siège de la société, Coca-Cola paye annuellement ses salariés noirs 27 000 dollars (environ 165 000 francs) de moins que les blancs. La direction estime cette plainte sans fondement.

Un accord partiel sur le Timor-Oriental a été conclu aux Nations unies

L'Indonésie refuse toujours l'intervention d'une force de paix étrangère

L'INDONÉSIE et le Portugal ont conclu, vendredi 23 avril à New York, un accord de principe sur l'avenir du Timor-Oriental, qui laisse de côté la question cruciale de la sécurité sur l'ancien territoire portugais. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a annoncé que les deux pays étaient parvenus à un accord sur l'autonomie qui sera signé le 5 mai à New York, après seize ans de laborieuses négociations parallèles par les Nations unies.

Mais, alors que des violences contre les indépendantistes continuent, Djakarta a refusé de s'engager immédiatement sur les deux questions les plus sensibles : les dispositions de sécurité concernant le vote sur l'autonomie et les modalités de la consultation. Ces deux points font l'objet de deux documents annexes qui doivent encore être approuvés par le gouvernement indonésien, a dit Ali Alatas, chef de la diplomatie de Djakarta. M. Annan a toutefois indiqué que, selon M. Alatas, leur approbation ne devait pas poser de « réelles difficultés ».

L'accord partiel est intervenu à l'issue de deux jours de négociations entre M. Alatas et son homologue portugais, Jaime Gama. Le vote direct sur l'autonomie de quelque 800 000 Timorais-Orientaux, dont le territoire a été annexé en 1976 par l'Indonésie, devrait avoir lieu avant la fin du mois d'août, selon M. Alatas. L'Indonésie a affirmé qu'elle accorderait l'indépendance à sa « vingt-septième province » si son projet d'autonomie était rejeté.

« COMÉDIE DE JUSTICE »

Tout en « suivant » cet accord, la résistance a aussitôt mis en garde contre les pressions exercées par l'armée indonésienne sur la population. L'un de ses dirigeants, le Prix Nobel de la paix Jose Ramos Horta, a demandé « comment le vote pouvait se dérouler sans que règne la peur, alors que l'armée indonésienne était toujours là ». Il a affirmé que, « en cas de vote équitable, l'écrasante majorité du peuple du Timor-Oriental rejeterait toute forme d'association avec l'Indonésie ». « Les milices sont toujours ar-

mées et continuent de terroriser la population », a-t-il rappelé. Les indépendantistes, comme le Portugal, craignent que l'armée laisse les milices pro-indonésiennes continuer leur campagne d'intimidation, en dépit de l'accord signé à Dili, la capitale du territoire, et qui est censé mettre fin aux violences.

M. Gama a ainsi insisté sur la nécessité de restaurer « la stabilité et la paix » sur le territoire en « désarmant les milices ». Il faut que « les accords de paix soient réels et pas seulement un rituel formel », a-t-il ajouté. Pour sa part, Ali Alatas a maintenu que la responsabilité de la paix et de la sécurité sur le territoire incombera aux forces de Djakarta. Le ministre indonésien a affirmé qu'« une présence adéquate et suffisante » de l'ONU - sous une forme à déterminer - exerce toute force des Nations unies chargée d'assurer la sécurité du scrutin, contrairement à ce que réclament les indépendantistes. « Il n'y aura pas de forces étrangères de maintien de la paix, la principale responsabilité de la sécurité incombe à l'Indonésie », a-t-il résumé. Jose Ramos

Horta a, de son côté, appelé l'ONU à « ne pas se laisser entraîner dans une situation où elle deviendrait le complice d'une comédie de justice ».

Cette question est d'autant plus importante que huit indépendantistes au moins ont encore été massacrés cette semaine par des miliciens pro-indonésiens, selon une source religieuse à Dili, capitale du territoire. En dépit d'un accord pour mettre fin aux violences, signé en début de semaine et garanti par le commandant en chef des forces indonésiennes, la campagne d'intimidation menée par les milices n'a donc pas pris fin. - (AFP, Reuters.)

■ Vingt-deux personnes ont été tuées aux Moluques, vendredi 23 avril, au cours de nouveaux affrontements entre chrétiens et musulmans. Les forces de sécurité sont intervenues au bout de deux heures pour séparer des groupes armés de cocktails Molotov, d'arc et de flèches ainsi que de machettes dans la ville de Tual, sur l'île de Kai Besar, selon un journaliste cité par l'agence Reuters.



Le nouveau coupé BMW Série 3

4m48, 1475 kilos.

Les canons de la beauté

encore évolué.



A PARTIR DU 22 AVRIL CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE



« L'Indonésie refuse toujours l'intervention d'une force de paix étrangère »

« Le Monde » à Strasbourg

« Le Monde » à Strasbourg

« Le Monde » à Strasbourg

« Le Monde » à Strasbourg

« Le Monde » à Strasbourg